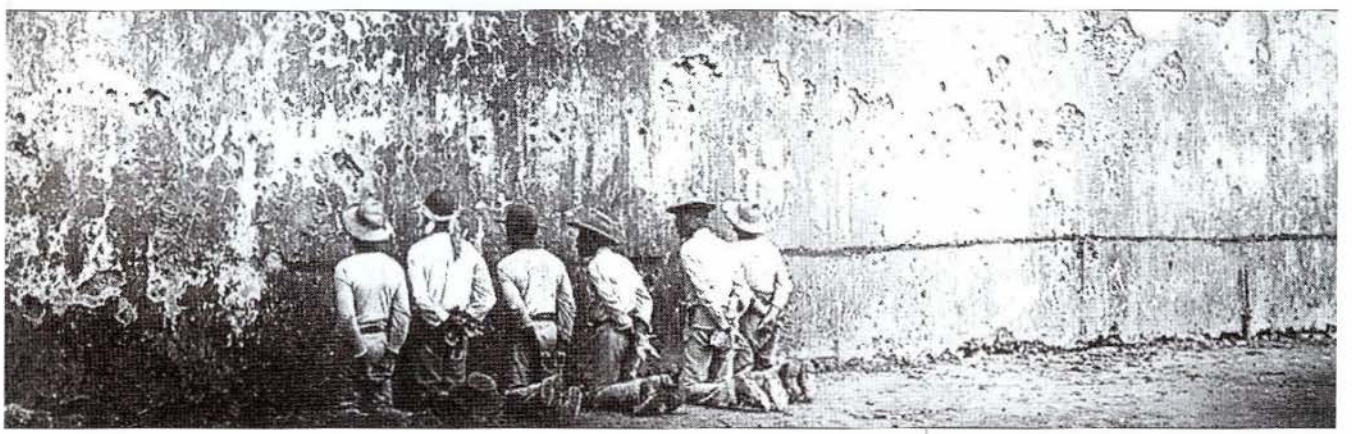
L'AUTRE HISTOIRE

Revue d'histoire publiée par l'ABRH. 75 F. Numéro 11. Deuxième année. Septembre 1998.

LA GUERRE HISPANO-AMERICAINE

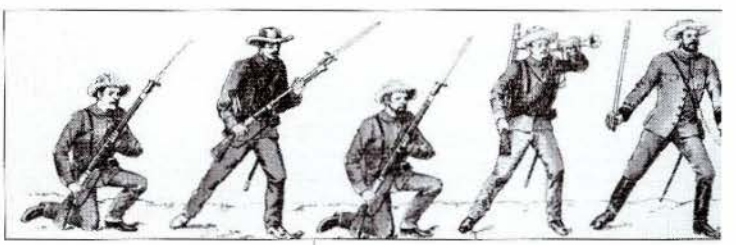


Venus officiellement libérer Cuba de la domination de la métropole, les Nord-Américains s'installent pour longtemps. Les Cubains se révolteront et subiront la loi d'airain de leurs maîtres. Ci-dessus : ces six Cubains vont être fusillés par les Américains. Une ligne rouge a été peinte sur le mur à hauteur des têtes et des épaules des condamnés pour faciliter la tâche de leurs bourreaux.

Une guerre oubliée **page 3**
L'année 1898 est une année charnière. Pour la première fois les Etats-Unis agressent une puissance européenne en dehors de leur territoire. Cette guerre prémonitoire marque le début de leur prédominance politique.

Le maréchal Mannerheim **page 35**
Père de l'indépendance finnoise, le maréchal Mannerheim sera le seul dirigeant d'un pays allié du Reich à survivre à la Seconde Guerre mondiale. Un exploit.

Livres, pp. 27 à 29 ; Revues, pp. 30 et 31 ; Brèves, pp. 25, 26 et 32 ; Antisémites de gauche, pp. 33 et 34 ; Courrier des lecteurs, pp. 43 à 48.



L'armée espagnole d'outre-mer se composait de contingents cubains, portoricains, philippins, catalans, basques, andalous... Tous les royaumes des Espagnes étaient présents sur les champs de bataille de Cuba et des Philippines.

Ci-dessus : nationalistes philippins s'opposant au régime discriminatoire imposé par les ministres libéraux au pouvoir à Madrid. Ils réclamaient l'égalité de tous les peuples unis par la couronne espagnole. Après de durs affrontements, un accord fut signé en 1898, juste avant l'invasion nord-américaine qui allait replonger le pays dans une guerre sauvage et cruelle.

Aristocrate finlandais d'origine suédoise, glorieux servant des armes du tsar, le général Mannerheim n'était pas destiné à devenir le père de l'indépendance de la Finlande. Pourtant, chassé de Russie par la révolution, il arrive à temps dans son pays pour prendre la tête des armées blanches et les conduire à la victoire. Quelques années plus tard, il sera l'âme de la résistance de son pays contre Staline.

UNE GUERRE EURO-AMÉRICAINE OUBLIÉE

Pourquoi consacrer tant de pages à une guerre oubliée, dont les Français n'ont pour la plupart jamais entendu parler ?

Parce que la défaite de l'Espagne en 1898 face à une Amérique expansionniste est notre première défaite collective.

Les livres d'histoire, quand ils en parlent, ne retiennent que les exploits des cavaliers nord-américains conduits par le bouillant politicien Theodore Roosevelt. On cite parfois, et en passant, la présence de nationalistes cubains qui ont prêté main forte aux ambassadeurs de la liberté.

Quant à leurs adversaires, ce ne sont que des Espagnols, se battant dans un inutile combat d'arrière-garde. Des ennemis sans visage, comme ceux des films hollywoodiens où les héros se battent contre des armées d'ombres représentant le mal.

Ci-dessus : N. Diaz, lieutenant-colonel des Volontaires de la Havane. Photographié en 1897 par Otero de Colomias. Les insulaires étaient divisés et nombre d'entre eux ont choisi de se battre pour préserver leurs liens avec la métropole.

Mais la réalité est bien éloignée de ces images d'Epinal *made in USA*. Les Américains ne sont pas venus arbitrer un conflit colonial. Ils se sont ingérés dans une guerre civile où les combattants des deux bords ont rivalisé en courage et en dévouement dans un affrontement fratricide né du reniement de l'idée de monarchie plurielle traditionnelle à l'Espagne au profit d'une vision centralisatrice importée de France.

Dans la conception classique espagnole, les terres d'outre-mer n'avaient jamais été des colonies, mais des extensions des royaumes péninsulaires. En revanche, le libéralisme arrivé au pouvoir au XIXe siècle n'acceptera jamais l'égalité maintes fois proclamée auparavant entre les Espagnols de la péninsule et ceux des autres horizons. C'est ainsi que les terres américaines n'envoyaient à la fin du siècle que quarante députés aux Cortes et les Philippines aucun. A ces conditions, comment ne pas comprendre la révolte de certains habitants de l'outre-mer ?

Cette guerre malheureuse trouvait une issue pacifique dans l'autonomie mise en place à Cuba et dans la paix des braves signée aux Philippines. Mais, les Etats-Unis, poussés par les appétits de commerçants sans scrupules et par une opinion publique va-t-en guerre, à la haine anti-espagnole exacerbée par des prédicateurs ignorants, avaient tout intérêt à attiser les flammes de cette lutte fratricide.

Profitant d'un accident à bord d'un de ses cuirassés en visite à la Havane, l'Amérique déclare la guerre à l'Espagne et débarque en écrasant toute résistance sur son passage.

Toute ? Pas tout à fait. A Cuba, près de Santiago, cinq cents hommes sont retranchés à El Caney. Face à eux, plus de six mille Américains de la IIe division aux ordres du général Lawton. Le 1er juillet 1898, sous le commandement de Joaquin Vara del Rey y Rubio, les Espagnols vont résister plus de huit heures aux attaques répétées de leurs adversaires.

Après un bombardement de trente minutes, un premier assaut américain est cloué au sol par le tir précis et meurtrier des Mauser des défenseurs.

Aidés par leur position abritée, mais handicapés par un approvisionnement insuffisant en munitions, les Espagnols résistent face à la marée humaine qui monte vers leurs positions.

A 15 h, on vient annoncer au commandant Vara del Rey que les dernières cartouches ont été distribuées aux survivants. Il accepte alors de décrocher en direction de Santiago. A ce moment, il est blessé aux jambes. Emporté sur une civière, il est touché à mort. Avec lui meurent dans les combats ses deux fils.

A la fin de la journée, les Américains ont perdu 437 hommes contre 235 Espagnols, Cubains et Portoricains unis sous le même drapeau. Après la capitulation de l'île, les occupants exhumeront le corps de Vara del Rey pour l'enterrer avec les honneurs militaires.

Comme l'écrit John Guttman, dans *Military History Magazine* : « l'armée à Cuba, aux Philippines et à Portorico devait se sacrifier au nom de l'honneur national, en se battant du mieux qu'elle pouvait pour éviter à son pays l'humiliation de perdre ses possessions d'outre-mer sans combattre. En dépit de ces conditions peu favorables pour leur moral, les Espagnols sont rentrés chez eux en sachant qu'ils avaient fait de leur mieux pour sauver l'honneur national dans des circonstances insoutenables. Un soldat américain retournant chez lui en 1898 aurait eu bien du mal à comprendre cet état d'esprit. Un soldat américain rentrant du Viêt-nam en 1971 l'aurait quant à lui, parfaitement compris. »

L'Autre Histoire, revue périodique publiée par l'association ABRH. Directeur de la publication : Trystan Mordrel. Dépôt légal : septembre 1998. Abonnement : 285 F. Abonnement de soutien 500 F et plus. Adhésion à l'association : 5000 F. Toute correspondance : *l'Autre histoire*, BP 3, 35134 Coësmes, Bretagne. Tous les droits des textes comme des illustrations sans mention d'origine sont réservés. L'article de Mark Weber et de John Ries a été publié pour la première fois par le *Journal of Historical Review*. Imprimé dans l'Union européenne. ISSN 1265-4086. Courrier électronique : autre. histoire@wanadoo. fr

Page 1, National Archives, Washington, coll. SGA, NAW, DR ; p. 2, Biblioteca Nacional Madrid ; p. 3, DR ; pp. 4 et 5, coll. Pando de Cea, Library of Congress Washington ; Museo del Ejercito Madrid ; pp. 6 et 7, DR ; pp. 8 et 9, *le Monde Moderne* ; p. 10, DR ; p. 11 NAW ; p. 12, DR ; pp. 13 et 14 DR ; p. 15 LCW ; p. 16, Grieg ; p. 17, NAW ; p. 18 Astilleros Espafioles ; p. 19 et p. 32 American Heritage ; p. 20, DR ; p. 21, BNM ; p. 22, *les Progrès des sciences* ; p. 23, DR ; p. 24, coll CGA, NAW ; p. 14, 25, *Sunday Times* ; pp. 26 à 47, DR ; p. 48, coll. privée.

LA GUERRE OUBLIÉE

Texte principal : John Ries et Mark Weber. Encadrés : collectif.

En contradiction avec leurs principes fondateurs, les Etats-Unis se lancent en 1898 dans une politique expansionniste et agressive vers les Antilles et le Pacifique pour se constituer un domaine colonial fondé sur une idéologie raciste et messianique.

Ci-dessus : soldats espagnols blessés faits prisonniers par les Américains après la résistance héroïque du fort d'El Caney. Quelques centaines d'Espagnols de Cuba, de la péninsule et de Portorico ont résisté durant une journée à l'assaut de plusieurs milliers de soldats ennemis. Le combat a finalement cessé faute de munitions et le général Vara del Rey, organisateur de la résistance, a été tué sur une civière alors que blessé aux deux jambes il était évacué. Ses deux fils sont également morts durant les combats. Cette guerre, déclenchée à la suite d'un accident malheureux, était la première manifestation impérialiste de la grande république d'Amérique du Nord. Entreprise pour « libérer » les Cubains, elle s'achèvera par leur mise en servitude.

La plupart des Américains en sont arrivés à trouver tout à fait normal que leur gouvernement déplace très rapidement des troupes vers des contrées lointaines à la moindre alerte. A de rares exceptions près, même ceux qui semblent hostiles à telle ou telle opération militaire admettent volontiers que de pareilles expéditions sont parfois nécessaires pour protéger les « intérêts nationaux », faire cesser les massacres ou pour « rétablir l'ordre ».

Durant les dernières décennies, de telles expéditions militaires ont conduit le président Johnson au fiasco du Viêt-nam, le président Reagan au déploiement malheureux des Marines au Liban, le président Bush à la guerre éclair dans le Golfe contre l'Irak et, plus récemment, le président Clinton a envoyé des avions de guerre et des troupes américaines en Bosnie et en Macédoine avant de le faire, peut-être au Kosovo.

Il n'y a pas si longtemps de cela, la plupart des Américains rejetaient fermement tout esprit d'ingérence dans les affaires d'autrui. Jusque vers les années 1890, l'Amérique a poursuivi sa traditionnelle politique de non-intervention. Mais l'année 1898

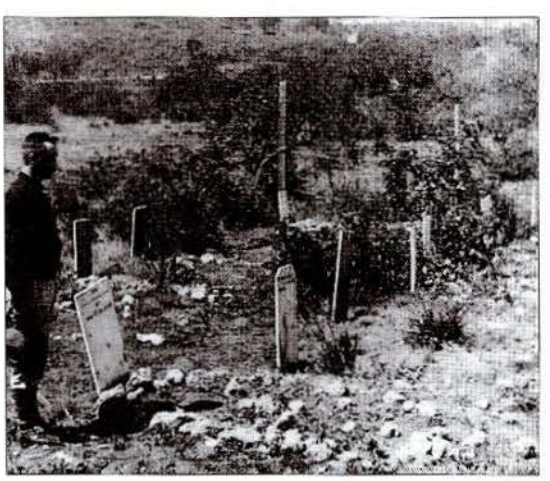
UNE « SPLENDIDE PETITE GUERRE »

Le cuirassé *Maine* fait son entrée dans le port de la Havane. Son explosion accidentelle sera le prétexte à l'invasion de l'île par les Américains.

« L'Espagne versera le sang de son dernier homme, brûlera sa dernière cartouche et dépensera son dernier centime pour conserver ses colonies. » Proclamation du politicien libéral Canovas lors de l'envoi des armées nationales à Cuba en 1895.

L'indépendance des colonies américaines a sanctionné le recul ibérique au cours du XIXe siècle. Les guerres d'indépendance ont connu deux phases : la première, de 1809 à 1816, s'est terminée par la victoire des Espagnols soutenus par les créoles hostiles au libéralisme et souhaitant conserver leurs liens avec la mère-patrie, la seconde voit le triomphe des armées levées par les bourgeoisies locales, grâce à l'appui des Anglo-Saxons et à la paralysie métropolitaine consécutive au *pronunciamiento* libéral de 1820. En 1825, l'Espagne n'est plus maître que de Cuba et de Porto-Rico dans l'Atlantique, et des Philippines dans le Pacifique. Ces ultimes vestiges de l'empire ibérique seront perdus à l'issue de la guerre de 1898 contre les Etats-Unis qui, afin de réserver le continent américain à leur propre impérialisme, soutiennent depuis le début des années 1890 les insurgés cubains.

Ci-dessous : quelques tombes américaines à El Caney. Les Américains ont failli réembarquer.



La guerre hispano-américaine

Le 21 avril 1898, le président des Etats-Unis, le républicain William McKinley, demande au Congrès de voter une déclaration de guerre contre l'Espagne.

La cause du conflit est le dernier vestige de l'empire colonial espagnol dans le Nouveau Monde, Cuba. L'île est administrée par des gouvernants peu formés, son administration est incompétente et corrompue. Ses ressources sont orientées vers l'Espagne qui contrôle entièrement l'économie urbaine et sa vie politique. Les Espagnols imposent une politique douanière protectionniste et les insulaires ont le sentiment de ne pas être entendus par les métropolitains.

L'état d'insécurité endémique de l'île qui est régulièrement secouée par des soulèvements anti-espagnols conduit à une insurrection générale qui éclate en 1895. Une junte rebelle trouve aux Etats-Unis l'argent et les armes nécessaires pour former une armée de trente mille hommes, commandés par le général Maximo Gomez qui débarque alors à Cuba. Le général Weyler, nommé gouverneur de l'île, pratique une stratégie offensive. Mais des combats continuels saccagent la récolte de canne à sucre, principale ressource de l'île, dont les Etats-Unis sont les principaux acquéreurs. Peu à peu, sentant leurs intérêts menacés, ceux-ci acquièrent la conviction qu'il faut forcer l'Espagne à abandonner ses possessions si elle ne parvient pas à y établir un ordre stable.

De leur côté, les Espagnols prétendent que seul l'espoir d'une intervention américaine soutient la rébellion, et que, en refusant de la démentir, les Américains sont

les principaux responsables des maux contre lesquels ils luttent en vain. Ces opinions à l'opposé l'une de l'autre ne peuvent mener qu'à un affrontement.

L'occasion de la guerre : l'explosion du croiseur *Maine*

Dans la mesure où certains Américains ont des intérêts économiques à Cuba et qu'ils redoutent l'installation d'un régime d'autonomie politique dans l'île depuis les réformes de 1897, Washington est progressivement amené à intervenir pour empêcher la défaite de leurs protégés. Car les mesures prises par le général Weyler sont efficaces et partout la rébellion régresse. Les insurgés ont alors l'idée de combattre le général avec les méthodes de la désinformation. Ils diffusent avec beaucoup de succès aux Etats-Unis des informations sur des « massacres » et autres « atrocités » espagnoles à Cuba avec l'aide de la presse de caniveau américaine.

L'opinion publique fait alors pression sur le président William McKinley pour obtenir une intervention américaine, mais les réticences du président et de ses conseillers sont perceptibles. Tout change le 15 février 1898 avec l'explosion mystérieuse du croiseur américain *Maine* dans le port de la Havane que l'Espagne est accusée d'avoir fomentée. Cet accident coûte la vie à deux cent soixante six Américains. Bien que les Espagnols nient toute responsabilité et offrent toutes les réparations possibles, McKinley se lance dans une guerre qu'il souhaitait pourtant éviter. Une guerre faite, comme d'habitude, au nom de la « morale » et de la « civilisation ».

La défaite espagnole

L'inégalité des forces en présence est telle qu'elle ne laisse subsister aucun doute sur l'issue du conflit ni sur la partie responsable de l'avoir déclenché. Toutefois, depuis la guerre civile, l'armée américaine est dans un état de détérioration extrême. Une troupe, formée de volontaires pour la plupart, est levée à la hâte, rassemblant politiciens en manque de popularité, immigrants désœuvrés et jeunes gens en mal d'aventures.

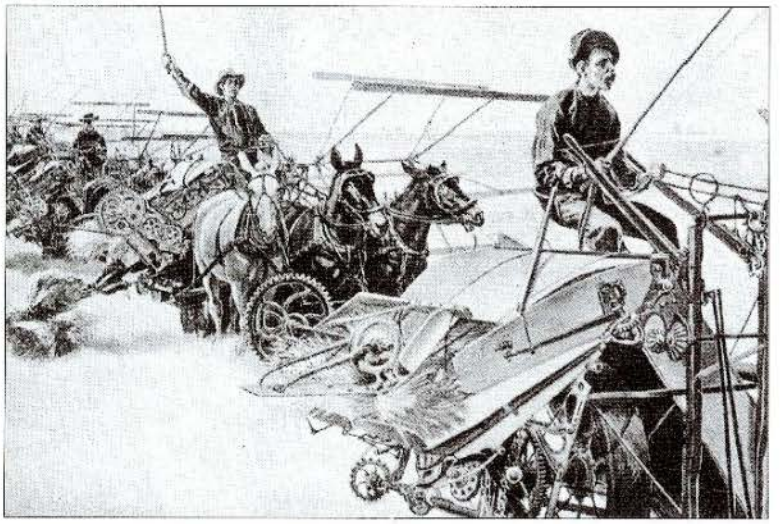
A Cuba, les Américains débarquent un corps expéditionnaire près de Santiago et triomphent après quelques durs combats des troupes espagnoles, peu nombreuses et à l'équipement insuffisant, à San Juan, le 1er juillet 1898. Le 3 juillet, la marine américaine, mieux organisée et plus moderne, défait l'escadre espagnole dans la baie de Santiago. Sur terre, les Américains s'imposent plus difficilement. Victorieuses pourtant à El Caney, où « s'illustre » Theodore Roosevelt, les forces des Etats-Unis occupent enfin Santiago de Cuba le 18 juillet 1898. Le 10 décembre 1898, par le traité de Paris, l'Espagne vaincue, doit renoncer à Cuba ainsi qu'aux deux derniers joyaux de son empire, Porto-Rico et les Philippines.

Les Espagnols seront vengés par les Philippins. Ulcérés par le refus des Américains de prendre en compte leurs aspirations, comme venait de le faire l'Espagne, les patriotes se lanceront dans une guerre qui fera plus de morts aux Américains que la guerre contre l'Espagne.

La guerre de 1898 signale l'entrée des Etats-Unis sur la scène mondiale et annonce le rôle diplomatique actif que le successeur de McKinley, Theodore Roosevelt, qui s'est « couvert de gloire » à Cuba, fait jouer aux Etats-Unis à partir de 1901. C'est le début du « siècle américain ». Quant à l'Espagne, la perte de Cuba et de ses Philippines marque la fin de son empire colonial.

Le retentissement de ce désastre fut énorme. Il provoqua une crise de la conscience espagnole cristallisant la nécessité d'une régénération nationale dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui dans les jeunes penseurs de la droite espagnole.

Aux Philippines, le gouvernement espagnol avait signé un accord de paix avec les nationalistes. Mais l'invasion de l'île par les Américains entraîna une reprise des hostilités. Ci-dessous : les survivants du siège de Baler où quelques dizaines d'Espagnols ont résisté durant 336 jours aux nationalistes, dix mois après la fin de la guerre.



Avec l'achèvement de l'occupation des espaces vierges de l'Ouest par des vagues humaines venues de l'Est, les Américains commencent à tourner leurs regards vers l'étranger. Un puissant mouvement impérialiste plaide en faveur d'une domination du monde par les Anglo-Saxons et par le protestantisme. Cette idéologie sera la justification morale des poussées expansionnistes vers le Pacifique et vers les Antilles.

marque le passage d'une jeune république américaine à une puissance impérialiste mondiale.

Aujourd'hui, alors que les Américains s'interrogent sur le bien-fondé de nouvelles interventions militaires à l'étranger, bien des arguments font écho à ceux qui furent formulés il y a près d'un siècle, mais avec certaines différences intéressantes. Les intérêts économiques américains ne sont plus aussi volontiers considérés comme un motif et au lieu de parler du christianisme ou de la civilisation occidentale, les hommes politiques aiment maintenant invoquer la diffusion de la démocratie et de ses bienfaits. Ce qui prévaut toujours, cependant, c'est l'accent mis sur les valeurs et modèles américains généralement admis qui restent, ou devraient rester, un modèle pour le reste du monde.

Implicitement, nous posons la question suivante : l'Amérique et le monde seraient-ils meilleurs ou pires si les Etats-Unis s'étaient prononcés contre l'expansion et l'impérialisme outre-mer dans les années 1890 ?

1898 : une année charnière

De nombreux historiens attribuent le début de l'empressement américain à intervenir outre-mer à l'une des deux décisions présidentielles suivantes :

- La déclaration de guerre du président Wilson à l'Allemagne en avril 1917 qui donna lieu au premier engagement des troupes américaines dans un conflit européen.

- La campagne menée par le président Franklin Roosevelt au cours de la période 1937 - 1941 pour mobiliser activement les Etats-Unis contre le « fascisme » européen et le « militarisme » japonais.

Après la conquête de l'Ouest, la conquête du Monde

Chacune des décisions marqua une rupture avec la politique américaine traditionnelle de non-intervention, une politique instituée par George Washington, Thomas Jefferson et les autres pères fondateurs.

De la même manière, il ne fait aucun doute que la politique de Wilson et Roosevelt a ouvert la voie à la super-puissance et au « gendarme » du monde qu'est l'Amérique moderne. En réalité, cette politique interventionniste était cependant déjà bien établie lorsque les Etats-Unis firent leur entrée dans la Première Guerre mondiale. La grande transition dans la politique étrangère américaine eut lieu au cours de la dernière décennie du XIXe siècle.

Les années 1890

A la fin des années 1890, les Américains pouvaient se retourner sur leur passé récent non sans satisfaction. Sur leur territoire, les Etats-Unis connaissaient la paix depuis la fin de la guerre de Sécession en 1865 et ils ne s'étaient engagés dans aucun conflit à l'étranger depuis 1848. Eu égard à sa prédisposition habituelle au repli sur lui-même, le pays avait simplement maintenu une petite force militaire, et certains allèrent jusqu'à remettre en cause l'entretien des relations extérieures si ténues fussent-elles. Le *New York Sun* disait à ses lecteurs en 1889 (1) : « ... Le service diplomatique n'a plus de raison d'être. Cela n'est là que charlatanisme coûteux et imposture. Ce n'est qu'un vivier de prétentieux. Il nuit à quelques Américains chaque année et ne fait de bien à personne. Au lieu de nommer des ambassadeurs, le Congrès devrait liquider l'ensemble du ministère. »

Mais d'autres forces œuvrent ensemble pour le changement. Après plusieurs décennies de formidable expansion économique, les Etats-Unis sont devenus, au début des années 1890, la nation la plus importante du monde au plan agricole et au plan industriel. Forts de leur nouveau statut de géant économique, les Etats-Unis sont désormais capables de rivaliser dans l'arène internationale avec les autres grandes puissances. Ils ont désormais une puissance économique suffisante pour leur permettre de se lancer avec succès dans l'expansion ou l'impérialisme à l'étranger, d'imposer leur contrôle sur les territoires outre-mer et parfois annexer purement et simplement ces territoires.

De nombreux fermiers et industriels lorgnent avec une avidité plus grande que jamais vers les marchés étrangers pour écouler leur surproduction croissante tandis qu'un nombre peu important mais grandissant d'Américains se demandent pourquoi ils ne suivraient pas l'exemple des puissances rivales européennes quant

(1) Thomas A. Bailey, *A Diplomatic History of the American People* (New York : 1964), p. 391.

$50,000 REWARD.—WHO DESTROYED THE MAINE?—$50,000 REWARD.

The Journal will give $50,000 for information, furnished to it exclusively, that will convict the person or persons who sank the Maine.

NEW YORK JOURNAL
AND ADVERTISER. FIRST EDITION.

The Journal will give $50,000 for information, furnished to it exclusively, that will convict the person or persons who sank the Maine.

NO. 5,572. NEW YORK, THURSDAY, FEBRUARY 17, 1898.—16 PAGES. PRICE ONE CENT

DESTRUCTION OF THE WAR SHIP MAINE WAS THE WORK OF AN ENEMY

$50,000!
$50,000 REWARD!
For the Detection of the Perpetrator of the Maine Outrage!

Assistant Secretary Roosevelt Convinced the Explosion of the War Ship Was Not an Accident.

The Journal Offers $50,000 Reward for the

$50,000!
$50,000 REWARD!
For the Detection of the Perpetrator of the Maine Outrage!

La presse populaire, ici le *New York Journal* de William R. Hearst, a joué un rôle considérable dans l'encouragement à la xénophobie anti-espagnole et au bellicisme. Le journal n'hésite pas à accuser les Espagnols d'avoir fait sauter le cuirassé à l'aide d'une mine ou d'une torpille. L'examen ultérieur des restes du bâtiment démontrera qu'il s'agissait d'un accident résultant de la combustion spontanée d'une soute à charbon.

à la colonisation impérialiste galopante.

« L'assujettissement d'un continent », fait remarquer en 1898 le *Overland Monthly*, « devait suffire à donner du travail au peuple américain au pays pour un siècle [...] Mais maintenant que le continent est soumis, nous sommes amenés à nous tourner vers de nouveaux mondes à conquérir. » (2)

C'est dans ce cadre que s'inscrit le plus grand défi lancé aux principes qui ont guidé la politique extérieure américaine depuis ses débuts.

Une hystérie créée de toutes pièces

La guerre hispano-américaine de 1898 – par laquelle les Etats-Unis sont soudain devenus un empire d'outre-mer – n'a pas débuté spontanément comme cela s'est produit lors d'autres événements importants au cours de l'histoire américaine. Les médiats jouent un rôle important et probablement crucial pour susciter l'enthousiasme de l'opinion publique en faveur de la guerre.

Deux quotidiens new-yorkais à grand tirage, se livrant une concurrence féroce, (le *Journal* de William Randolph Hearst et le *World* de Joseph Pulitzer), avaient déjà fait tout leur possible pour enflammer les esprits aventureux et belliqueux au moyen de récits enjolivés sur la « barbarie » espagnole à Cuba. En 1898, chacun des deux journaux de bas étage rivaux se vendent à plus de 800 000 exemplaires par jour et des imitations de ces deux titres tout aussi irresponsables avaient vu le jour dans l'ensemble du pays.

En réponse au malaise grandissant à Cuba, le président McKinley envoie le navire de guerre américain *Maine* stationner dans le port de la Havane au début de l'année 1898. Bien que le gouvernement américain annonce que la présence du *Maine* est un « acte de courtoisie amicale », chacun sait pertinemment que c'est un mensonge. Sa mission réelle est de protéger les ressortissants et les biens américains si jamais les révolutionnaires cubains prennent le contrôle de la Havane. Mais un événement imprévu survient. Dans la soirée du 15 février, une explosion mystérieuse détruit le *Maine* au mouillage dans la rade, tuant 260 hommes.

Sans la moindre preuve, les journaux de bas étage ainsi que d'éminents personnages accusent immédiatement les autorités espagnoles d'être à l'origine de cette catastrophe. Bien que l'Espagne n'ait pas de motif sérieux pour attaquer les États-Unis et qu'aucune preuve de la culpabilité espagnole ne soit apportée, l'incident est immédiatement mis à profit pour pousser l'opinion publique à la guerre. Les gros titres du *Journal* new-yorkais du 17 février annoncent aux lecteurs que « la destruction du navire de guerre le *Maine* est l'œuvre de l'ennemi », que « le secrétaire adjoint Roosevelt est convaincu que l'explosion du navire de guerre n'est pas un accident » et que « les officiers de marine pensent que le *Maine* a été détruit par une mine espagnole ». (Le *Journal* de Hearst prendra plus tard ouvertement partie en faveur d'une guerre hispano-américaine. (3)

Le *World* de Pulitzer daté du 1er avril 1898 qualifie également l'explosion d'« acte de guerre », et déclare que « l'acte de malveillance que constitue la destruction du *Maine* devrait sonner le départ de notre flotte pour la Havane... Si l'Espagne ne punit pas ses misérables, nous devons punir l'Espagne ». Dix jours plus tard, le journal s'exclame : « Arrêtons de couper les cheveux en quatre ! Faisons la paix avec nos fusils s'il le faut ».

Des voix habituellement plus responsables et plus mesurées, se joignent à l'hystérie ambiante. Un journal presbytérien déclare pieusement : « Et s'il s'agissait de la volonté de Dieu

(2) T. A. Bailey, *A Diplomatic History of the American People* (New York : 1964), p. 422.

(3) Selon une anecdote bien connue (illustrée, par exemple, par le film *Citizen Kane*), Hearst envoie un artiste à Cuba dessiner pour son journal. L'artiste télégraphie le message suivant : « Tout est calme, il n'y a aucun problème. Il n'y aura pas la guerre ici. » Randolph Hearst répond : « Tu fournis les dessins et je fournirai la guerre. » Voir Thomas A. Bailey, *A Diplomatic History of the American People* (New York : 1964), p. 453.

INVENTIONS ET PERSONNALITÉS

Ce qui caractérise la technologie de la fin du XIXe siècle, c'est que la plupart des grands travaux en gestation atteignent un tel degré de complexité qu'ils ne sont plus réalisables sans emprunter les apports des progrès scientifiques les plus récents. Pour une large part d'entre elles, les innovations de l'époque répondent à des besoins issus des avancées techniques réalisées au cours de la première moitié du siècle : ainsi l'extension des réseaux ferroviaires exige de grandes quantités d'acier et réclame des équipements mécaniques perfectionnés. Pour une autre part, les inventions qui s'enchaînent après 1880 à partir des applications de l'électricité et du moteur à combustion interne annoncent une nouvelle société industrielle appelée à s'épanouir au XXe siècle.

En 1893, l'ingénieur allemand Rudolph Diesel conçoit sa *Théorie et projet d'un moteur thermique rationnel*. Cette conception bouleverse l'industrie de l'automobile. Le moteur « diesel », à combustion interne d'huiles lourdes qui s'enflamment spontanément sous l'effet d'une forte compression et qui se consument lentement, offre un rendement très supérieur à celui du moteur à explosion interne. Sa puissance le rend apte à équiper des véhicules lourds (camions) mais aussi des navires et des sous-marins, qui bénéficient en outre de sa sécurité de fonctionnement.

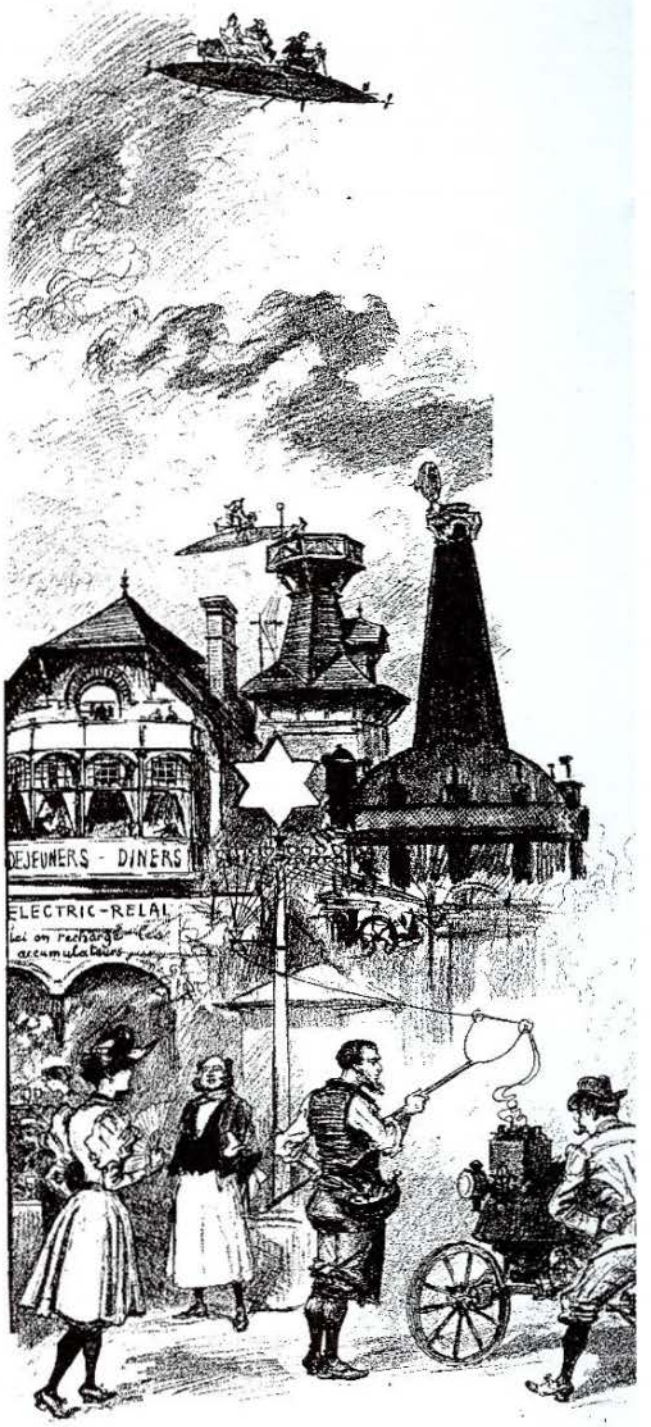
Les premiers pneumatiques pour automobiles sont une invention française des frères André et Edouard Michelin. La démonstration de leur invention eut lieu en 1895, au cours d'une course de voitures entre Bordeaux et Paris. En dépit de vingt-deux crevaisons, les pneus Michelin obtinrent le succès légitime qui leur était dû et partent à la conquête du monde.

Les progrès techniques transforment la vie quotidienne des gens plus intensément dans les villes que dans les campagnes. De nombreux foyers s'équipent d'appareils électroménagers. On assiste à l'apparition du four, du radiateur et de la cuisinière électrique.

Même si à la fin du XIXe siècle le charbon reste de très loin la source énergétique la plus sollicitée, l'électricité apparaît cependant comme une force nouvelle d'utilisation de l'énergie particulièrement avantageuse puisqu'elle est capable d'agir, selon les besoins, sous la forme de travail (par l'intermédiaire d'un moteur approprié) de chaleur ou de lumière.

C'est en France qu'apparaît le cinématographe en 1895. C'est la combinaison d'une caméra et d'un projecteur de photographies que ses inventeurs, les frères Louis et Auguste Lumière faisaient fonctionner grâce au mouvement d'une manivelle.

Et au début du XXe siècle un autre Français, Léon Gaumont, met au point, grâce au vitaphone, un système qui permet de faire avancer à la même vitesse le film cinématographique et le gramophone. Cette nouvelle technique donne naissance au cinéma sonore qui ne tardera pas à supplanter le cinéma muet. Grâce à ces progrès, le cinéma devient rapidement le « septième art ».



Le futur de la locomotion imaginé par le génial Robida en 1895 pour le *Monde Moderne*. Ce dessin est encore, un siècle plus tard, du domaine du rêve.

En 1895, l'Italien Guglielmo Marconi invente la communication par radio. Il avait commencé à expérimenter le système chez ses parents à côté de Bologne. Avec l'aide de son frère il ébaucha des prototypes de radio et de câbles très longs afin d'émettre et de recevoir les ondes. Ce furent les premières antennes.

L'un des événements qui eut un impact considérable dans le monde entier fut la découverte, en 1895, des rayons X. A cette époque-là, les physiciens imposent la révision des principes fondamentaux de la science en mettant en évidence des phénomènes inexplicables par les théories classiques admises jusqu'alors. Les nouveaux problèmes que posent la propagation de la lumière et la découverte de la radioactivité a des conséquences spectaculaires puisqu'elle conduit à une nouvelle conception de l'atome. Emission spontanée d'énergie par des atomes lourds, la radioactivité est progressivement découverte par le physicien allemand Wilheim Conrad-Röntgen et surtout par Henri Becquerel qui découvre la radioactivité du radium en 1896 puis par Pierre et Marie Curie qui réussissent, en 1903, à isoler le radium.

En 1896, les chimistes allemands Félix Hoffman et Hermann Dreser obtiennent une substance, provenant du saule, au moyen de laquelle sera fabriqué le médicament le plus consommé au monde : l'aspirine.

En 1898, l'ingénieur danois Valdemar Poulsen met au point le télégraphone, la première machine qui enregistre le son sur fil magnétique. Il est le précurseur des magnétophones qui verront le jour en 1935.

La transformation des métaux, et notamment celle de la bauxite en alumine puis en aluminium, donne naissance à une nouvelle branche de la métallurgie destinée à un grand avenir, en liaison avec l'essor de l'aviation, du fait de la légèreté et de la résistance à la corrosion de ce nouveau métal.

Le grand honneur d'avoir volé pour la première fois dans une machine plus lourde que l'air revient aux frères Wright. Après les tentatives infructueuses de Clément Ader en 1897, le succès des Américains Wright est décisif. En 1903, ils feront un vol de 124 kilomètres. Blériot, en traversant la Manche en 1909, consacre les capacités de ce nouvel engin qu'est l'avion.

Les domaines de la connaissance scientifique se multiplient en se spécialisant. Parmi les nouveaux horizons explorés par la curiosité scientifique, il faut souligner l'essor des sciences de la vie et des sciences humaines. Dans le courant des deux dernières décennies du siècle les progrès sont considérables. Le chimiste et biologiste Louis Pasteur qui avait établi le principe scientifique de la vaccination le concrétise en 1885 avec la mise au point du vaccin contre la rage. Les Allemands Eberth et Koch isolent le bacille de la typhoïde et du choléra, tandis que le Français Yersin isole celui de la peste.

Les premières années du XXe siècle voient se développer de nombreux travaux en matière de génétique. C'est à ce moment-là que l'Américain Morgan découvre la théorie chromosomique.

En 1896, l'Espagnol Santiago Ramon y Cajal reçoit le prix Nobel de médecine pour avoir découvert le fonctionnement du système nerveux.

Le développement de l'histoire savante, dont la fondation est attribuée à Léopold Von Ranke, professeur à l'université de Berlin, marque une nouvelle conquête de l'esprit scientifique. Une remarquable lignée d'universitaires allemands (Droysen, Mommsen) mais aussi des historiens français comme Fustel de Coulanges et surtout Langlois et Seignobos (*Introduction aux études historiques, 1898*) contribuent à en fixer les règles et les méthodes.

Il s'agit d'abord de faire une histoire qui n'avance rien qui ne soit vérifiable, d'où l'important appareil d'érudition qui accompagne et soutient le récit historique. Cette histoire positive a pour ambition de montrer objectivement comment les événements se sont exactement déroulés, le seul enchaînement des faits devant suffire à rendre intelligible l'évolution historique, selon des relations de causalité limitées au temps court.

Enfin, si les progrès de la science consistent pour une large part en une meilleure compréhension des phénomènes étudiés, ils ont en même temps pour effet d'invalider certaines théories admises, bouleversant des croyances solidement enracinées. Ainsi, le mouvement positiviste, fondé par le Français Auguste Comte, s'était prolongé en se radicalisant dans le scientisme.

Or le scientisme n'était qu'une manifestation dogmatique de foi dans la science que l'on croit capable de résoudre tous les problèmes qui se posent à l'homme. C'est en 1890, que l'historien et philosophe Ernest Renan exprime sa foi profonde dans le progrès de la science qu'il estime capable de se substituer avec profit à la philosophie, à la religion et même à la poésie.

Science et technique obéissent à des motivations et à des démarches qui leur sont propres. Le savant cherche à assouvir sa curiosité intellectuelle en résolvant les problèmes soulevés par la découverte de faits nouveaux, dans le but de comprendre les règles de fonctionnement de la nature, sans qu'il en imagine forcément les applications pratiques. L'ingénieur veut, quant à lui, satisfaire un besoin économique et social.

Au-delà des exemples évoqués ci-dessus, certaines inventions du XIXe siècle ont alimenté des modes de consommation les plus tenaces du XXe siècle, du bluejean fabriqué depuis 1874 par Levi Strauss au « porte-plume avec réserve d'encre et écoulement continu » inventé par Waterman en 1884, ou encore Coca-Cola dont la formule a été mise au point en 1886. C'est aussi l'annonce de l'emprise future du modèle américain sur une Europe encore dominante à la fin du XIXe siècle.

THEODORE ROOSEVELT

Theodore Roosevelt aimait le pouvoir et il comprit rapidement qu'une réforme ne pouvait aboutir que si elle se décidait grâce à une action politique radicale. La volonté déterminée de se montrer efficace fut constante dans sa carrière politique. Il fit sa première expérience nationale comme membre de la commission des services publics. Il quitta rapidement cette commission pour devenir préfet de police de la ville de New York. Après cette expérience, en 1889 il passa dans l'administration nationale comme ministre adjoint à la Marine. Dans les années 1890-1900, la marine retenait spécialement l'intérêt des Américains et Roosevelt avait écrit un livre sur ce sujet. Quand la guerre hispano-américaine éclata en 1898, la marine démontra une efficacité bien supérieure à celle de l'armée et Roosevelt avait contribué dans une large mesure à la qualité de la marine. Cependant, lors de la déclaration de guerre, en 1898, T. Roosevelt démissionna du ministère de la Marine pour pouvoir former et conduire à Cuba une unité de cavalerie qu'il avait recrutée dans l'Ouest, et qui est connue sous le nom de *Rough Riders*. L'unité se comporta bien, ce qui enthousiasma l'imagination des foules. Cet épisode révéla les dons pour la publicité qu'avait Roosevelt qui parlait de son rôle dans cette affaire sans la moindre lueur de modestie. Ainsi Roosevelt revint de la guerre en héros et franchit un autre cap de sa carrière politique. Il fut élu gouverneur de l'Etat de New York en 1898 et aux élections présidentielles de 1900 les républicains l'emportèrent et Roosevelt fut nommé à la vice-présidence. Mais le sort voulut qu'en septembre 1901 le président McKinley soit assassiné. Theodore Roosevelt devint automatiquement président (il avait 42 ans). Son arrivée à la présidence peut être considérée comme le début de l'ère progressiste, mouvement réformiste qui tente de réfréner les excès du capitalisme et de revenir à une lecture plus démocratique des institutions.

Theodore Roosevelt photographié dans son bel uniforme de volontaire pour la guerre contre l'Espagne.

Roosevelt ne s'imposa pas d'un coup comme le leader pleinement reconnu du mouvement progressiste. Il était arrivé à la présidence, en 1901, par hasard, ce qui revient à dire qu'il ne devait pas cette situation à un succès personnel. Il lui fallait, par conséquent, gagner la confiance des membres du Congrès, ou du moins une autorité capable de les impressionner. Il réussit à démontrer, dès 1902, que les trusts devaient respecter l'intérêt national et qu'un président actif et courageux pouvait les obliger à rendre des comptes. Il ne s'agissait pas pour lui de briser les trusts mais de trouver un moyen de les contrôler.

Roosevelt eut du mal à obtenir ce qu'il voulait, un droit d'ingérence dans l'activité des affaires les plus importantes. Il eut fréquemment recours au décret Sherman (1890) mais les contrôles par les lois « anti-trusts » furent rarement suivis d'effets pratiques. Roosevelt parvint, toutefois, en surveillant les grosses affaires industrielles, à apaiser l'inquiétude du public.

La même année une grève prolongée fut lancée dans les mines d'anthracite de Pennsylvanie. Roosevelt intervint pour arbitrer les différends entre le monde du travail et le capital, entre les propriétaires et leurs employés. Il mit fin à la grève des mineurs qui dura cinq mois. Il fut grandement aidé par John Mitchell, le leader du syndicat des mineurs américains, mais surtout par le fait de pouvoir résoudre les conflits industriels par un arbitrage « impartial » c'est-à-dire par une commission d'enquête indépendante et choisie par lui-même, constituait un succès indubitable de la démarche politique du président. Il démontrait ainsi qu'il ne craignait pas plus les « travailleurs de force » que les « grands hommes d'affaires », et pour le peuple il était désormais l'image même du représentant authentique de toute la nation.

Dans le domaine de la politique extérieure, relevant de la compétence du président, Roosevelt acquit un grand prestige en affaires étrangères. Il mena une action vigoureuse, aux dépens surtout du Royaume-Uni, en concluant au profit des Etats-Unis l'acquisition de la zone du canal de Panama, et en faisant renoncer Londres à toute participation dans le contrôle du canal. Il pratiqua une politique impérialiste et interventionniste.

Roosevelt fut réélu en 1904 à la présidence. Bien que sa première session ait été incomplète et qu'il n'ait pas accédé au pouvoir par une élection il n'envisagea pas de se représenter en 1909. Il souffrit donc de ce déclin de puissance que subissent les présidents quand leur mandat touche officiellement à sa fin. Il quitta la Maison Blanche en 1909 mais il ne cessa pas son action politique. Il prit la tête d'un nouveau parti, le parti progressiste en 1912, année où il se représenta aux élections présidentielles mais sans succès.

Il reçut le prix Nobel de la paix en 1906.

tout-puissant, que par la guerre les derniers vestiges de cette absence d'humanité [espagnole] à l'égard de frères soit boutée hors de notre continent, laissons-la s'accomplir ». (4)

« Souvenez-vous du *Maine* ! Que l'Espagne aille au diable ! » devient rapidement le cri de ralliement à travers les États-Unis.

Le traitement de l'incident du *Maine* par les médiats annonçait des cas semblables à d'autres époques clé de l'histoire des États-Unis, parmi lesquels la plus fallacieuse et la plus incendiaire des campagnes de presse à propos du torpillage du paquebot *Lusitania* par un sous-marin allemand en mai 1915, l'incident du golfe du Tonkin en août 1964 (qui fut dénaturé par le président Johnson pour obtenir carte blanche du Congrès pour mener une guerre illimitée en Asie du Sud-Est), et les faux récits d'atrocités qui ont contribué à favoriser l'adhésion du public à la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. (5)

Comme on pouvait le prévoir, l'hystérie belliciste et anti-espagnole qui s'empare du pays se retrouve au Congrès où les élus s'invectivent. Un député raconte que chaque membre du Congrès « avait deux ou trois journaux dans sa circonscription – la plupart imprimé à l'encre rouge... et demandant du sang. »

Le sénateur Allen accuse l'Espagne de « meurtre en gros » dans l'explosion du *Maine*, pendant que les lobbies qui souhaitent la guerre chantent *The Battle Hymn of the Republic* et d'autres chants guerriers. Pour sa part, le député McDowell demande que « ces assassins, ces traîtres, ces hyènes (espagnoles) soient bannis de l'hémisphère ouest... » (6)

Dans cette atmosphère un peu folle, quiconque ose élever la voix pour protester risque d'être considéré comme un mauvais patriote. Charles Eliot Norton, professeur à Harvard, est dénoncé par la presse comme étant un traître en raison de ses déclarations pacifiques où il montre son opposition à la guerre. Un politicien de Boston propose qu'il soit lynché. (7)

Affligé par la montée de la critique qui le trouve « mou », le président McKinley demande au Congrès le 11 avril 1898 « au nom de l'humanité, au nom de la civilisation, au nom des intérêts américains menacés », l'autorisation de chasser les forces espagnoles de Cuba. Le Congrès approuve et le 25 avril, une nouvelle résolution déclare que la guerre existe dans les faits et donne pouvoir au président d'utiliser les forces terrestres et navales pour mener la guerre à bien. La guerre hispano-américaine est lancée et rien ne peut plus l'arrêter.

En Extrême-Orient, une escadre américaine commandée par l'amiral George Dewey entre dans le port de Manille aux Philippines le 1er mai où elle coule rapidement la flotte espagnole. A Cuba, dix sept mille Américains issus de troupes volontaires mettent en déroute les forces espagnoles. En août, après tout juste quatre mois de conflit, l'Espagne demande la paix. Dès lors, Cuba, Porto Rico et les Philippines passent sous contrôle américain. L'empire colonial espagnol vient de vivre ses dernières heures pour le plus grand bonheur des Etats-Unis.

« Ce fut une belle petite guerre » écrit sans rire John Hay l'ambassadeur américain à Londres dans une lettre adressée à son ami Theodore Roosevelt. (8)

Pour pouvoir intervenir plus librement au Viêt-nam, le président Johnson (ci-contre, en visite sur le front) a grossi un incident mineur entre des vedettes nord-viêtnamiennes et des destroyers américains. Les Etats-Unis avaient poursuivi une politique de provocation à l'encontre de l'Allemagne en 1940 et 1941 afin d'inciter les Allemands à réagir. Mais Hitler avait donné des ordres stricts interdisant toute action de représailles, frustrant ainsi les Américains de l'événement dont ils avaient besoin pour enflammer l'opinion publique. Ils seront plus heureux avec les Japonais qui donneront dans le panneau en attaquant les premiers en décembre 1941.

L'annexion de Hawaii

En 1898, les États-Unis étendent leur domination à Hawaii qui est l'un des objectifs de l'expansionnisme américain. Bien que les îles Hawaii soient convoitées par plusieurs puissances européennes et par le Japon, un petit groupe d'Américains réussit à prendre le contrôle de l'économie et de la plupart des terres du pays.

En janvier 1893, les producteurs américains de sucre, en accord avec l'ambassadeur américain, préparent une révolte contre le gouvernement de la reine Liliuokalani qui a ses heures perdues est poète et compositeur de musique (sa chanson la plus connue étant *Aloha Oe*). Alarmés par son

(4) Thomas A. Bailey, *A Diplomatic History of the American People* (1964), p. 460.
(5) Voir « War Atrocity Propaganda Exposed » dans *The Journal of Historical Review*, été 1992, pp. 243 f.

(6) Thomas A. Bailey, *A Diplomatic History of the American People* (1964), p. 474.
(7) Barbara Tuchman, *The Proud Tower* (New York : Bantam Books, 1966), p. 175.

(8) Roger Butterfield, *The American Past* (New York : 1947), p. 282.

Ci-contre : Theodore Roosevelt en campagne électorale. Chantre de l'impérialisme américain et de la politique du « gros bâton », il conduira son pays à une stratégie de l'agression permanente contre les petits pays de la région.

appel d'« Hawaii pour les Hawaiiens », les hommes d'affaires craignent que la reine ne nuise à leurs substantiels intérêts économiques. Les Américains décident donc de renverser le gouvernement en place afin de pouvoir agir comme bon leur semble.

Après avoir contraint la reine à abdiquer, les Américains établissent une république provisoire qui ne perd pas de temps pour demander le rattachement à Washington. Les présidents Benjamin Harrison et Grover Cleveland se refusent à prendre une telle décision et adoptent une résolution qui repousse la prise de décision à cinq années. En juillet 1898, après que le président McKinley ait déclaré « nous avons besoin de Hawaii, qui est encore une meilleure affaire que la Californie » (9), le Congrès vote « pour » et entérine ainsi la prise du pouvoir américaine dans les îles hawaiiennes, lesquelles sont officiellement rattachées aux États-Unis le 12 août 1898.

(9) Barbara Tuchman, *The Proud Tower*, New York, Bantam Books, 1966, p. 179.

La question des Philippines

Tout comme Cuba, les Philippines avaient connu la révolte contre le pouvoir espagnol. En revanche, les nationalistes philippins et les autorités espagnoles allaient trouver un terrain d'entente. Les Philippins reprochaient au statut de l'archipel de ne pas reconnaître l'égalité des droits entre Espagnols d'Asie et d'Europe. En 1897, le gouverneur des Philippines, Primo de Rivera et Emilio Aguinaldo, chef des insurgés, signent un accord de paix qui reconnaît la souveraineté espagnole sur le pays, mais le gouvernement s'engage à rendre aux habitants l'égalité des droits politiques tant de fois discutée et abandonnée en 1889. La déclaration de guerre américaine change la donne. Après de nombreuses hésitations et débats internes, les nationalistes philippins décident finalement de se ranger aux côtés des Américains dont ils pressentent la victoire. A la demande américaine, les troupes d'Aguinaldo participent à la prise de Manille le 13 août.

200 000 Philippins morts dans les cruels camps de concentration américains

Avec la défaite des Espagnols, les Philippins pensent que les États-Unis vont leur octroyer l'indépendance, comme ils l'ont promis aux Cubains. Quand ils se rendent compte qu'en réalité les intentions des États-Unis sont de remplacer les dirigeants espagnols par des suzerains américains, ils se révoltent en février 1899.

Le président McKinley est perplexe avec ce problème des Philippines. Nuit après nuit, il foule le sol de la Maison Blanche et, comme il le dit lui-même, se retrouve à genoux et « prie Dieu de lui donner la lumière et de le guider ». Une nuit, la solution lui apparaît : « Nous ne devons pas reculer mais au contraire éduquer les Philippins, les civiliser, les convertir au christianisme et, par la grâce de Dieu, faire du mieux que nous pourrons pour eux, comme l'ont fait nos semblables pour qui le Christ est mort ». Après cette inspiration, le président retourne dans son lit et dort profondément. (10)

Dans les trois années de guerre qui suivent, les États-Unis envoient 70 000 hommes pour éliminer les insurgés d'Aguinaldo. Le conflit dégénère rapidement en guérilla avec inévitablement, un certain nombre d'atrocités commises des deux côtés. Les Américains restés au pays lisent avec une grande émotion les rapports qui racontent que leurs soldats torturent et tuent des prisonniers. Ainsi, quand un soldat américain est décapité par un Philippin dans un village, 89 Philippins sont brûlés et tués en représailles. (11) Un système de camps de

(10) R. Butterfield, *The American Past* (1947), p. 286.
(11) R. Butterfield, *opus cité*, p. 285.

AUTRES PORTRAITS

Valeriano Weyler y Nicolau (1838-1930), marquis de Tenerife, général espagnol d'origine allemande.

En 1896, Antonio Canovas nomme Weyler gouverneur général de Cuba. Celui-ci mène une guerre active contre les insurgés cubains et pratique une politique fortement répressive qui vise à soumettre l'île à l'autorité métropolitaine, tâche qui lui a été confiée par Canovas. Le général Weyler acquiert rapidement le surnom de « boucher » en raison de l'intense propagande des insurgés aux Etats-Unis. Il concentre la population rurale dans des camps pour couper les vivres aux insurgés.

Valeriano Weyler a toujours soutenu que s'il avait poursuivi son mandat plus longtemps outre-mer, il aurait réussi à mettre les indépendantistes en échec. Mais Sagasta l'a relevé de ses fonctions trop prématurément pour lui laisser le temps de triompher des Cubains, ce qui le frustra profondément.

De retour en Espagne, il fut ministre de la Guerre en 1901. Il réprima très violemment les troubles anarchistes de la Semaine Tragique en 1909 en Catalogne. Chef d'état-major de l'armée en 1920 il fut destitué par Primo de Rivera contre lequel il avait conspiré poursuivant fidèlement son idéal libéral.

Dans un livre intitulé *Mi mando en Cuba*, il relate avec honnêteté le rôle qui lui avait été assigné en qualité de gouverneur de l'île.

Le général Weyler y Nicolau

Joaquin Vara del Rey (1840-1898). En Espagne Vara del Rey intervint dans la répression du cantonalisme et dans la lutte contre le carlisme. En 1898, à Cuba, ce général défendit la position d'El Caney contre les troupes de la IIe division nord-américaine où se trouvait le bouillant politicien Theodore Roosevelt. Il y laissa la vie et perdit également ses deux fils dans la guerre hispano-américaine. Vara del Rey est une figure héroïque de ce conflit et un monument honore sa mémoire en Espagne.

William Randolph Hearst (1863-1951). Hearst est l'une des figures emblématiques du monde des médiats aux Etats-Unis. C'est le premier fondateur d'un empire de communication et l'initiateur d'une forme de journalisme à l'américaine qui a toujours cours aujourd'hui et qui est basée sur le faible prix de vente, la recherche du sensationnel, l'usage de grosses manchettes et de très forts tirages.

Sa conception du journalisme moderne le conduit à agir sur les événements et non pas seulement à les relater. Progressiste, il entend moraliser la vie politique en promouvant le journalisme d'investigation dans les milieux proches du pouvoir. Premier grand manipulateur de l'opinion, il dispute aux politiques le droit d'écrire l'histoire de son pays. C'est le cas en particulier lors de la déclaration de guerre à l'Espagne en 1898, en grande partie orchestrée par ses journaux. Convaincu que l'opinion américaine pouvait soutenir l'idée du conflit, Hearst envoie le reporter Remington à Cuba en lui précisant : *You furnish the pictures and I will furnish the war.*

Ses efforts pour entrer lui-même dans la vie politique demeurent vains. Il ne parvient ni à devenir maire de New York, ni gouverneur de l'Etat, ni à obtenir l'investiture démocrate en 1904.

William McKinley (1843-1901). Député républicain au Congrès de 1877 à 1890, il y est soutenu par des industriels influents et fait adopter un tarif protectionniste (le *McKinley Act*, 1890). Battu aux élections de 1890, il est élu gouverneur de l'Ohio en 1891 puis réélu en 1893. En 1897 il devient président. Il poursuit sa politique financière et une politique d'expansion active : l'annexion des îles Hawaii (1897-1898), et, à la suite de la guerre avec l'Espagne, l'annexion de Porto-Rico, de Guam, des Philippines et de Cuba (1898). Il est réélu aux élections présidentielles de 1900 mais il est assassiné l'année suivante par l'anarchiste L. Czolgosz. Theodore Roosevelt, alors vice-président, lui succède.

ÉPHÉMÉRIDES 98

Janvier
01 : 50 ans de l'entrée en vigueur du GATT et du Bénélux ; 10 : 40 ans de la désintégration dans l'atmosphère du premier *Spoutnik* ; 23 : 100 ans de la réduction à 10 heures du temps de travail quotidien pour les femmes ; 27 : 25 ans du cessez-le-feu entre les Etats-Unis et le Viêt-nam du Nord ; 30 : 50 ans de l'assassinat de Gandhi ; 31 : 40 ans du premier satellite américain dans l'espace.

Février
7 : 100 ans du procès d'Emile Zola ; 10 : 100 ans de la naissance de Bertold Brecht ; 15 : 100 ans de l'explosion du croiseur américain *Maine* à Cuba ; 24 : 60 ans de la loi abrogeant l'article 213 du code civil selon lequel la femme devait obéissance à son mari ; 28 : 10 ans de la première greffe cœur et rein réussie.

Mars
01 : 60 ans du premier service postal aérien Toulouse-Buenos Aires (Aéropostale) ; 10 : 20 ans du premier vol du *Mirage 2000* ; 14 : 40 ans de la nomination de Maurice Papon à la préfecture de la police parisienne ; 16 : 20 ans du naufrage de l'Amoco Cadiz devant Portsall (Bro Leon, Bretagne) ; 21 : 50 ans de la création de la RATP ; 29 : 70 ans du droit de vote des femmes.

Avril
02 : 50 ans de l'entrée en vigueur du plan Marshall, plan économique d'aide à l'Europe ; 04 : 30 ans de l'assassinat de Martin Luther King, prix Nobel de la paix en 1968 ; 08 : 25 ans de la mort de Pablo Picasso, dans le Sud de la France ; 13 : 400 ans de la signature de l'édit de Nantes ; 16 : 50 ans de la création à Paris de l'OECE (Organisation européenne de coordination économique) ; 21 : 100 ans de la guerre hispano-américaine à Cuba ; 28 : 30 ans de la première greffe du cœur en France.

Mai
02 : 190 ans du « dos de mayo », le peuple madrilène se soulève contre les Mamelucks de Murat ; 14 : 50 ans de la proclamation de la naissance d'Israël par Ben Gourion ; 18 : 20 : 500 ans du débarquement de Vasco de Gama à Calicut après avoir doublé le cap de Bonne Espérance.

Juin
05 : 100 ans de la naissance de F. Garcia Lorca, poète et dramaturge espagnol fusillé au début de la guerre civile en 1936. 90 ans de l'inhumation d'Emile Zola au Panthéon ; 15 : 30 ans de la grâce de Salan (chef de l'OAS) accordée par De Gaulle ; 24 : 40 ans du Paris-Bruxelles en 35 minutes, record établi sur une caravelle.

Juillet
01 : 30 ans de la création de l'union douanière européenne ; 03 : 20 ans de la création du pacte amazonien ; 04 : 50 ans de l'exclusion de la Yougoslavie du Kominform ; 17 : 60 ans du tour du monde en 3 jours 19 heures 24 minutes par l'Américain Howard Hughes ; 20 : 75 ans de la mort de Pancho Villa, le chef révolutionnaire mexicain.

Août
01 : 200 ans de la destruction de la flotte française à Aboukir par Nelson ; 03 : 40 ans de la première liaison Pacifique-Atlantique en passant par la calotte glacière, effectuée par le sous-marin atomique *Nautilus* ; 25 : 30 ans de l'essai de la première bombe H française.

Vu par Gary, Richard Nixon l'un des plus brillants présidents américains du XXe siècle.

Septembre
05 : 200 ans de la loi Jourdan (service militaire obligatoire en France) ; 13 : 400 ans de la mort de Philippe II à l'Escurial ; 14 : 30 ans du premier survol de la Lune avec retour sur Terre ; 16 : 500 ans de la mort de Tomas de Torquemada, premier inquisiteur espagnol ; 18 : 50 ans de la création de l'OTAN ; 29 : 100 ans de la mort de Angel Ganivet membre de la « génération 98 » et 25 ans de la mort du poète Pablo Neruda.

Octobre
01 : 90 ans du modèle T des usines Ford ; 7 : 50 ans de la sortie de la 2 CV ; 11 : 50 ans du procès de la Cagoule et 30 ans du vol habité sans alunissage d'*Apollo 7* ; 23 : 40 ans de la nomination de Genevoix comme secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Novembre
05 : 30 ans de l'élection de Richard Nixon à la présidence des Etats-Unis ; 06 : 40 ans de la remise de la croix de la Libération à Churchill par De Gaulle ; 10 : 200 ans du premier vol en parachute par une femme française ; 11 : 80 ans de la fin de la Grande Guerre.

Décembre
10 : 100 ans de la signature du traité de Paris et 50 ans de la déclaration universelle des droits de l'homme ; 21 : 40 ans de l'élection de De Gaulle à la présidence et 30 ans du premier vol circumlunaire piloté d'*Apollo 8* ; 29 : 30 ans de la destruction de 13 avions civils à Beyrouth par un commando israélien ; 31 : 30 ans du premier vol d'essai, à Moscou, du supersonique *Tupolev 144*.

En 1897, le gouverneur des Philippines Fernando Primo de Rivera et le chef des insurgés Emilio Aguinaldo y Famy, signent le pacte de Byak-na-bato qui reconnaît à la fois la souveraineté de l'Espagne sur le pays et la nécessité de réformes indispensables pour rendre aux Philippins l'intégralité de leurs droits politiques.
L'arrivée des troupes américaines contraint les Philippins à reprendre les armes et à se tourner, non sans drames de conscience, contre les troupes espagnoles. Ils seront bien mal récompensés de cette trahison. Leurs nouveaux « amis » américains refuseront aux Philippins le droit à l'autodétermination. La guerre qui s'en suit sera bien plus cruelle que celle contre l'Espagne. Ci-contre : morts philippins en 1902.

concentration introduit par les Américains provoque la mort de 200 000 civils philippins. (12)

Officiellement, en juillet 1902, la guerre a coûté la vie à 4 000 Américains et à 20 000 Philippins. (13) A cela il faut ajouter les nombreuses victimes civiles indirectes de la guerre qui périssent à cause des maladies et des privations. Dans la seule île de Luzon, un général américain estime que 600 000 personnes sont mortes à cause des effets de la guerre. (14)

Comment une croisade qui se voulait altruiste pour libérer Cuba s'est-elle transformée en une guerre visant à acquérir des territoires d'outre-mer et à une action impérialiste pour soumettre un peuple qui se bat pour sa liberté ? La suppression brutale du mouvement d'indépendance philippin doit être considérée comme l'un des épisodes les plus noirs de l'histoire américaine.

Dans les décennies suivantes, les efforts américains pour « civiliser » leurs « petits frères bruns philippins » apportent un changement graduel avec le contrôle par des locaux des affaires des îles, processus qui se développe dans les années trente. Les Philippins obtiennent l'indépendance en 1946, bien que les Américains maintiennent une « présence » militaire significative dans les îles. Quand les derniers soldats américains partent en novembre 1992, on estime qu'ils laissent derrière eux trois milliards de dollars d'équipement et de matériel, des milliers d'enfants métis, une concentration indéterminée de toxiques et des armes encore actives comme les mines. (15)

Le cas de l'impérialisme

Les partisans de l'impérialisme considèrent l'acquisition de territoires d'outre-mer comme une chose nécessaire pour le maintien et la promotion des intérêts nationaux américains. Ils citent, parmi d'autres raisons, la valeur de terres coloniales et les avantages stratégiques qu'elles offrent dans la quête d'une suprématie maritime.

L'orateur le plus influent de cette position est Alfred Thauer Mahan, un capitaine de la Navy et un savant dont les nombreux écrits sur l'importance du pouvoir des mers pour qu'un pays accroisse son influence dans le monde ont convaincu beaucoup de militaires et de chefs d'Etat. *The Influence of Sea Power upon History* (1890), est probablement son œuvre théorique la plus importante. (16)

Ci-dessus : morts philippins abandonnés dans une tranchée après un corps à corps avec des troupes américaines à Colocan, près de Manille.
Plus de 20 000 Philippins et 4 000 Américains vont mourir dans ce conflit colonial. 200 000 civils vont périr dans des camps de concentration.

(12) J. R. Chapin, R. J. McHugh et R. E. Gross, *Quest for Liberty : Investigating United States History* (Sacramento : Calif. State Dept. of Education, 1973), p. 511.
(13) Henry F. Graff, ed., *American Imperialism and the Philippines Insurrection* (Boston : Little, Brown, 1969), p. XIV.
(14) R. Butterfield, *The American Past* (1947), p. 285.
(15) *The Washington Post*, 25 novembre 1992.
(16) R. Butterfield, *The American Past* (1947), p. 276.

UN POINT DE VUE ANGLAIS

La guerre hispano-américaine entraîna de nombreux commentaires dans le monde dont celui de John Hay, alors ambassadeur des Etats-Unis au Royaume-Uni. Il la qualifia de « splendide petite guerre, commencée en raison des motifs les plus grands, poursuivie avec une intelligence et un esprit magnifique, favorisée par cette chance qui sied aux braves ». Si l'intérêt économique est indéniable, le jugement historique est moins romantique. Parce que si les Américains ont fait appel à la rhétorique de l'anticolonialisme pour justifier leur entrée dans ce conflit, ils en sont sortis avec un « petit empire » bien à eux. Ce n'est que vingt ans plus tard que l'Amérique dut renoncer officiellement à l'idée impérialiste. Wilson soutint, après la Première Guerre mondiale, que les grandes puissances devaient respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les Etats-Unis étaient entrés en guerre contre l'Espagne avec l'objectif du « Cuba libre », c'est-à-dire pour donner sa liberté à l'île. Comment expliquer alors qu'au moment de la capitulation de Santiago les rebelles cubains aient été exclus de la cérémonie qui suivit et que leur entrée dans la ville en portant les armes leur ait été interdite ? Pourquoi furent-ils exclus aussi de la conférence de paix qui eut lieu un peu plus tard ?

Depuis la révolution cubaine, l'Espagne tant franquiste que socialiste, a été le plus ferme soutien de Castro face au blocus des Etats-Unis. Dessin de Springs.

Certains historiens soutiennent aujourd'hui que le naufrage du *Maine* n'était qu'un prétexte pour les Américains désireux d'intervenir. Ceux-ci craignaient, au début de 1898, que le général Maximo Gomez, le leader du mouvement indépendantiste à Cuba, pût vaincre les Espagnols. En 1898, les Etats-Unis insistèrent sur le fait qu'ils n'avaient pas l'intention d'annexer Cuba. Néanmoins McKinley refusa de reconnaître la légalité d'un nouveau gouvernement aux mains des rebelles. La forte proportion de Noirs dans la population cubaine pourrait avoir pesé sur la décision américaine. Les Américains étaient réticents à l'idée d'intégrer autant de Noirs dans leur propre pays ; mais ils craignaient aussi que laisser Cuba aux mains des rebelles n'entraîne la même chose qu'avec le gouvernement militaire américain et ils firent dépendre le retrait de leurs soldats de l'acceptation par Cuba de l'amendement Platt qui accordait aux Etats-Unis le droit d'intervenir à Cuba « pour le maintien d'un gouvernement adéquat, la protection de la vie, des biens et des libertés individuelles » des Nord-Américains.

Cuba devint alors non seulement un protectorat mais aussi une colonie des Etats-Unis. Les firmes américaines s'implantèrent un peu partout dans le pays, et elles contrôlèrent les industries du sucre et du tabac, les services publics, les voies ferrées et les mines. Une corruption à grande échelle s'insinua à travers toute l'île et les nationalistes cubains pensaient que les Etats-Unis leur avaient volé par deux fois leur autodétermination. C'est la raison pour laquelle, lorsque Fidel Castro prit le pouvoir à Cuba, en s'alliant avec la Russie, il fut soutenu au départ par la plupart de ses compatriotes.

Au XIXe siècle, un continent uni par des liens étroits avait semblé un objectif désirable à un grand nombre de chefs d'Etat sud-américains. Dans le dernier quart du siècle une telle coopération paraissait pouvoir offrir quelque chose aux Etats-Unis aussi : une grande partie de l'Amérique latine était dirigée par des gouvernements civils partisans du libre échange, d'une croissance fondée sur l'exportation et ouverts aux capitaux étrangers. Une conférence panaméricaine avait eu lieu en 1888 pour débattre d'une éventuelle union douanière pour l'ensemble des Amériques. Mais la guerre de 1898 ruina tout cela. En 1900, José Enrique Rodo, un Uruguayen, publia un essai intitulé *Ariel* dans lequel il disait que l'Amérique Latine, inspirée par le christianisme hispanique et le classicisme devait poursuivre les idéaux de beauté et de vérité. Il admirait la prospérité des Etats-Unis mais il voyait également ce pays comme la source d'un utilitarisme vulgaire et, comme certains critiques de la globalisation actuelle, il craignait que l'Amérique veuille imposer ses idées au monde entier. *Ariel* eut un impact immense en Amérique Latine. La critique de Rodo quant à l'impérialisme yankee et son appel en faveur d'un mouvement de « régénération » dans la moitié sud du continent contribua à développer le nationalisme qui domina une grande partie de l'Amérique Latine.

Il faut attendre les années 1990 pour que l'Amérique Latine, une fois encore dirigée par des gouvernements civils favorables au libéralisme économique, fasse preuve d'un vif intérêt pour une coopération nord-sud. Le rétablissement de la confiance a pris un siècle. Ce n'est qu'en 1994 que le président Clinton a pu inviter les trente-quatre chefs d'Etat du continent (à l'exception de Fidel Castro) à Miami afin de négocier un espace de libre échange pour 2005. Et cependant, lorsqu'ils se rencontreront de nouveau au Chili en avril prochain, il restera quelque chose de la vieille méfiance.

Extrait de l'hebdomadaire britannique *The Economist* du mois de février 1998.

Parmi les disciples les plus influents de Mahan, on trouve Theodore Roosevelt, qui servit d'adjoint au secrétaire à la Navy au début de la guerre hispano-américaine. Ses déclarations imprudentes suggérant une responsabilité espagnole dans l'explosion du *Maine* contribuèrent fortement au sentiment belliciste de la population. Ayant pris goût à l'odeur du sang et de la poudre, « Teddy » sera plus tard l'une des voix les plus virulentes pour demander l'intervention américaine dans le premier conflit mondial contre les « Huns » allemands.

Un autre disciple de Mahan et un ami proche de Roosevelt est le sénateur Henry Cabot Lodge. Influencé par Mahan, lui et Roosevelt militent activement pour une marine américaine moderne. Lodge encourage la guerre contre l'Espagne et l'acquisition des Philippines par les États-Unis. Dans un discours prononcé au Sénat le 7 mars 1900, il dit : (17) « Obligations et intérêts sont liés (...), ils nous imposent la conservation des Philippines, le développement des îles et l'expansion de notre commerce à l'Est. »

La voix la plus efficace de l'impérialisme est peut-être celle de Albert J. Beveridge, sénateur américain de 1899 à 1911. Sa défense passionnée de la prise du pouvoir américaine aux Philippines joue un grand rôle dans la décision de conserver les îles.

Dans une allocution prononcée devant le Sénat le 9 janvier 1900, Beveridge déclare (18) : « Dieu n'a pas préparé les peuples anglophones et teutons pendant un millier d'années pour rien. (...) Il a fait de nous les maîtres-organisateurs du monde pour établir un système où ne règne pas le chaos... Il a fait de nous des adeptes du gouvernement avec lequel nous pouvons administrer et gouverner des peuples sauvages et séniles. Il a choisi le peuple américain pour mener à bien la régénération du monde. C'est la mission divine de l'Amérique... Les Philippines sont à nous pour toujours. Nous ne voulons pas abandonner notre chance en Orient. Nous ne voulons pas renoncer à notre part dans la mission de notre race, sous Dieu, de la civilisation du monde. » (19)

A part les sentiments idéalistes, les intérêts personnels ne sont pas oubliés. Par exemple cette petite phrase cynique parue dans le *St Louis Post-Dispatch* : « Le Philippin est traître et fourbe. En outre, nous voulons son pays. » (20)

Les impérialistes avancent aussi l'argument que les États-Unis ont besoin des îles Hawaii, des Philippines, de Guam et plus tard des îles Samoa, à cause de leur supposée valeur comme « tremplin » pour accaparer les riches marchés de l'Asie de l'Est. La période 1899-1900 marque le début de l'obsession américaine pour la Chine.

Les expansionnistes réclament aussi Porto Rico qui est surtout une « fortification » pour le canal en projet à travers l'isthme de l'Amérique Centrale. (21)

Finalement, les impérialistes argumentent que l'acquisition de territoires coloniaux est nécessaire pour éviter que les grandes puissances coloniales ne les prennent, ceci afin de protéger la sécurité des Etats-Unis tout en garantissant ses intérêts. Comme le remarque George Kennan, cet argument n'a aucun fondement. « Dans le cas de Porto Rico et d'Hawaii... Il y avait peu de probabilités pour que quelqu'un d'autre intervienne. Porto Rico aurait pu quitter le giron de l'Espagne ou obtenir l'indépendance comme Cuba, auquel cas notre sécurité était en jeu. »

La politique américaine ne peut pas se concevoir sans une bonne dose de fanatisme religieux entretenu par des prédicateurs au discours halluciné comme John Brown (à gauche) dont les exactions meurtrières commises au nom des bons principes ont contribué au déclenchement de la guerre de Sécession. Plus tard, d'autres prédicateurs justifieront l'impérialisme américain et l'œuvre civilisatrice de leurs soldats (à droite, sentinelle à Guantanamo en 1916).

(17) J. R. Chapin, R. J. McHugh et R. E. Gross, *Quest for Liberty : Investigating United States History* (1973), p. 509.

(18) R. Butterfield, *The American Past* (1947), p. 287. J. R. Chapin, R. J. McHugh et R. E. Gross, *Quest for Liberty* (Sacramento : 1973), p. 509.

(19) Mary B. Norton, et al., *A People and a Nation : A History of the United States* (Boston : 1990), Vol. 2, p. 651.

(20) T. A. Bailey, *A Diplomatic History of the American People* (1964), p. 471.

(21) Frederick Merk, *Manifest Destinity and Mission in American History* (New York : Vintage Books, 1963), p. 25.

(22) B. Tuchman, *The Proud Tower* (Bantam Books, 1966), p. 163.

PORTRAIT DE L'ESPAGNE POPULAIRE

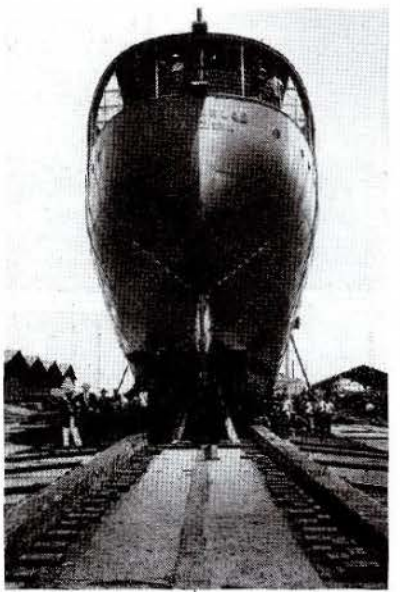
Le XIXe siècle ibérique prolonge dramatiquement l'Ancien Régime, tant il fut jalonné d'occasions manquées de modernisation, politiques comme économiques. En outre, le pays n'a tiré aucun parti de la réflexion intellectuelle alors conduite sur la nécessaire régénération d'une Espagne sclérosée et désuète.

La défaite de 1898 ne laissa pas l'Espagne insensible. Elle cristallisa l'opposition au régime, formulée par les intellectuels. Elle eut aussi ses incidences économiques : elle enleva à l'industrie ses derniers marchés extérieurs. Par là elle renforça le protectionnisme. Les Catalans accentuèrent leurs prétentions à diriger. A droite le carlisme, à gauche le fédéralisme vérifièrent au XIXe siècle le fait centrifuge. Mais il y eut plus : des régions acquirent un esprit identitaire inédit au point de s'affirmer en tant que « nations ».

En Catalogne existaient une bourgeoisie active, et toutes sortes de couches moyennes aisées, cultivant le travail, l'épargne, l'effort individuel, intéressées au protectionnisme, à la liberté politique, à la diffusion du pouvoir d'achat. Dans le reste de l'Espagne dominaient les vieux modes de vie : le paysan cultivait pour vivre et non pas pour vendre ; le propriétaire ne cherchait pas à accumuler, ni à investir ; le bourgeois madrilène trouvait refuge dans la politique ou dans l'administration. Le Castillan ne voyait chez le Catalan qu'âpreté et soif de gain ; le Catalan ne voyait chez le Castillan qu'orgueil et paresse. Du régionalisme intellectuel, le catalanisme passa à l'autonomisme. Après 1898 il parla de « nationalité » (tout comme au Pays Basque).

Au XIXe siècle, la proportion de la population industrielle en Espagne n'était pas forte. Et pourtant, dès le XIXe siècle la classe ouvrière a joué un rôle important. Dans un pays à dominante agricole, où montait la crise agraire, où s'effritait, dans les catastrophes politiques, un système aristocratique usé, où les classes moyennes avaient peu de poids social, il suffit de quelques noyaux prolétariens, surexploités par un capital souvent étranger, pour que le mouvement ouvrier prenne une valeur de direction décisive présageant l'imminence d'une dislocation sociale. En outre, le mouvement révolutionnaire espagnol avait derrière lui une forte tradition.

En Catalogne, dès les années 1830-1860, les tendances à l'association (Société des tisserands, Union manufacturière), aux sursauts de violence, aux remous sociaux lors d'incidents politiques (1835, 1840, 1854) s'étaient déjà affirmées. En 1868, un disciple de Bakounine, l'Italien Fanelli, fonda en Espagne des sections de « l'Association internationale des travailleurs » (AIT). Avec deux gros centres en Catalogne et en Andalousie, l'anarchisme a vécu de grands jours, surtout à partir des années 1890 et malgré la répression que le mouvement a connu.



Paradoxalement, la première ligne de chemin de fer espagnol a été construite à Cuba en 1834. La Havane fut la première ville espagnole à installer le téléphone (1881) et l'éclairage public électrique (1889). Ci-dessus : lancement d'un navire moderne en Espagne.

Cet engouement espagnol pour l'anarchisme est lié à plusieurs facteurs. La politique du XIXe siècle a toujours déçu les ouvriers, ce qui explique leur « apolitisme » ; mais en même temps, contre un autoritarisme policier constant, ils ont contracté la passion de la liberté, la haine de l'Etat.

En outre, il ne faut pas oublier le rôle essentiel de la tradition révolutionnaire espagnole. L'anarchisme andalou et barcelonais ont leurs grands ancêtres, leurs souvenirs, leurs martyrs. Socialisme et communisme auront longtemps contre eux tout ce qu'un tel passé représente de résonances sentimentales.

L'anarchisme rencontrait, enfin, de vieilles particularités espagnoles : fidélité aux personnes, exaltation de l'acte individuel et surtout ce besoin de libération plus passionnel qu'intellectuel, devant la pression ancestrale de la religion. Les problèmes spirituels résultaient d'un conflit double : contre le poids de la tradition, le désir de rénovation ; contre le désir de rénovation, l'orgueil de l'originalité nationale.

Dans sa masse, le clergé espagnol garde ses prétentions à la direction du peuple et confond maintien des pratiques cultuelles et solidité religieuse. Dans l'adhésion ou l'opposition à la religion, la composante intellectuelle était faible : d'où les combats passionnés. C'était le signe d'une faillite dans l'éducation populaire : école et catéchisme à la fois. Vers 1900, la moitié des Espagnols ne savaient pas lire.

Ce siècle, durant lequel l'Ancien Régime s'est survécu à lui-même, a engendré une pesanteur antidémocratique et antimodernisatrice de l'Espagne. La fixation de l'Espagne à un stade économique préindustriel est inséparable de la poursuite de l'ancien régime sociopolitique. Déjà handicapée par un retard économique datant de la révolution industrielle, elle a moins bénéficié de la croissance qu'ont connue les pays développés, tout en se distinguant des autres Etats méditerranéens par l'apparition d'un prolétariat fortement politisé. Les problèmes les plus graves se posèrent en Catalogne, par l'anarchisme ouvrier, et par le régionalisme intellectuel et bourgeois.

Les arguments des anti-impérialistes

Les opposants de l'impérialisme ont vu le danger que représente l'attirance de l'appel à l'extension du pouvoir américain au-delà des mers. Parmi les anti-impérialistes, on note la présence de personnalités prestigieuses comme l'ancien président Grover Cleveland, le géant de l'acier Andrew Carnegie, l'écrivain Mark Twain, l'ancien sénateur et membre du cabinet Carl Schurz, le chef des travaillistes Salmuel Gompers, l'historien William Graham Sumner et le philosophe William James.

« La grandeur de l'Amérique est ici », dit Thomas Reed, un républicain au Congrès, « pas dans des groupes d'îles éloignés dont personne n'a jamais entendu parler. » (22) donnant un point de vue largement répandu aujourd'hui, il argumente que « un grand marché du travail fixé dans notre propre pays pour améliorer les conditions de vie et sensibiliser l'intelligence politique parmi les Américains est plus important que d'étendre les lois américaines à des peuples non civilisés et de surcroît difficiles à assimiler » (23). Pour le président d'Harvard, Charles William Eliot, l'impérialisme est synonyme de « militarisme » qui est quelque chose « d'absolument étranger à la société américaine... encore un effort pour le faire passer comme de l'américanisme patriotique. » (24)

Même si la ligue anti-impérialiste ne réussit pas tout de suite à atteindre son objectif, elle devient une tradition américaine vénérable qui trouvera son expression plus tard dans les écrits d'historiens révisionnistes durant l'entre deux guerres et dans les activités du *America First Committee* des années 1940 et 1941.

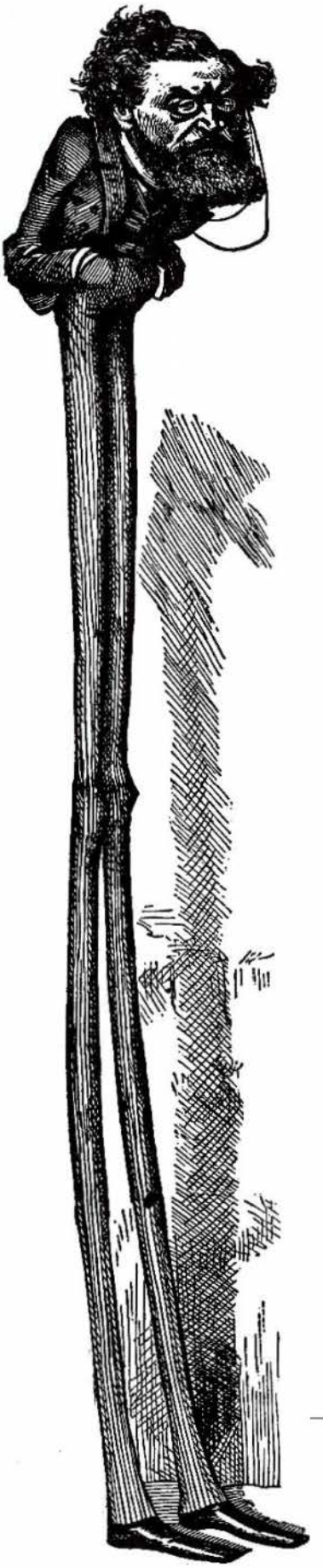
Durant l'expansion de l'Amérique vers l'Ouest dans les années 1840, les problèmes liés à l'assimilation des millions de gens d'origine étrangère sert de frein aux efforts pour acquérir de grands territoires au Mexique, en Amérique Centrale et bien sûr à Cuba. Des considérations similaires figurent dans les débats à la fin des années 1890.

Les anti-impérialistes montrent que les États-Unis n'ont jamais fait l'acquisition de territoires qui ne pouvaient être américanisés ou du moins administrés comme un État. Ainsi, Porto Rico et les Philippines sont loin et peuplés de population de race et de langue étrangère. Le sénateur Pettigrew du Dakota du Sud résume la situation en remarquant que bananes et gouvernement ne font pas bon ménage sur un même territoire. (25)

La grandeur de l'Amérique est ici

Carl Schurz, un leader républicain très respecté, qui a été identifié avec les efforts de son parti pour « régénérer » à la fois les Indiens américains et les Noirs, ne lève pas le doute quand il considère « les races jaune et marron » des îles du Pacifique. (26) Quand le problème de l'annexion hawaïenne apparaît au début des années 1890, les réformateurs libéraux d'origine allemande expriment leur forte opposition dans un article publié dans le magazine *Harper's*. Parmi d'autres choses, il cite une longue étude démographique sur la population des îles qui indique que les Américains et les descendants des colons européens sont en minorité. « S'il y a un peuple impropre à constituer un État de l'union américaine, c'est bien celui-là. » peut-on lire dans l'article. (27)

Pour T. Reed, les problèmes qui se produiraient avec les « achats » des « dix millions de [Philippins] Malais... à deux dollars la tête défaite », pourraient être plus importants que tout autre à Hawaii. Le leader travailliste Samuel Gompers s'inquiète



Ci-contre : une caricature de Carl Schurz, un germano-américain exemplaire qui fit tout son possible pour défendre les intérêts des Indiens et pour s'opposer aux mirages suscités par les discours impérialistes.

(23) B. Tuchman, *The Proud Tower* (1966), p. 163.
(24) B. Tuchman, *The Proud Tower* (1966), p. 168.
(25) T. A. Bailey, *A Diplomatic History of the American People* (1964), p. 477.
(26) F. Merk, *Manifest Destinity and Mission in American History* (New York : 1963), p. 242.
(27) F. Merk, *Manifest Destinity* (1963), p. 243.

LA GÉNÉRATION DE 1898

1898 marque la décadence politique de l'Espagne avec la perte de Cuba, de Porto Rico, et des Philippines. Un groupe d'écrivains, pleinement ancré dans la modernité artistique, que l'on désigne sous le nom de « Génération de 98 », essaie de lutter contre le désenchantement et la passivité qui se sont emparés de l'Espagne, en remettant à l'honneur ses valeurs traditionnelles et en ouvrant le pays vers l'étranger. Mais surtout, il s'agit pour tous de délimiter le national, de définir « l'Espagnol ». A travers leurs écrits, on perçoit un peuple en crise morale, doutant de lui mais d'abord attaché aux particularités de son âme.

Ces hommes qui se rejoignent aux alentours de 1898 ne forment pas « école » ; ils sont dissemblables. Mais ils édifient leur œuvre autour des mêmes amertumes, des mêmes fiertés. Tel un Joaquin Costa qui, par son désir d'universel joint à la sympathie pour le vieux fonds national, est « l'arbitragisme » du XIXe siècle et ne cesse de proposer toutes sortes de formules pour l'avenir. On l'admire mais sa gloire s'efface vite devant celle de plus brillants écrivains. Unamuno demande pour son pays la première place dans cette réaction contre le scientisme et contre la foi au progrès qui se dessine un peu partout à la même époque. Il se complaît à renverser les formules attendues, à proposer d'hispaniser l'Europe, à prendre le « Quichotte » comme modèle.

Orienter l'Espagne est donc devenu la grande occupation de l'élite intellectuelle. Le problème est de « régénérer » l'Espagne. Faut-il former les cadres dirigeants de la nation hors des partis politiques ? Les essais sociologiques et philosophiques se multiplient. Ils replacent le temps dans le vécu plutôt que dans l'histoire ; ils ramènent la raison à l'élan vital. Au nom de l'individualisme on affirme, au besoin par le scandale, les droits imprescriptibles de l'homme à l'originalité. Tel est le cas du dramaturge galicien Valle-Inclan qui expose la réalité espagnole dans sa déformation grotesque, au lieu de chercher à la réformer. L'élite intellectuelle s'égaille dans toutes les directions. Ortega y Gasset attribue son inconsistance et ses divisions à la nature espagnole en général dans *España invertebrada*, 1921.

En haut : une cruelle caricature française qui souligne le contraste entre les moyens matériels mis en œuvre par les Etats-Unis et la faiblesse espagnole. Le choc de la défaite face à un ennemi surpuissant, héraut de la modernité industrielle et politique, sera le détonateur d'une réflexion politique des intellectuels espagnols sur l'identité de leur pays et sur son avenir. Une introspection inachevée. A gauche : Miguel de Unamuno ; à droite, Ortega y Gasset.

En fait, 1898 et ses événements furent le déclencheur d'une prise de conscience et de l'attitude d'un groupe d'écrivains qui orientèrent leur œuvre dans une perspective de patriotisme réflexif et régénérateur. Ce ne fut pas uniquement le fait d'écrivains et d'historiens mais celui aussi d'hommes de la science et de la culture de l'époque. Il convient également d'insister sur le fait important que si le « détonateur » de cette prise de conscience fut la guerre coloniale et le « désastre », comme on l'appelle, l'ancrage était dans l'esprit « régénérationniste » antérieur et dans le révisionnisme critique de l'Espagne de la fin du XIXe siècle.

Les hommes de 1898 avaient voulu à la fois critiquer le complexe espagnol et en exalter le mythe. Des disciples ne retiendront que le dénigrement : ils seront des découragés. D'autres, que l'orgueil : ils donneront aux thèmes simplifiés de Ganivet, d'Unamuno, le rôle du Sol et du sang chez les nationaux-socialistes, de l'*Impero* chez les fascistes. Un Maeztu pouvait l'avoir souhaité. Un Azorin l'acceptera implicitement. Mais Miguel de Unamuno, au seuil de la mort, aura son heure d'angoisse. Et pourtant ainsi que l'Espagne en a coutume, la synthèse se réalisera entre souffle traditionnel et non conformisme. Quelques génies seront là pour refléter cette synthèse, tels Fédérico Garcia Lorca, Miguel Hernandez ou Pablo Picasso pour ne citer qu'eux.

Ci-dessus : groupe de jeunes enfants en uniforme de cadets, photographiés à la Havane en compagnie d'un officier blessé. La guerre à Cuba n'opposait pas d'un côté des Cubains contre des Espagnols. La fracture politique et militaire traversait les deux communautés. Des péninsulaires prenaient fait et cause pour l'indépendantisme ; des insulaires étaient prêts à tout sacrifier pour que l'île reste unie à l'Espagne. Les libéraux espagnols, farouches partisans de la centralisation administrative et de la disparition des modèles politiques traditionnels, se sont longuement opposés à tout modèle de gouvernement local. Ce n'est qu'en 1898 qu'un premier gouvernement autonome sera mis en place. Il ne survivra pas à la défaite militaire face à l'envahisseur étranger.

de voir que « les peuples métis et à moitié barbares » de ces nouvelles colonies américaines peuvent prendre le travail. Il critique l'impérialisme américain, qui est une tentative de « détourner l'attention de notre peuple des maux desquels nous souffrons à la maison. » (28)

Le sénateur Ben Tillmann rapporte à ses collègues en février 1899 : « En tant que sénateur de Caroline du Sud, avec 750 000 personnes de couleur et seulement 500 000 Blancs, je réalise ce que nous faisons, vous non ; et je voudrais sauver ce pays de l'apport d'une autre question raciale qui ne provoquerait qu'une effusion de sang, une guerre coûteuse et la perte de la vie de nos courageux soldats. » (29)

Les anti-impérialistes montrent l'absurdité d'entrer en guerre pour libérer les Cubains, et d'envoyer des troupes américaines à plus de 12 000 km de là, tuer des femmes et des enfants pour imposer des lois étrangères à sept millions de personnes contre leur volonté. Ceci est une violation du l'esprit de la déclaration d'Indépendance et de la Constitution américaine. La tyrannie à l'étranger engendre la tyrannie sur son propre sol.

Les anti-impérialistes considèrent en outre « "un empire colonial" américain subordonné en permanence comme une violation du principe de l'égalité posé dans la déclaration d'Indépendance, base historique "coordonnée" de l'union américaine, et garante de l'héritage anti-colonial américain. » Implicitement, l'enjeu ici est l'identité de l'Amérique en tant que nation et république.

George F. Hoar, un sénateur républicain du Massachusetts, se démarque de la politique impérialiste de son propre parti. Dans un discours prononcé au Sénat en janvier 1899, il

L'impérialisme américain se heurte à une forte opposition

déclare (30) : « ... en vertu de la déclaration d'Indépendance, vous ne pouvez pas gouverner un territoire étranger, un peuple étranger, un autre peuple que le vôtre, vous ne pouvez pas les assujettir et les gouverner contre leur volonté, parce que vous pensez que c'est pour leur bien... Vous n'avez pas le droit d'imposer par le force des armes votre déclaration d'Indépendance, votre Constitution, vos notions de liberté et de ce qui est bon... »

« Impérialisme et républicanisme sont mutuellement incompatibles » (31), dit Hoar. Le programme du parti démocrate de 1900 reprend cette idée : « Nous affirmons qu'aucune nation ne peut endurer longtemps une demi-république et un demi-empire, et nous

Ci-dessus : Antonio Maceo, illustre patriote cubain qui s'est battu avec courage contre un adversaire qui lui ressemblait comme un frère. Il trouvera la mort au combat face aux troupes hispano-cubaines du général Weyler Nicolau, descendant lointain d'une famille prussienne.

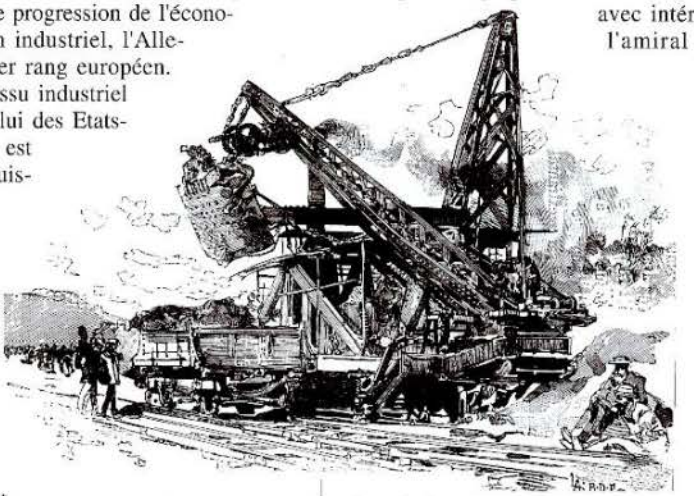
(28) Mary B. Norton, et al., *A people and a Nation* (1990), Vol. 2, p. 650.
(29) J. R. Chapin, R. J. McHugh et R. E. Gross, *Quest for Liberty* (1973), pp. 506 f.

(30) J. R. Chapin, R. J. McHugh et R. E. Gross, *Quest for Liberty* (1973), p. 507.
(31) Alfred H. Kelly, et W. A. Harbison, *The American Constitution : Its Origin and Development* (New York : W. W. Norton and Co., 1970), p. 579.

PORTRAIT D'UNE ÉPOQUE

L'impérialisme est une réalité majeure de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle. Les années 1890 voient se développer simultanément parmi les grandes puissances une mondialisation de la politique extérieure. Déjà présente en Angleterre, la stratégie d'expansion mondiale est désormais engagée par la France et l'Allemagne, et les rivalités engendrées par le partage du monde se multiplient. Le choc des impérialismes nourrit l'instabilité des relations internationales.

Les ressources économiques de l'Europe, malgré leur augmentation spectaculaire, ont du mal à pourvoir aux besoins d'une population qui ne fait que croître. En Europe, la hiérarchie des puissances économiques est bouleversée par la rapide progression de l'économie allemande. Au plan industriel, l'Allemagne occupe le premier rang européen. La France, dotée d'un tissu industriel moins développé que celui des Etats-Unis ou de l'Allemagne, est toutefois la deuxième puissance financière mondiale. L'Angleterre est la première puissance économique mondiale. Sa flotte de commerce est prépondérante, la livre sterling domine largement les autres monnaies et, surtout, les capitaux britanniques envahissent le monde entier (la moitié des capitaux investis lui appartiennent). En 1894, les Etats-Unis dépassent la Grande-Bretagne, et deviennent la première puissance par le volume de leur production agricole et industrielle. En Asie, le Japon imite les puissances occidentales en se taillant un empire colonial et des zones d'influence. Ce pays se lance dans un immense effort de modernisation et d'industrialisation. Les autres pays jouant un rôle important sur la scène internationale (Russie, Italie) ont connu un « décollage » économique tardif et souffrent d'un retard qui bride leurs moyens d'évolution et de progression.



Drague américaine dans le chantier du canal de Panama.

Le nationalisme est, également, un des traits caractéristiques du XIXe siècle. La fin du siècle voit s'épanouir, dans les grands pays, l'idée d'une supériorité naturelle donnant à la nation dont on fait partie un destin exceptionnel. Cette idée s'accompagne en Europe et aux Etats-Unis d'un complexe de supériorité à l'égard des peuples « non blancs ».

En Angleterre, la prépondérance économique et impériale suscite orgueil et condescendance. Pour le ministre J. Chamberlain, la « race » anglo-saxonne est « la plus grande race gouvernante ». En Allemagne, la forme la plus identifiable du nationalisme est le pangermanisme. Son programme est la réunion en un seul Etat de tous les Allemands encore séparés de la mère patrie. En France, l'expansion coloniale est une idée de gauche, présentée comme le meilleur moyen d'étendre le rayonnement mondial de la nation (Jules Ferry). Mais des courants plus étroitement nationaux se développent tels que l'Action française de Maurras, fondée en 1899. La Russie, quant à elle, a connu dès le milieu du siècle la montée d'un courant panslaviste qui exalte le destin particulier de la nation russe : aider les frères slaves à se libérer des tutelles étrangères (Autriche, Turquie) et les fédérer dans un empire dirigé par la Russie. Aux Etats-Unis, on lit avec intérêt les ouvrages de l'amiral Mahan, pour qui « l'intérêt égoïste est un objet non seulement légitime, mais encore fondamental pour la politique nationale. » L'amiral exhorte ses compatriotes, peuple élu par Dieu, à étendre leur influence au monde entier. Theodore Roosevelt est un fervent admirateur de Mahan.

Les thèmes nationalistes rencontrent un large écho dans les opinions publiques, la presse et la littérature de l'époque contribuant grandement à véhiculer des stéréotypes : méfiance des Français à l'égard des Anglais ; mépris de ceux-ci envers ceux-là. L'influence de la presse est considérable, en effet, à une époque où apparaissent les journaux à grand tirage et bon marché.

Le XIXe siècle, enfin, témoin du choc des impérialismes, de la montée des nationalismes, de la conquête de territoires coloniaux (convictions civilisatrices, ou intérêts économiques), ce siècle est bel et bien aussi celui des inventions. La passion de la science grandit en cette époque qui s'ouvre sur le triomphe du scientisme. Les perfectionnements techniques modernisent les méthodes de production et contribuent à l'avènement d'une civilisation technicienne. L'opinion est de plus en plus sensibilisée aux progrès scientifiques. Ces progrès scientifiques contribuent à modifier la vie quotidienne des gens par l'intermédiaire de la technique qui multiplie les objets nouveaux d'usage courant, à commencer par les diverses applications de l'électricité, véritable centre nerveux des techniques nouvelles.

avertissons le peuple américain que l'impérialisme à l'étranger mènera rapidement et inévitablement au despotisme sur notre sol. » (32) George S. Boutewell, le président de la ligue anti-impérialiste va dans ce sens (33) : « La question que je pose aux partisans de cette guerre [aux Philippines] est la suivante. Quelle finalité recherchez-vous ? Est-ce la vassalité de ce peuple ? Si tel est le cas, vous êtes les ennemis de la République et vous trahissez ses principes. »

Aussi longtemps que les États-Unis faisaient attention à leurs propres affaires, ils pouvaient facilement défendre les côtes sans grand complexe militaire. Maintenant que les États-Unis acquièrent des territoires lointains, cela nécessite une marine coûteuse et présente un peu partout pour assurer la protection des différentes colonies. Les sceptiques se demandent jusqu'où les Américains sont prêts à aller, d'autant que cette expansion risque de provoquer des différends avec les autres puissances étrangères.

Andrew Carnegie est opposé à l'impérialisme. L'homme d'affaires d'origine écossaise qui a fait fortune dans l'industrie du fer et de l'acier écrit (34) : « Les puissances navales d'Europe et le Japon se préparent à une lutte terrible pour les possessions en Extrême-Orient, ce qui encerclerait les Philippines – à moins qu'ils ne s'intéressent aussi à ces îles ? (...). Nous avons un continent à peupler et à développer : il y a seulement 23 personnes au kilomètre carré aux États-Unis. L'Angleterre en a 370, la Belgique 571, l'Allemagne 250. Si l'objectif est de rendre notre république plus puissante sur le plan mondial, ne peut-il y avoir une autre politique que celle de l'impérialisme ? » (35)

Qu'allons-nous faire aux Philippines ?

Finalement, les anti-impérialistes argumentent qu'en s'ingérant en Extrême-Orient, les États-Unis ne peuvent pas interdire aux autres puissances de faire la même chose en Amérique, territoire que les Américains ont toujours considéré comme leur jardin secret, leur chasse gardée – les États-Unis ont longtemps insisté sur la doctrine Monroe. « La doctrine Monroe est finie ! » crie le sénateur Hoar.

Un problème constitutionnel

L'impérialisme présente un problème constitutionnel difficile. Jusque dans les années 1890, l'acquisition de nouveaux territoires américains était toujours considéré comme un « préliminaire à une organisation comme nouvel État, afin d'être admis dans l'Union sur la base d'égalité. Pour la première fois dans l'histoire américaine, « des peuples sont mis sous notre drapeau sans la moindre assurance qu'ils soient acceptés dans

Ci-dessus : un moment du film *Citizen Kane*, avec Orson Welles qui joue le rôle de William Randolph Hearst, le magnat de la presse américaine qui a joué un si grand rôle dans le déclenchement de la guerre hispano-américaine.
En travestissant la réalité cubaine, en rapportant des faits horribles totalement inventés, ces journaux ont non seulement considérablement augmenté leurs ventes, mais ils ont poussé le public américain à intervenir au nom de la morale américaine. Morale que ne partageaient pas les riches hommes d'affaires comme J.-P. Morgan (à gauche) ou Andrew Carnegie.

(32) J. R. Chapin, R. J. McHugh et R. E. Gross, *Quest for Liberty* (1973), p. 507.
(33) Henry F. Graff, ed., *American Imperialism and the Philippines Insurrection* (Boston : 1969), pp. XIV-XIV.
(34) J. R. Chapin, R. J. McHugh et R. E. Gross, *Quest for Liberty* (1973), p. 507.
(35) George F. Kennan, *American Diplomacy, 1900-1950* (University of Chicago Press, 1951), cité dans : Jerald A. Combs, ed., *Nationalist, Realist, and Radical : Three Views of American Diplomacy* (New York : Harper and Row, 1972), p. 241.

l'Union. » Les impérialistes rétorquent à ces considérations en insistant sur le fait que le gouvernement fédéral possède un droit établi depuis longtemps « pour acquérir un nouveau territoire – par l'achat, le traité ou la guerre » et que telles « colonies peuvent être gouvernées si le Congrès voit bien qu'elles n'assument aucune responsabilité étatique future ou ne remplissent pas toutes leurs obligations (...) envers les indigènes. ». En clair, la Constitution n'a pas besoin de se préoccuper du drapeau. (36)

Il n'est pas étonnant que plus tard, la Cour suprême se pencha sur la question constitutionnelle vis-à-vis de l'impérialisme. La Cour trouva qu'aucun des territoires nouvellement acquis n'avait satisfait à cette doctrine, et décida donc que la Constitution ne devait pas suivre le drapeau. Les peuples des nouveaux territoires n'acquièrent pas automatiquement les mêmes garanties constitutionnelles que les Américains. Les règles de la Cour confirmèrent ce que beaucoup soupçonnaient : le gouvernement américain n'avait jamais eu l'intention de considérer les territoires coloniaux comme de futurs États indépendants.

La trahison de Bryan

Reflétant l'émotion nationale sur la question de l'impérialisme, le débat au Sénat sur la ratification du traité de paix avec l'Espagne est très animé. Le 6 février 1899, le traité est approuvé par un vote de 57 oui contre 27 non, soit légèrement plus que la majorité des 2/3 requise pour la ratification.

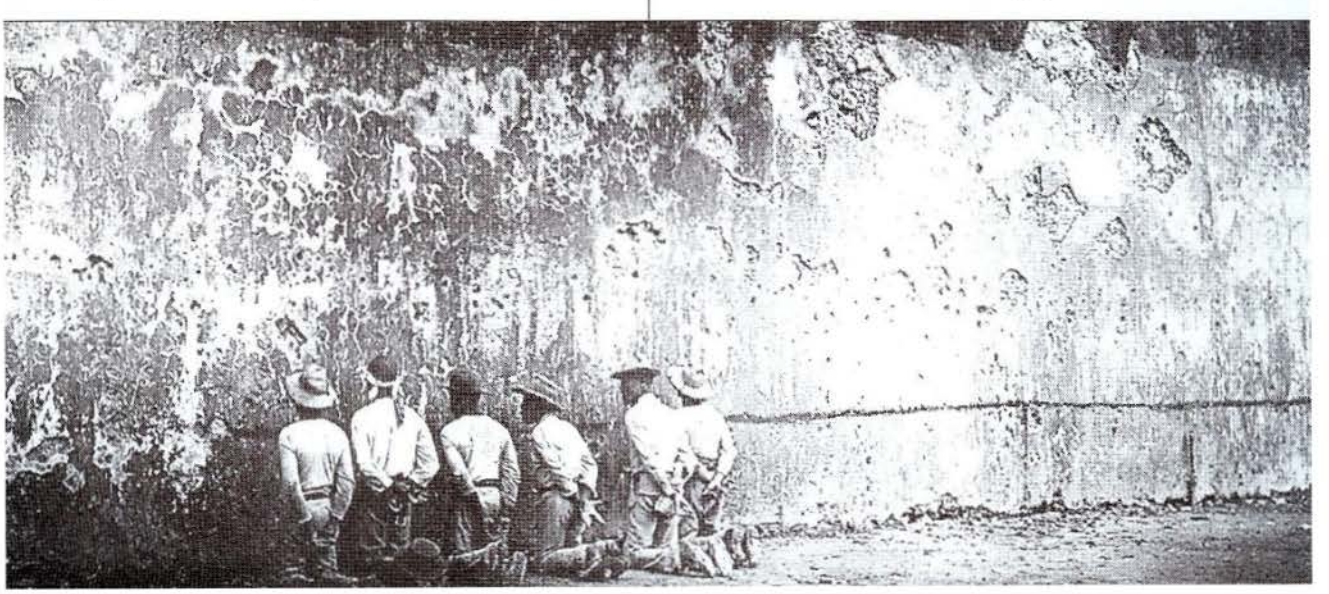
A l'étonnement de ses collègues, et pour la satisfaction de ses adversaires impérialistes, William Jennings Bryan – le candidat du parti démocrate à l'élection présidentielle de 1896 – décide à la dernière minute de renoncer à ses principes et de soutenir le traité (37). Sa trahison est basée sur une grossière erreur politique. Il considère que si le traité est ratifié, l'impérialisme sera une question décisive pour la prochaine campagne électorale et il compte bien l'exploiter à son avantage. Par conséquent, il use de son prestige pour assurer la ratification, un mouvement qui en fin de compte est décisif dans ce vote serré.

Mais le « grand usurier » joue mal et il perd une nouvelle fois lors de l'élection de 1900. Bénéficiant d'une économie revigorée et prenant à son compte les bénéfices des victoires lors de la récente guerre contre l'Espagne, McKinley obtient sa réélection facilement (38). Mis à part le « Et si » légendaire, on peut se demander ce que la politique américaine – et l'histoire du monde – aurait donné si Bryan avait écouté sa conscience et non pas son ambition en 1899. ■

Au départ, les Espagnols n'ont jamais pratiqué une politique colonisatrice. Les possessions d'outre-mer étaient juridiquement des extensions de la métropole, bénéficiant de l'égalité politique. L'arrivée des Bourbons à Madrid va mettre en péril cette politique traditionnelle. Elle sera néanmoins réaffirmée en 1810 et 1812. Le retour à l'absolutisme puis le libéralisme transformeront les terres d'outre-mer en colonies et seront à l'origine de bien légitimes révoltes. Un patriotisme espagnoliste (en haut), universaliste et individualiste ne pouvait pas tenir ensemble des mondes aussi différents. Malheureusement, l'entrée en scène des Américains ne permettra pas l'instauration d'un nouvel équilibre. Les nouveaux maîtres, arrogants et distants, n'ont pas hésité à recourir aux méthodes les plus dures (ci-dessous, exécution de six Cubains par les Américains). Sur le mur, une ligne rouge facilite la tâche des tireurs.

La majorité des illustrations a pour origine l'excellent album *El Sueño de Ultramar*, réalisé par la Bibliothèque nationale de Madrid sous la direction de Juan Pando Despierto. Cet ouvrage illustre le brillant travail de l'équipe dirigeante de la BN espagnole.

(36) Alfred H. Kelly et W. A. Harbison, *The American Constitution* (New York : 1970), p. 579.
(37) F. H. Harrington dans *The Anti-imperialist Movement in the United States*, 1898-1900, Mississippi Valley Historical Review, XXII (1935), pp.211-230. Par leur action, Bryan et ses partisans ont permis au mouvement impérialiste de perdurer et, en plus, ils ont contribué à la défaite des démocrates en 1900.
(38) Daniel Smith, *The American Diplomatic Experience* (New York : Houghton Mifflin Co, 1972), pp. 212-214.



La Comédie-française durant l'Occupation

Cette grande maison ne s'est jamais beaucoup étendue sur cette période de l'histoire, comme si elle craignait d'être montrée du doigt. En tout cas, malgré ce qu'elle a toujours prétendu, la Comédie-française a bien joué des pièces écrites par des auteurs allemands. Le théâtre a connu beaucoup de succès à cette époque dans la mesure où il y avait peu de divertissements. Comme l'a reconnu Gisèle Casadesus, l'une des sociétaires de la Comédie-française durant l'Occupation, cette période a été très riche sur le plan artistique avec des créations célèbres comme *le Soulier de satin* de Paul Claudel. Cela ne semble pas être l'avis des hauts responsables de cette honorable maison qui passent systématiquement sous silence les années où l'administrateur de la Comédie-française dépendait de Vichy et des Allemands. A croire que l'amnésie est une maladie beaucoup plus contagieuse qu'on ne le pense.

Gérard Chauvy condamné

L'historien Gérard Chauvy, l'auteur du livre *Aubrac-Lyon 1943*, a été condamné par le tribunal correctionnel de Paris pour diffamation publique à l'encontre des époux Aubrac, le célèbre couple de résistants sans peur et sans reproches. Chauvy et son éditeur doivent verser de lourds dommages et intérêts (200 000 F) à chacun des époux. En plus de ces sommes, le jugement rendu par le tribunal condamne Gérard Chauvy et Albin Michel à des amendes de respectivement 60 000 F et 100 000 F.

Les époux Aubrac n'ont pas supporté que ce remarquable historien puisse remettre en cause la version de leur histoire héroïque durant la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, Chauvy n'a fait que mettre en évidence des faits et des dates qui sont utiles pour permettre une meilleure compréhension de l'histoire. Seulement voilà, au cours de ses recherches, l'historien a découvert que les témoignages des époux Aubrac contenaient de nombreuses erreurs de dates et que des événements ne s'étaient pas du tout déroulés comme ils l'avaient clamé sur tous les toits.

Accusé de révisionnisme par Lucie et Raymond Aubrac, Gérard Chauvy est pourtant réputé pour son sérieux et son professionnalisme, collaborant à des revues connues comme *Historia*. Pour Raymond Aubrac, ce livre porte atteinte à son honneur. Il semble oublier qu'il se rend coupable du même délit dont il se dit la victime quand il accuse René Hardy d'être l'homme qui a amené Barbie et la Gestapo à Caluires lors de la réunion qui permit l'arrestation de Jean Moulin. Rappelons que René Hardy a été jugé deux fois pour ces faits et qu'il a été innocenté deux fois par la justice.

En clair, Aubrac peut accuser quelqu'un de trahison mais personne n'a le droit d'émettre la plus petite opinion défavorable sur sa chère personne.

Le cinéaste américain Steven Spielberg croqué par Daniel Morgenstern pour le *Sunday Times*. En arrière-plan, l'acteur principal de son film *Amistad* qui retrace l'épopée d'un groupe d'esclaves qui parvient à se libérer mais qui tombe entre les mains des autorités américaines. Un mépris total pour l'histoire noyé sous un déluge de bons sentiments pour tenter de renouer le dialogue entre Juifs et Noirs aux Etats-Unis.

Les jeunes délinquants manquent d'encadrement

Devant l'essor de la violence commise par des collégiens, les pouvoirs publics ont mené une enquête afin de mettre sur pied les solutions adaptées à ce fléau qui touche de plus en plus de jeunes. Les conclusions du rapport rendu au premier ministre sont sans appel : la justice, les forces de l'ordre et l'éducation nationale manquent de moyens. Quant aux parents, ils assument de moins en moins leur responsabilité. Livrés à eux-mêmes, entraînés par des jeunes plus âgés, ils sombrent dans la petite délinquance.

Malheureusement, la justice croule sous le nombre des affaires en cours et n'a pas le temps de traiter tous les dossiers. Quand ils le sont, les décisions ne sont pas toujours exécutées : quatre mille mesures de justice concernant des mineurs sont en attente d'exécution parce que les éducateurs en mesure de les prendre en charge manquent cruellement.

Dans son rapport, la mission préconise des solutions plus fermes comme l'incarcération des mineurs délinquants. Pour cela, il faut que l'Etat modifie les conditions de détention des mineurs. Si cette mesure est adoptée, le contribuable va devoir verser son obole à cette bonne action. A-t-on pensé aux personnes spoliées par ces délinquants qui attendent parfois durant des années le remboursement des dégâts occasionnés par cette charmante jeunesse ?

La justice allemande contre-attaque

Suite aux propos tenus à Munich par Jean-Marie Le Pen, président du Front national, le parquet de Munich a demandé la levée de son immunité au parlement européen. Au cours d'une conférence de presse, M. Le Pen a déclaré que les chambres à gaz étaient « un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ». Si la demande de la justice allemande est acceptée par Strasbourg, une information judiciaire sera ouverte contre le président du Front national pour révisionnisme.

Le Royaume-Uni fait son « mea culpa »

Après la Suisse, voilà que le Royaume-Uni est accusé à son tour d'avoir confisqué des biens juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Apparemment, cette accusation était justifiée puisque le gouvernement de Tony Blair vient d'ouvrir une procédure d'indemnisation dotée de près de vingt millions de francs. Cet argent va servir à indemniser les personnes qui n'ont jamais récupéré les biens qu'elles avaient placés au Royaume-Uni avant la guerre.

Le procès Papon vu d'Allemagne

Les Allemands ont été étonnés d'apprendre la condamnation de Maurice Papon à dix ans de prison. Outre-Rhin, ce procès a suscité de nombreuses interrogations du fait que l'accusé était poursuivi pour des actions datant de près de cinquante ans. Mais ce qui a le plus frappé les Allemands, c'est que leurs compatriotes responsables de la déportation de milliers de Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas été condamnés à d'aussi lourdes peines en Allemagne.

Ceci a été rendu possible grâce à un arrêt de la Cour de cassation fédérale de 1956 qui a rejeté la responsabilité de ces fautes sur Hitler, Himmler et Heydrich. Ainsi, les auxiliaires nationaux-socialistes coupables d'avoir exécuté les instructions de leur hiérarchie n'ont été condamnés qu'à 15 ans de prison au grand maximum.

L'anniversaire de l'abolition de l'esclavage

Alors que commémorations et bons sentiments fleurissent un peu partout pour fêter le 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, des émissions de télévision et des articles rappellent que la traite des Noirs a permis en France à de nombreuses régions de s'enrichir grâce à ce commerce très rentable. Ainsi au XVIIe siècle, la ville de Nantes est le premier port de France pour la traite des Noirs avec près de 40% de la traite négrière et 1 800 expéditions organisées. En 1685, Louis XIV promulgue un édit qui définit l'esclave, hors de la métropole seulement, comme un « bien meuble ».

L'Eglise italienne et l'antisémitisme

Suivant l'exemple de leurs collègues européens, les prêtres italiens viennent de présenter leurs excuses avec un demi-siècle de retard à la communauté juive pour l'antisémitisme qui a régné en Italie sous le règne de Mussolini. Ils feraient bien mieux de relire les ouvrages consacrés à l'histoire de l'Eglise durant ces années difficiles. Ils diraient moins d'âneries.

BREVES

Les baisers interdits

Aux Etats-Unis, les acteurs noirs qui embrassent leurs partenaires féminines pour les besoins du scénario sont considérés comme des traîtres par leur communauté. Ce n'est pas tant le baiser qu'elle réprouve, mais la couleur de la peau de l'actrice. Pour les Noirs, il est inconcevable qu'un acteur de leur race embrasse une Blanche ou une Asiatique. Que diraient-ils si un Blanc embrassait une Noire et que toute la communauté blanche adoptait la même attitude ?

Vingt mille lieues sous les mers

Une découverte faite par des plongeurs dans l'océan Pacifique vient de mettre en émoi tout le monde scientifique. Contrairement à ce que pensaient les habitants de l'île de Yonaguni, les vestiges sous-marins situés près de leurs côtes ne sont peut-être pas dus à la nature. Pour le professeur Kimura, qui a été le premier scientifique à étudier le site et qui est géologue, la construction sous-marine qui fait près de 200 m de long et 150 m de large a été conçue par la main de l'homme. D'autres scientifiques se sont rendus sur les lieux et tous ont reconnu que l'érosion n'avait pas pu ériger un tel « monument ». Si cela se confirme, un peuple inconnu ayant une civilisation très avancée a fréquenté cette région il y a près de dix mille ans.

Hitler soutient la coupe du monde

A l'heure où les yeux du monde entier se tourne vers la France à l'occasion de la coupe du monde de football, les articles se multiplient dans la presse pour présenter le dernier grand événement sportif du siècle. Le *Apple Daily*, un journal chinois de Hong Kong, a publié un article où il présentait les équipes favorites pour cette compétition. A la page consacrée à l'équipe d'Allemagne, les maquettistes ont mis un portrait d'Adolf Hitler au-dessus des photographies de joueurs allemands. Comme le souligne la légende accompagnant le portrait du Führer, les footballeurs teutons ont « hérité du caractère intelligent, perspicace et inflexible du peuple allemand ». Cet article a été publié la veille de la commémoration de la « Shoah ».

Clinton n'est plus le patron

Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, a refusé de se rendre à Washington pour relancer le processus de paix avec les Palestiniens. Il est loin le temps où le président des Etats-Unis n'avait qu'à claquer des doigts pour se faire obéir de l'Etat hébreu.

Une bonne chose : deux chaînes de télévision juives

La Télévision française juive (TFJ) et Shalom Channel sont en négociation avec le bouquet numérique TPS. Si les pourparlers aboutissent, la communauté juive pourra avoir douze heures de programme avec des reportages et un journal. La France est le premier pays d'Europe à créer des télévisions juives.

ultra-orthodoxes israéliens sont scandalisés par cette affaire, d'autant qu'avec la victoire de leur sensuel compatriote, Israël va devoir organiser le prochain concours de l'Eurovision.

La Légion d'honneur pour les poilus australiens

Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants a déclaré que tous les soldats australiens ayant servi en France durant la Première Guerre mondiale allaient recevoir la Légion d'honneur. Aucune date n'ayant été fixée, il risque de ne plus y avoir de poilus vivants si la remise des décorations n'a lieu que dans quelques années.

Le baiser échangé entre l'actrice chinoise Ming-Na Wen et l'acteur fétiche américain Wesley Snipes a suscité la colère... des organisations noires des Etats-Unis qui ne supportent pas que les hommes de couleur aient des relations sexuelles avec des femmes blanches ou jaunes. En fait les noires américaines ont peur que le cinéma encourage les hommes noirs dans leur tendance à préférer les femmes d'autres races.

L'Etat palestinien et la femme du président

Les relations entre Israël et les Etats-Unis continuent de se détériorer. Récemment, Hillary Clinton a déclaré : « Je pense qu'il sera dans l'intérêt à long terme du Proche-Orient que la Palestine soit un Etat, (...) un Etat qui soit responsable du bien-être de ses citoyens, un Etat qui ait la responsabilité de fournir éducation, soins de santé et opportunités économiques à ses citoyens ». Les principales organisations juives ont protesté avec véhémence. Hillary ne sera jamais élue présidente.

Le transsexuel israélien

Alors que la communauté juive se targue d'être « le peuple élu », des membres de cette même communauté sont scandalisés parce que l'un des leurs a justement été « élu ». Dana International a remporté le concours de l'Eurovision sous les couleurs d'Israël. Le hic, c'est que cette personne est un transsexuel. Les

La discrimination raciale au travail

La commission des droits de l'homme vient de remettre un rapport soulignant que la discrimination raciale dans le travail est un phénomène largement répandu et qui prend de multiples formes. Cela va des petites annonces discriminatoires aux refus d'embauche, en passant par les « plaisanteries » de bureau. Pourtant, la France est dotée d'un dispositif juridique impressionnant pour lutter contre la discrimination. Le fait est qu'il est très difficile pour la victime d'établir la matérialité des faits ainsi que la preuve de l'intention discriminatoire. Dans ces conditions, il n'y a quasiment aucune condamnation dans ce domaine.

Telford Taylor est mort

Ancien procureur américain à Nuremberg et auteur d'un livre de souvenirs particulièrement manipulateur et mensonger, Telford Taylor vient de mourir le 23 mai 1998 dans un hôpital de New York. Lors du procès interallié de 1945 contre les grands dignitaires du IIIe Reich, Taylor a tenté de démontrer aux magistrats « sa vérité ». Vincent Reynouard et Carlos Porter ont mis à jour ses mensonges (voir leur livre p. 27).

L'intolérance du CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de licencier le directeur de la communication et des études en raison de ses liens avec l'extrême-droite. Patrice-Henry Duchêne est « coupable » d'avoir des liens d'amitié avec le couple Mégret. Depuis quand n'a-t-on plus le droit d'avoir une vie privée ?

La franc-maçonnerie anglaise au grand jour

Au Royaume-Uni, le ministre de l'Intérieur souhaite une plus grande transparence au niveau des fonctionnaires de la justice et de la police. Désormais, les nouvelles recrues devront mentionner si elles appartiennent ou non à une loge maçonnique. Cette décision fait grincer les dents des « frères » qui se voient ainsi obligés de violer le secret dont ils aiment s'entourer. Les noms des francs-maçons figureront sur un registre qui sera accessible au public.

Horacio
BORDO

19 novembre 1927
13 mai 1998

Dernier chef de presse du président Peron, administrateur du cinéma argentin, patriote sincère et ardent défenseur de la justice sociale. Ses amis le regrettent et leurs pensées l'accompagnent dans son dernier voyage vers la terre de l'éternelle jeunesse.

Fue cavando en su vivir su monumento.

HITLER SPEECHES AND PROCLAMATIONS 1932-1945
Max Domarus

Cet ouvrage traduit en anglais constitue le troisième volet d'une série de volumes consacrés aux discours et aux déclarations de Adolf Hitler. Après les années 1932-1934 (vol. I) et 1935-1938 (vol. II), Max Domarus a rassemblé l'essentiel des discours prononcés par le Führer du IIIe Reich au début de la Seconde Guerre mondiale (1939-1940). De nombreux commentaires et notes accompagnent cet imposant volume pour que le lecteur puisse avoir une idée précise du contexte de l'époque. A noter que cette édition anglaise contient de nombreux textes qui ne figurent pas dans l'édition allemande.

Le volume IV, retraçant les années 1941-1945, sera disponible à la fin de l'année.

Notons toutefois que les explications fournies par Domarus vont toujours dans le sens de l'histoire officielle dans sa version du jugement de Nuremberg. Par exemple, il ne tient pas compte des projets alliés dans l'origine de l'invasion de la Norvège par l'Allemagne. Il faut donc prendre les textes avec intérêt et laisser de côté les commentaires.

Hitler Speeches and Proclamations 1932-1945, vol. III (1939-1940), Max Domarus. Ecrire à Bolchazy-Carducci Publishers, Inc., 1000 Brown St., Wauconda, IL 60084, Etats-Unis. Les quatre volumes sont disponibles à l'unité ou en lot : vol. I (1932-1934), 810 F ; vol. II (1935-1938), 960 F ; vol. III (1939-1940), 1 080 F ; vol. IV (1941-1945), 1 110 F ; vol. I à IV, 3 960 F.

Ci-dessus : une photo d'Adolf Hitler prise au Reichstag le 1er septembre 1939. Le Führer va déclarer la guerre à la Pologne dans quelques minutes. Max Domarus a réuni l'ensemble des déclarations de cette période charnière de la Seconde Guerre mondiale dans le troisième volume de sa série (1939-1940).

LE RETOUR DES « 200 FAMILLES »
Henry Coston

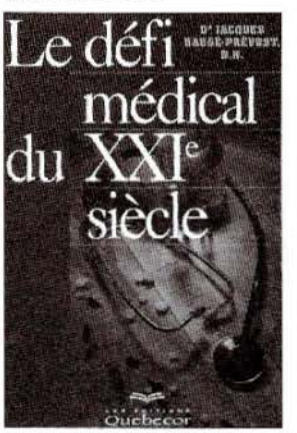
L'économie française est contrôlée par une minorité de familles qui gère le patrimoine national. Le pouvoir de décision de ces financiers et de leurs représentants dans les hautes sphères de la politique et de l'économie est loin d'être négligeable car ce sont eux qui font en réalité la pluie et le beau temps en France. En fait, le vrai pouvoir appartient à ces « 200 familles », certaines d'entre elles possédant des pans entiers de l'économie. Henry Coston lève le voile sur ces puissants personnages et sur leurs relations avec les grands de ce monde dans la réédition de son livre. La famille Rothschild en est un exemple : les Rothschild possèdent des parts importantes dans cinq établissements financiers, quatre compagnies d'assurance, une société d'investissement et des compagnies pétrolières, etc. Lors de sa sortie, ce livre fit beaucoup de bruit car il mettait dans la lumière certains acteurs de la vie économique qui ne cherchaient que l'ombre et l'intimité pour continuer d'étendre leur emprise sur le pays. Bien que datant de près de quarante ans, ce livre est toujours d'actualité.

Le retour des « 200 familles », Henry Coston. Publications Henry Coston, BP 92-18, 75862 Paris cedex 18. 120 F.

LE RACISME JUDICIAIRE
François Brigneau

Lettre ouverte à Jacques Toubon du temps où il occupait le siège de ministre de la Justice, François Brigneau met en lumière la justice sous un jour que peu de gens connaissent. Enfin si, pas mal de personnes savent ce qu'est le véritable visage de la justice mais ces individus y sont obligés dans la mesure où ils sont fréquemment confrontés aux incompréhensions du ministère de la Balance. L'équité est un dogme que bon nombre de juges et de tribunaux n'appliquent pas si vous êtes du mauvais côté de la barrière. Ceux qui fustigent le pouvoir et les bien-pensants apprennent alors à leurs dépens ce qu'est la justice dans le pays des droits de l'homme : délit d'opinion, délit de presse, délit de révisionnisme, etc. Où est la justice quand l'Assemblée nationale vote l'amnistie pour les élus qui ont produit de fausses factures ? Elle est aux abonnés absents. En revanche, un discours contre l'immigration risque de faire la une de l'actualité et la justice se fera alors un malin plaisir de condamner l'importun. Dès lors, il apparaît que le symbole de la justice est bien choisi. Il faut seulement rectifier quelque chose : elle penche plus d'un côté que de l'autre.

Le racisme judiciaire (1944-1997), François Brigneau. Publications FB, 5 rue Fondary, 75015 Paris. 120 F.



LE DEFI MEDICAL DU XXIe SIECLE
Dr Jacques Baugé-Prévost

Quelle médecine pour le troisième millénaire ? Alors que les progrès scientifiques ont permis de soigner de nombreuses maladies, le Dr Baugé-Prévost s'interroge sur le devenir de la médecine. Champions du monde pour la consommation des médicaments et des tranquillisants, les Français sont de plus en plus dépendants des pilules et des cachets – quand ce n'est pas d'autres drogues – qui ont une influence sur le métabolisme et sur le comportement de l'individu. Tout ceci cache en réalité le stress et l'anxiété qui gangrènent la société. Naturothérapeute de renommée mondiale, le Dr Baugé-Prévost estime que les maladies du XXIe siècle seront surtout des affections nerveuses et mentales. Pour répondre à l'essor de ces nouvelles maladies, quelle médecine est la plus appropriée ?

Le défi médical du XXIe siècle, Dr Jacques Baugé-Prévost. Editions Quebecor, 7 chemin Bates, Bureau 100, Outremont (Québec), Canada.

MENTEUR A NUREMBERG
Carlos Porter et Vincent Reynouard

Procureur américain au procès de Nuremberg, Telford Taylor a publié un livre intitulé *Procureur à Nuremberg* en 1992. Qui mieux que lui pouvait dépeindre les audiences et expliquer le déroulement de ce procès amené à faire date dans l'histoire ? A la sortie du livre, les critiques positives pleuvent, tout le monde encense l'*opus* de Taylor à grands renforts de superlatifs et d'articles pompeux.

Vincent Reynouard et Carlos Porter se sont penchés sur cet ouvrage et leurs conclusions sont sans appel : certains passages du livre ne correspondent pas à la réalité. S'appuyant sur les comptes rendus des audiences du procès de Nuremberg des grands criminels nazis, les deux compères ont mis à jour des mensonges et des impostures flagrantes. Profitant de son honorabilité, l'ancien procureur adjoint des Etats-Unis a falsifié plusieurs passages, faisant dire aux témoins et aux accusés allemands des choses qui curieusement n'apparaissent pas dans les procès-verbaux des audiences. (voir en particulier les passages relatifs au Feldmarschall Erich von Manstein). Est-ce une volonté délibérée de faire de la propagande pour les Alliés ou bien des trous de mémoire passagers qui sont à l'origine de cette « révision » de l'histoire ? (à moins que ce ne soit les deux).

Menteur à Nuremberg, Carlos Porter et Vincent Reynouard. Pour obtenir gratuitement le catalogue des publications, écrire à l'ANEC, BP 21, F-44530 Saint-Gildas-Des-Bois.

Publicité

L'AUTRE HISTOIRE

125 F. Numéro hors-série. Juin 1998.

Mark Weber

LA FACE CACHÉE DE NUREMBERG

Une occasion à ne pas manquer !

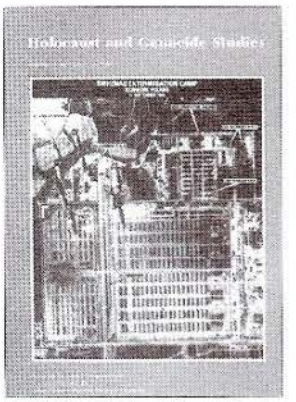
La revue *l'Autre histoire* vient de publier ce numéro hors-série de 128 pages, broché, écrit par l'historien américain de renom Mark Weber.

Avec plus de 80 illustrations et documents abondamment légendés, ce livre est un véritable pavé dans la mare. Le lecteur y trouvera de nombreuses révélations concernant le procès.

- La reproduction de faux documents à charge.
- Le nom d'un espion français, n° 2 de l'Abwehr, qui trahissait depuis 1938 et dont la déposition à Nuremberg fut accablante.
- Les irrégularités du procès. Notamment les menaces et les brutalités infligées aux prisonniers et aux témoins.
- Vous découvrirez comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, l'ancien commandant du camp d'Auschwitz et vous verrez la reproduction des documents originaux de ses « confessions ».

Ce numéro hors-série de *l'Autre histoire* est vendu au prix de 125 F (plus 30 F de participation aux frais de port), soit 155 F.

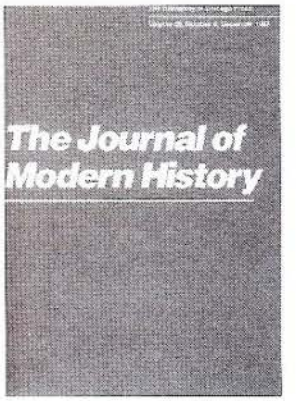
L'Autre histoire – 35134 Coësmes



HOLOCAUST AND GENOCIDE STUDIES

Les Alliés auraient-ils pu bombarder le camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau et empêcher ainsi la mort des détenus ? Alors que beaucoup de spécialistes estiment qu'il était impossible pour les Alliés de procéder à une quelconque opération sur le camp en 1944, d'autres chercheurs viennent contrebalancer l'argumentation des tenants de la propagande officielle. Pour ces historiens, bombarder Auschwitz-Birkenau n'était pas une opération plus difficile qu'une autre. Les différents bombardements alliés de la Seconde Guerre mondiale ont clairement démontré que les escadrilles de bombardiers pouvaient frapper des objectifs militaires de petite taille quand ils le voulaient. Il faut donc chercher l'explication ailleurs et on découvre ainsi que ce qui a fait avorter l'opération aérienne sur le camp, c'est l'absence de volonté des principaux responsables des opérations.

Holocaust and Genocide Studies. Ecrire à Journals Marketing, Oxford University Press, Great Clarendon Street, Oxford OX2 6DP, Angleterre. 260 F pour trois numéros.

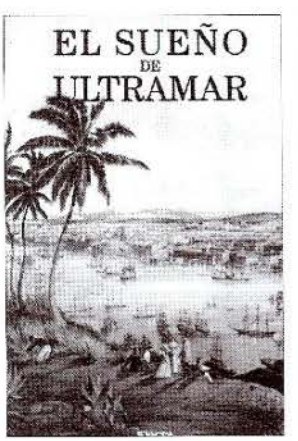


THE JOURNAL OF MODERN HISTORY

Lorsque le Directoire prend le pays en main, celui-ci est en proie à l'insécurité. Des pillards sévissent dans les campagnes et s'en prennent aux petits villages. Après le coup d'Etat du 9 thermidor, Bonaparte arrive à la tête du pays. Pour stopper ces bandes, le futur empereur met au point de nouvelles méthodes de police. Howard G. Brown retrace cette lutte contre les brigands de 1797 à 1802.

Les relations germano-soviétiques et les origines de la Seconde Guerre mondiale font l'objet de multiples recherches et les découvertes sont nombreuses. En mai 1941, les renseignements britanniques ont intercepté des messages allemands et ils ont conclu qu'il est peu probable que Hitler se risque à attaquer l'Union soviétique. Pour les Anglais, si une attaque se produit, ce n'est que pour forcer Staline à négocier le partage des territoires conquis entre 1939 et 1941. Rien de plus.

The Journal of Modern History (4 numéros par an). Ecrire à University of Chicago Press, PO Box 37005, Chicago, Ill. 60637, Etats-Unis.



EL SUEÑO DE ULTRAMAR
Juan Pando Despierto (coll)

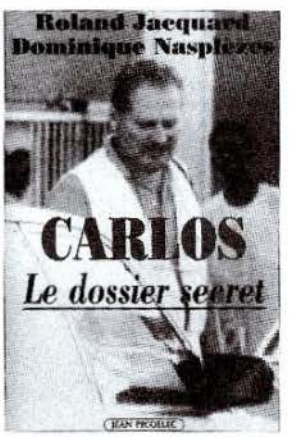
Il est rare qu'une exposition donne naissance à un album aussi réussi. D'une grande richesse iconographique, cet ouvrage étudie en détail le cruel conflit de 1898 qui a opposé l'Espagne aux Etats-Unis d'Amérique. Avec intelligence, il éclaire une page obscure de notre histoire. Ce livre mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Espagne et des pays hispaniques.

El Sueño de Ultramar, 180 pages, Editorial Electa, Nuñez Morgado 11, 28036 Madrid, Espagne. ISBN 84-8156-184-3.

CARLOS, LE DOSSIER SECRET
Roland Jacquard
et Dominique Nasplèzes

Illitch Ramirez-Sanchez, dit Carlos, intrigue, déconcerte mais il ne laisse personne indifférent. De ses actions d'éclat à son arrestation rocambolesque au Soudan par les services français, ce livre retrace la carrière de celui que les médiats ont appelé « le plus dangereux terroriste du monde ». Activement recherché par toutes les polices occidentales durant plus de vingt ans, l'homme réussit à échapper à tous ses poursuivants jusqu'en 1994. Incarcéré à la prison de Fresnes, ce soldat révolutionnaire a été jugé en 1997 pour le triple assassinat de la rue Toullier. De nombreux documents inédits illustrent l'ouvrage (faux passeports, comptes-rendus de la DST, fiche d'Interpol, etc.).

Carlos, le dossier secret, Roland Jacquard et Dominique Nasplèzes. Edition Jean Picollec, 170 F.



LE PROCES DE LA LIBERTÉ
Roger Garaudy
et Me Jacques Vergès

L'ouvrage de Roger Garaudy, *les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, lui a valu de nombreuses critiques en France. Le pays des droits de l'homme a d'ailleurs été le seul (sur 23 pays où le livre est paru) à traduire le philosophe devant la justice. Le tribunal correctionnel de Paris a condamné Roger Garaudy à payer une forte amende. Pour la justice française, l'auteur s'est rendu coupable d'avoir bafoué la loi Fabius-Gayssot. Roger Garaudy et son conseil reviennent sur ce procès où ils dénoncent les manœuvres et les mensonges des parties civiles.

Le Procès de la liberté, Roger Garaudy et Me Jacques Vergès. Editions Vent du Large, 1 avenue Alphand, 75116 Paris.

LES PARAS COLO EN INDO

3e BCCP INDOCHINE 1948-1950 de Cyril Bondroit

Le 3e Bataillon Colonial de Commandos Parachutistes a fait honneur à l'armée française sur tous les terrains où il a été envoyé. Ce bataillon légendaire s'est illustré lors de la guerre d'Indochine, notamment au cours de l'opération aéroportée qui a eu pour objectif la citadelle de Dong Khé.

Cette forteresse vient d'être prise par les troupes du Viêt-minh après d'âpres combats. Malgré leur courage, les troupes françaises ont dû renoncer à la lutte. Ordre est alors donné au 3e BCCP d'intervenir. Le 27 mai 1950 à 17 h 45, les premiers parachutistes sont largués au-dessus de Dong Khé. L'effet de surprise est total : les Viêts se défendent comme ils le peuvent mais ils ne réussissent pas à endiguer l'attaque des militaires français. Au soir de ce 27 mai, le drapeau tricolore flotte à nouveau sur la citadelle.

Ce bataillon a vu passer des militaires de renom comme le général Bigeard et a fait honneur à sa devise : « Descendre partout pour s'élever toujours ». Cette brillante unité a été citée deux fois à l'ordre de l'armée.

Pour la première fois, un livre est entièrement consacré à l'histoire du 3e BCCP. Les hommes et les faits d'armes qui ont fait la gloire de ce bataillon sont racontés avec beaucoup de verve par l'auteur. De nombreuses photographies illustrent ce très beau livre.

3e BCCP Indochine 1948-1950, Cyril Bondroit. Ecrire à Hexagone Publications, 7 rue de Bourgogne, 75007 Paris.

Ci-dessous : les soldats du 3e BCCP se préparent à partir pour Dong Khé. A 16 h 20, les JU 52 et les Dakota décollent avec à leur bord 464 parachutistes.
En bas : défilé d'une section du bataillon dans les rues de St Brieuc. Créé le 1er janvier 1948, le 3e BCCP est établi en garnison dans le chef-lieu de ce qui s'appelait alors les Côtes-du-Nord (aujourd'hui Côtes d'Armor). De nombreux jeunes sont venus à la caserne Charner de St Brieuc dans l'espoir d'être incorporés au sein du célèbre bataillon.

REVUES EN REVUE

Le Bulletin célinien

En cette fin de siècle, l'œuvre de Louis-Ferdinand Céline connaît un regain d'intérêt, notamment aux Etats-Unis où les romans du grand écrivain sont maintenant disponibles en collection de poche. Marc Laudelout a brillamment organisé la journée Céline du 4 avril dernier. Au cours de cette manifestation se sont succédées des projections, des conférences et des lectures d'œuvres de Céline. De nombreux intervenants comme François Gibault ont animé cette journée placée sous le signe de l'amitié. Dans l'actualité littéraire citons entre autres les *Lettres de prison* (présentées par François Gibault) et un cinquième tome consacré au Céline épistolier dans la Pléiade.

Le Bulletin célinien, mensuel, BP 70, B 1000 Bruxelles 22, Belgique. 250 F pour 11 numéros (chèque bancaire ou postal à l'ordre de M. Laudelout).

Faits et Documents

Les machines à sous contribuent pour une bonne part au chiffre d'affaires des casinos. Un homme a compris tout l'intérêt des bandits-manchots : Isidore Partouche. Emmanuel Ratier dresse le portrait de cet homme inconnu du grand public qui possède près de deux mille machines à sous dans ses différents casinos.

Grand journaliste d'investigation, Emmanuel Ratier a enquêté sur cet homme travaillant en famille et qui possède une fortune estimée à près de deux milliards de francs.

Au sommaire du numéro 48, mentionnons aussi un dossier consacré à un questionnaire sur les droits humains distribué aux élèves des écoles sur l'initiative du ministère de l'Education wallon afin de réaliser une Charte des Droits Humains. Un document ahurissant qui dévoile les ravages du politiquement correct.

Faits et Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09. Abonnement annuel (21 numéros + un index) 495 F.

Nachrichten der HNG

Cette revue apporte son soutien aux prisonniers politiques en Allemagne et à l'étranger.

Nachrichten der HNG publie la liste de nombreux détenus avec leurs adresses pour que les personnes intéressées puissent correspondre avec eux et leur apporter un soutien moral. Entretiens, dernières nouvelles judiciaires et courrier des lecteurs complètent cette revue. Nous regrettons que la liste des prisonniers se limite aux hétérodoxes de droite et néglige ceux de gauche, les nationalistes identitaires et les prisonniers politiques étrangers.

Nachrichten der HNG, écrire à Ursef Müller, Sägewerk 26, D-55124 Mainz-Gonsenheim.

Lectures françaises

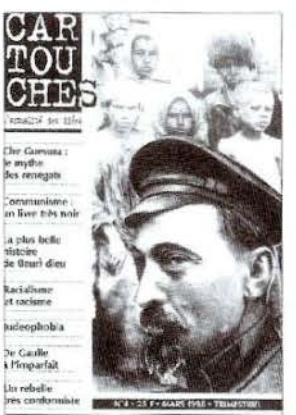
Le dossier de ce numéro est consacré au Front national et à la campagne de presse qu'il subit. Pour contrer la montée du parti de la droite radicale, la stratégie de la gauche et des libéraux français est claire : faire peur aux électeurs pour qu'ils ne soient pas tentés par le « diable ». Quoi de mieux que des exemples forts pour discréditer le parti de J.-M. Le Pen aux yeux de l'opinion. Pour jeter le trouble, la gauche annonce le retour du gouvernement de Vichy et des camps de concentration. Elle compte sur cet amalgame pour faire échec à la progression du Front national Cette stratégie a permis de ralentir la progression de ce parti dans les milieux de la bourgeoisie conformiste. *Lectures françaises* revient aussi sur les élections des présidents de région et dresse quelques portraits dont ceux de Charles Millon, Charles Baur et Jacques Blanc.

Lectures françaises. SA D.P.F., BP 1, 86190 Chiré-en-Montreuil. Abonnement pour un an, 290 F.

Cartouches

Après une longue attente de six mois, le nouveau *Cartouches* vient de paraître. Le thème principal de ce numéro est le communisme (Che Guevara, *le Livre noir du communisme*, « Pourquoi nazisme et communisme sont comparables »). A noter les nombreuses pages consacrées aux dernières nouveautés parues en librairie et les brèves de la rubrique *vu, lu, su*. Cette revue est probablement l'une des mieux faites et des mieux mises en page de la presse non-conformiste. Nous en recommandons vivement la lecture. N'hésitez pas à demander un spécimen de notre part.

Cartouches. GRECE, 99-103 rue de Sèvres, 75006 Paris. Abonnement pour un an, 90 F.



Un

L'Union européenne a adopté la monnaie unique, l'euro. De fait, toutes les monnaies nationales vont disparaître d'ici juillet 2002. Dans son dernier numéro, *Un* s'interroge sur ce que Bruxelles réserve encore comme mauvaises surprises. Pour cette revue allemande, l'adoption de la monnaie unique ne constitue que la première étape d'une Europe où les pays vont perdre peu à peu de leur souveraineté. Outre-Rhin, l'abandon du mark est mal vécu car cette monnaie symbolise le renouveau de l'économie allemande de l'après-guerre.

Un, Postfach 1826, D-55388 Bingen (Rhein), Allemagne.

Vlaams Blok

Le scandale Marc Dutroux fait la une de la dernière livraison du journal nationaliste flamand. L'évasion rocambolesque en Wallonie du pédophile a montré une nouvelle fois les carences du système judiciaire du royaume de Belgique. Apparemment, les marches blanches et les nombreuses pétitions n'ont servi à rien. Au sommaire également l'anniversaire de mai 68 et l'accord de paix conclu en Irlande du Nord.

Vlaams Blok, Van Maerlantstraat 14, B 2060 Antwerpen.

Spearhead

Cette revue anglaise met l'accent dans son dernier numéro sur les raisons invoquées par le premier ministre britannique Tony Blair pour justifier l'alliance militaire avec les Etats-Unis au cours du conflit mettant aux prises Saddam Hussein et les Nations unies. Visiblement ses rédacteurs n'ont pas été convaincus. Tony Blair a assuré que l'Irak constituait une menace alors que le potentiel militaire irakien a été maîtrisé par les inspecteurs des Nations unies. Est-ce que l'Irak menaçait le Royaume-Uni ? Les membres du British National Party ont clairement démontré que non. Pour eux, cette intervention a été dictée par des intérêts économiques. *Spearhead* revient aussi sur la politique économique du premier ministre et sur la crise du secteur agricole britannique.

Spearhead, PO Box 117, Welling, Kent DA16 3DW. Douze numéros pour 250 F.

REVUES EN REVUE

Ganpac Brief
Dans ce numéro, un ancien membre des Waffen-SS raconte ses souvenirs des derniers combats de la Seconde Guerre mondiale (l'histoire est relatée sur plusieurs numéros). On trouve aussi un article intéressant sur l'influence sioniste aux Etats-Unis au moment du conflit dans le Golfe. Selon la revue, le lobby juif a joué un grand rôle dans la prise de décision du président Bush de mettre sur pied une véritable armada pour attaquer l'Irak de Saddam Hussein.
Ganpac Brief, German-American National Public Affairs Committee, PO Box 11124, Pensacola, FL 32524-1124, Etats-Unis.

GANPAC BRIEF

Good Bye, President Clinton

Foi transmise et sainte tradition
Il y a quelques mois, les moines orthodoxes ont effectué un pèlerinage en Palestine. Ils ont visité notamment le monastère de la Trinité à Mambré et Bethléem. Les moines se sont aussi recueillis au tombeau du Christ et au puits de Jacob. De nombreuses photos illustrent ce voyage. Le journal orthodoxe rappelle que 1998 est l'année Saint Lezer. Cet évêque a été un des pères du concile d'Agde en 506 où fut rétablie la discipline ecclésiastique. Saint Lezer est mort en 548 après une vie exemplaire.
Foi transmise et sainte tradition, monastère orthodoxe de l'Archange Michel, 47230 Lavardac.

Ci-dessus : photographie du pèlerinage des moines orthodoxes à St Georges de Lod. Photo extraite de la revue *Foi transmise et sainte tradition*.

H.R.P. Videos

H.R.P. Videos

Ce distributeur britannique de vidéos propose une large gamme de produits. Certains films datent de plus de cinquante ans et ont été réalisés avec les moyens techniques des années trente et quarante. L'intérêt historique de ces titres est indéniable : ils montrent les événements tels qu'ils ont été vécus à l'époque.

Nous signalons toutefois à nos lecteurs que pour des raisons bien compréhensibles, certains films présentent des défauts en matière de son et d'image car les films d'origine ont été abîmés au fil des années.

Quelques titres disponibles

- The History of the Waffen SS 1923-45.
- Hitler - A Career (avec des scènes datant de 1934).
- Olympia 1936 (les Jeux olympiques de Berlin).
- Léon Degrelle, autoportrait d'un fasciste.

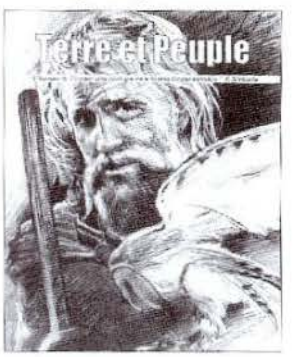
H.R.P. Videos PO Box 62, Uckfield, Sussex, TN22 1ZY, UK. (Grande-Bretagne).

Chaque vidéo coûte 15 £ (environ 150 F) plus les frais de port qui sont de 3 £ par cassette pour l'Europe (30 F).

David Irving's Action Report
Destinée aux donateurs qui lui permettent de poursuivre ses recherches, cette lettre mensuelle fait le point sur l'actualité holocaustique. Dans son dernier numéro, David Irving aborde la question de l'or suisse et le débat autour du livre de Daniel Goldhagen *les Bourreaux volontaires de Hitler*. L'historien britannique se penche aussi sur le cas du faussaire Gregory Douglas qui vient de publier un livre consacré à Heinrich Müller, l'un des chefs de la Gestapo. Cet ouvrage qui se présente comme la traduction des interrogatoires de Müller par les Américains est une escroquerie. Müller est mort sans être capturé.
Pour recevoir la lettre de David Irving, envoyer vos dons à DIFF, PO Box 1707, Key West, FL 33041.

Eléments
En cette fin de siècle, le multiculturalisme refait surface : chaque communauté tente de remettre au goût du jour ses différences ethniques, culturelles ou religieuses. Alors que la mondialisation augmente chaque jour davantage, on assiste paradoxalement à une volonté individuelle et collective de se différencier de la masse. Ce sujet fait l'objet du dossier d'*Eléments*. Vichy, Céline et Darwin constituent quelques-uns des autres thèmes du dernier *Eléments*.
Eléments, 41 rue Barrault, 75013 Paris. Abonnement de 140 F pour un an.

Enquête sur l'histoire
Le numéro de mars-avril 1998 s'intéresse aux services secrets. Pour être informé sur tout ce qui se passe dans le monde, y compris dans les pays amis, les gouvernements disposent de services qui agissent dans l'ombre. Qu'ils s'appellent CIA, Mossad ou DGSE, ils n'ont qu'un but : recueillir des informations et agir dans le plus grand secret pour sauvegarder les intérêts de leurs États respectifs. De nos jours, l'espionnage traditionnel est dépassé. L'essor de l'informatique et la naissance d'Internet permettent aux services secrets d'avoir accès à des milliards d'informations en très peu de temps. Aujourd'hui, les espions les plus recherchés ne sont plus les « James Bond » mais les génies de l'informatique qui réussissent à entrer dans les ordinateurs les mieux protégés de la planète.
Enquête sur l'histoire, 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Six numéros par an pour 195 F.



Terre et peuple
Qu'on se le dise, l'identité gauloise n'est pas morte. Pierre Vial et son équipe en apportent la preuve avec le dernier numéro de *Terre et peuple* qui s'intitule : « Nous les Gaulois ». Nous apprenons ainsi que le mot latin *Sabiniacus* (lequel est à l'origine des noms des communes de Savigna, Savignac ou Sévigny) est un dérivé du patronyme gaulois *Sabinius*. Et ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Pierre Vial donne une foule de renseignements sur la patrie gauloise (mythe fondateur, mémoire d'un peuple).
Terre et peuple, 157 route de Genas, 69100 Villeurbanne.

National Journal
Hebdomadaire spécialisé dans la politique américaine, *National Journal* s'adresse à un public maîtrisant la langue anglaise et qui s'intéresse au fonctionnement pratique de la démocratie américaine. L'influence des lobbies, les coulisses du Congrès, etc., cette revue apporte des renseignements que l'on ne trouve pas ailleurs. Il s'agit d'une lecture obligée pour comprendre les coulisses de Washington et de la Maison Blanche.
Ecrire à *National Journal*, Circulation Department, 1501 M St N.W., 20005 Washington, D.C. Etats-Unis. 6000 F pour un abonnement d'un an.

BREVES

La Chine et les droits de l'enfant

Agé de 9 ans, Gendhun Choekyi Nyima se trouve aujourd'hui en détention. Ce prisonnier politique peu ordinaire n'a pourtant commis aucun crime. Pékin le garde sous haute surveillance parce que le dalaï-lama l'a reconnu en mai 1995 comme étant la réincarnation du panchen-lama. Aussitôt, ce petit Tibétain et sa famille disparaissent. Depuis juillet 1995, personne n'a revu le jeune garçon et sa famille.

Pour asseoir leur domination sur le Tibet, les Chinois s'efforcent de détruire la culture et la religion tibétaines en supprimant les symboles les uns après les autres. Après les atteintes aux droits de l'homme, voilà que ce sont les droits de l'enfant qui sont bafoués. A 9 ans, Gendhun a déjà passé trois ans de sa vie en détention.

gros titres dans la presse : il y avait longtemps qu'un écrivain inconnu et de surcroît auteur d'un premier roman n'avait pas eu droit à un tel tintamarre médiatique.

Il est amusant de remarquer que la jeune Mazarine a bien retenu les leçons de son père en matière d'opportunisme. Pour vendre le livre, sa maison d'édition a organisé interviews et plateaux télés à la file. Tous les moyens sont bons pour gagner de l'argent, y compris les médiats.

Le hic, c'est que la miss Pingeot se plaint que les médiats rendent sa vie impossible. Pourtant, quand ça l'arrange, elle est bien contente de voir sa frimousse orner les unes des magazines. Qui sait si son livre se vendrait sans le concours des médiats ? En tout cas, si elle écrit un second roman, un titre s'impose : *l'Opportuniste*.

de base-ball, avaient frappé des personnes qui assistaient à la conférence donnée à la mémoire de l'écrivain Saint-Loup. Outre les peines mentionnées plus haut, la justice les a condamnés à verser 2,5 millions de francs de dommages et intérêts aux victimes.

La droite nationaliste allemande se relève

Grâce au score de 13,2% obtenu lors des dernières élections régionales, le parti d'extrême-droite Deutsche Volksunion (DVU) va faire son entrée pour la première fois de son histoire dans un parlement régional à l'Est. Dans cette région fortement touchée par le chômage, les slogans de la DVU ont séduit de nombreux électeurs. D'après un récent sondage effectué dans les länder de l'Est, 48% des gens pensent que les étrangers prennent le travail des Allemands.

chée d'irrégularités et pourtant il entérine le résultat. Y aurait-il deux poids, deux mesures ?

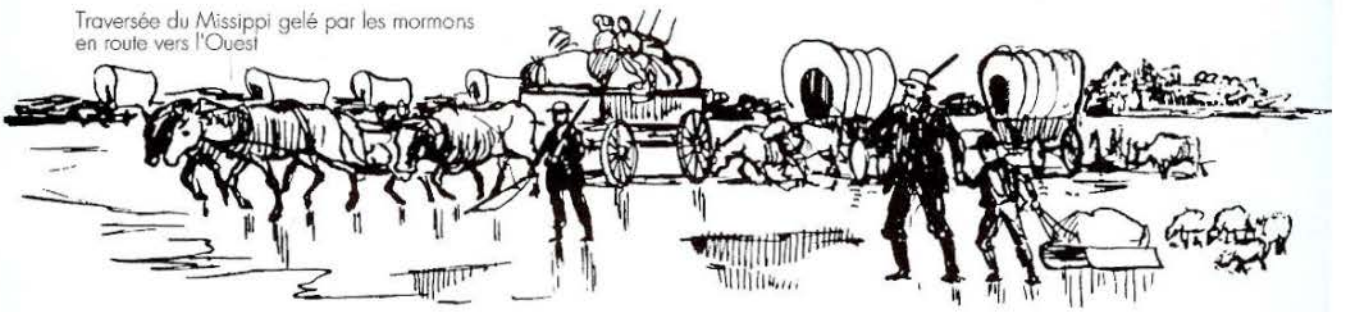
Comment faire fortune avec mai 68

Au cours de ce beau mois de mai 1968, les événements s'accélèrent en France et le pouvoir est vite dépassé. Chaque jour, de nouvelles affiches apparaissent et commentent les derniers faits qui viennent de se produire. Près de 700 affiches différentes sont ainsi créées. Un collectionneur a pu en réunir 160 qu'il va mettre aux enchères à Chartres. Les estimations oscillent entre 200 et 2 000 F mais anniversaire oblige, les enchères risquent de monter.

Des vacances fructueuses

Pour permettre à des jeunes issus de « milieux défavorisés » de partir en vacances, des associations ont vu le jour et elles

Traversée du Missippi gelé par les mormons en route vers l'Ouest



Des mormons polygames

Aux Etats-Unis, de plus en plus de mormons sont polygames. Certains sont contraints de construire des habitations sur mesure pour abriter tout ce joli petit monde : ainsi un homme a bâti une maison avec 37 salles de bain et 31 chambres pour loger ses dix femmes et ses vingt-huit enfants. Tous les mormons ne sont pas d'accord avec cette façon de vivre et de nombreux polygames voient leurs relations avec leurs proches devenir tendues. Les polygames ont au moins une raison d'être heureux : si ils se disputent avec une de leurs femmes, il y en a toujours au moins une pour les consoler.

La fille de François Mitterrand se lance dans l'édition

Auteur d'un premier roman qui s'appelle *Premier Roman* (c'est original), la jeune Mazarine Pingeot s'affiche dans tous les médiats pour faire la promotion de son opuscule. Emission à 19 h sur TF1 avec Michel Field,

Le Mossad en déroute

Après l'échec de la tentative d'assassinat en Jordanie du chef politique du Hamas, le patron des services secrets israéliens vient de démissionner de ses fonctions. On peut dire qu'il est parti au bon moment puisque le Mossad a encore fait parler de lui en Suisse au cours d'une nouvelle opération. Cette fois-ci, la cible des agents israéliens était les locaux de la mission iranienne auprès des Nations unies à Genève. La police helvétique a arrêté l'un des cinq hommes qui composait le commando. Devenu la risée du monde, le Mossad réfléchira sans doute à deux fois avant de préparer une nouvelle opération clandestine.

Deux militants du Betar condamnés

Présents à chaque procès mettant en cause des révisionnistes, deux militants extrémistes du Betar viennent d'être condamnés à six mois de prison ferme ainsi qu'à la privation de leurs droits civils, civiques et familiaux. Ces deux nervis sionistes, armés de battes

Cinquantenaire de la mort de Leclerc

Le maréchal Leclerc a eu droit à une cérémonie retransmise à la télévision à laquelle assistait le président de la République. Pour la seconde année consécutive, *le Figaro* a consacré une pleine page au libérateur de Paris sans faire la moindre allusion au crime de guerre dont Leclerc s'est rendu coupable après la signature de l'armistice, à savoir l'exécution de prisonniers blessés alors que la guerre était finie. A l'heure où l'on parle de devoir de mémoire, il y a là quelque chose d'indécent.

Le Conseil constitutionnel : deux poids, deux mesures

Jean-Marie Le Chevallier, le seul député Front national au palais Bourbon a vu son élection invalidée par les neuf membres du Conseil constitutionnel pour avoir dépassé le plafond des dépenses autorisées pour sa campagne électorale. Dans le même temps, ce même Conseil constitutionnel reconnaît que l'élection de M. Tibéri est enta-

envoient chaque année des milliers de jeunes découvrir la mer ou la montagne. Le problème, c'est que les vacances ne se passent pas toujours comme les organisateurs l'avaient prévu. Ainsi de jeunes bénéficiaires d'un programme de vacances ont profité de leur séjour payé par leur mairie (et donc par le contribuable) dans une cité balnéaire pour commettre plusieurs vols. Quelques mois plus tard, la mairie leur a payé d'autres vacances, au ski cette fois-ci. Heureux hommes !

L'université Lyon III encore accusée

Depuis novembre, des associations étudiantes confessionnelles mènent campagne contre l'institut d'études indo-européennes de Lyon III qu'elles soupçonnent d'être un laboratoire idéologique du Front national. Ségolène Royal a indiqué qu'une expertise des centres de recherches de Lyon III avait été diligenté (la troisième depuis 1992). A noter que les deux premières n'ont rien révélé de particulier.

DES « ANTISÉMITES » DÉMASQUÉS

Le dernier livre du tandem Randa - Gaucher aborde un sujet sulfureux : l'antisémitisme de gauche. Des personnalités insoupçonnables figurent au rang des « victimes » de cet ouvrage amené à faire du bruit dans le monde des bien-pensants.

Oui, l'antisémitisme existe « à gauche » aussi !

Pour s'en convaincre, il suffit de lire un ouvrage qui vient de paraître aux éditions Déterna : *Les « Antisémites » de gauche*. Ses auteurs ? Roland Gaucher, ancien directeur de *National-Hebdo* et du *Crapouillot* et Philippe Randa, auteur de plusieurs documents sur la police et les grands criminels (Weidmann, Mesrine) et plus récemment d'un *Dictionnaire commenté de la Collaboration française*.

Décidément, l'heure est au grand déballage sur la monstrueuse tragédie du communisme. Après le *Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois consacré pour une large part aux millions de victimes de l'Ordre rouge, *les « Antisémites » de gauche* dévoile une nouvelle face de cette idéologie et de ses avatars : celle de son antisémitisme latent et, à de nombreuses reprises, meurtrier.

Gageons que cet ouvrage ne va pas plaire aux pointilleux garde-chasses de la pensée unique. Révéler la vérité sur le « camp du progrès », c'est faire le jeu du fascisme, n'est-ce pas ? C'est-à-dire faire celui du Front national... dont les dirigeants historiques ont toujours dénoncé, souvent seuls contre tous, la vaste escroquerie morale des enfants, petits-enfants, héritiers et disciples de Gracchus Babeuf et de Karl Marx.

Ci-dessus : la couverture du livre de Randa et Gaucher. Des citations, entre autres, de Serge Gainsbourg et de Simone Weil, illustrent cet ouvrage.

« En Russie ne doivent gouverner que des Russes. Chez nous, où que l'on se tourne, on tombe soit sur un Juif, soit sur un Juif qui feint de ne pas l'être ». De qui est cette constatation peu amène pour les enfants d'Abraham ? D'un enseignant à Moscou en 1991 ! Son nom ? Evgueni Iakovlevitch Djougachvili, le propre fils de Joseph Staline !

Des citations « étonnantes » comme celle-ci, les deux auteurs les ont multipliées dans un chapitre de leur ouvrage, qui, divisé en six parties, n'est certes pas exhaustif – il faudrait consacrer au sujet une véritable encyclopédie –, mais tente néanmoins de ne laisser dans l'ombre aucune facette de l'antisémitisme à gauche.

Sont ainsi traités les écrivains, les théoriciens, les communistes, les gauchistes, les « affaires » (c'est-à-dire les scandales qu'ont déclenchés en leur temps Paul Rassinier, député et ancien responsable SFIO ; Alain Decaux, historien et ministre de François Mitterrand qui apporta son soutien à Henri Roques lors de l'affaire de la thèse sur les différentes confessions de Kurt Gerstein soutenue à Nantes en juin 1985, ainsi d'ailleurs que Michel Bouard, historien et ancien déporté ; l'abbé Pierre et son amitié pour Roger Garaudy, etc.), les religions, sans oublier le fameux complot des « rouges-bruns » qui défraie régulièrement la chronique médiatique sur fond d'affrontement des deux divas de l'extrême-gauche Didier Daeninckx et Gilles Perrault. L'ouvrage contient également d'abondantes annexes dont le texte intégral d'une brochure de Gédéon Haganov, de son vrai nom Boris Souvarine, sur le communisme et les Juifs, totalement occultée en son temps... et depuis !

Également occulté et ressuscité par Gaucher et Randa, le témoignage sur Auschwitz d'une déportée polonaise – le premier publié sous forme de livre, puisqu'il date du troisième trimestre 1945 – qui évoque bien

l'existence des fameuses chambres à gaz tant remises en question par les révisionnistes, mais qui selon cette déportée ont éliminé davantage de Slaves que de Juifs !

Questions à Philippe Randa

Pourquoi parle-t-on rarement de l'antisémitisme des gens de gauche ?

Aujourd'hui, alors que la menace de l'armée Rouge n'existe plus, que tous les régimes communistes des pays de l'Est européen se sont effondrés « de l'intérieur », prouvant ainsi au monde entier l'utopie de cette idéologie et son évident et tragique échec économique, il est toujours « politiquement incorrect » de dénoncer le marxisme et le nombre de victimes qui sont mortes à cause de cette idéologie. C'est une nouvelle preuve de l'entente implicite de tous les partis politiques qui se sont succédés à la tête de la France depuis 1945.

Déjà, lors de « l'affaire Boudarel », il s'est trouvé nombre de gens pour prendre la défense de cet ancien collaborateur d'Ho Chi Minh qui, rappelons-le, a été très actif dans les camps de rééducation où étaient enfermés nos soldats prisonniers. On a condamné et fusillé nombre de Français en 1944-45 qui ne s'étaient pourtant jamais autant compromis avec le IIIe Reich. Boudarel, lui, est intouchable. Et cette connivence médiatique pour défendre les communistes n'a pas été seulement ponctuelle avec le cas de cet ancien « Kapo rouge » reconverti dans l'université. Voyez la levée de boucliers après la sortie du livre de Stéphane Courtois *le Livre noir du communisme*. C'est à croire qu'il y aura toujours de bonnes âmes pour leur trouver des excuses. À entendre certaines grandes consciences qui se font leurs ardents avocats, ce ne sont que les événements qui ont fait dévier leurs bonnes intentions premières en exécutions de masse, en déportation, en chape de plomb intellectuelle, etc.

En 1937, Trotski écrivait : « Pour renforcer sa domination, la burocratie stalinienne n'hésite pas à recourir aux tendances chauvines et surtout à l'antisémitisme... Les dirigeants staliniens se sont évertués à canaliser le mécontentement des masses et à le diriger surtout contre les juifs. »

Pensez-vous qu'il faudra un jour faire un « procès de Nuremberg » du communisme et juger ses responsables ?

C'est à l'Histoire, aujourd'hui, de juger le communisme et ses dirigeants, pas aux hommes. Sinon, on arrivera vite à une confusion et forcément alors à des dénis de justice comme cela a été le cas avec don Klaus Altmann-Barbie, Paul Touvier, Maurice Papon et bien d'autres.

L'odieux *vae victis* judiciaire salit toujours ceux qui l'appliquent. Il n'en reste pas moins qu'il est effarant de voir aujourd'hui autant de gens prendre la défense du bilan globalement positif du communisme si cher au cœur de feu Georges Marchais. ■

Les « Antisémites » de gauche, Roland Gaucher et Philippe Randa, 430 pages, Editions Déterna, Centre MBE 246, 69, Bd Saint-Marcel, 75013 Paris, 225 F (plus 20 F de frais de port).

Dualpha, une nouvelle revue bimensuelle politique, historique et littéraire

Philippe Randa vient de lancer *Dualpha*, une revue bimestrielle de 112 pages. Abondamment illustrée, elle traite de l'actualité politique, présente les écrivains et journalistes non-conformistes dans des entretiens inédits, publie des documents historiques occultés, ainsi que des tribunes libres. Dans le premier numéro, on peut notamment lire un entretien avec l'acteur Pierre Fresnay publié du vivant de celui-ci qui ne cache pas son admiration pour Philippe Pétain, une tribune libre de Pierre Guillaume et Georges Piscosi (directeur de la Librairie Roumaine Antitotalitaire), des entretiens avec Pierre Chassard et Micheline Peyrebonne, le témoignage de Roland Gaucher sur son passé durant la guerre et celui de Jean Bourdier sur les événements de Mai 68.

450 F l'abonnement pour six numéros. Règlement à l'ordre de Philippe Randa. Dualpha - Centre MBE 302 - 69 Bd Saint-Marcel - 75013 Paris.

MANNERHEIM, CHEF DE GUERRE

Henri de Fersan

Le maréchal Mannerheim fut le père fondateur de la Finlande. Artisan de la victoire en 1918, il organisera la résistance du pays en 1939, 1942 et 1944.

Alors que la Finlande a fêté ses quatre-vingts années de liberté le 6 décembre 1997, peu de personnes se souviennent qu'elle doit son indépendance à un homme d'exception : le maréchal Carl-Gustav Emil, baron von Mannerheim. Il a acquis ses titres de gloire à la tête de la petite armée finlandaise avec laquelle il a tenu tête victorieusement à quatre offensives soviétiques, en 1918, 1939, 1942 et 1944.

Le père de la nation finlandaise préside aux plus hautes destinées de son pays, tout d'abord de 1918 à 1919 comme régent, puis de 1944 à 1946 comme président de la République. Il est le seul dirigeant proche de l'Axe à avoir conservé ses fonctions après-guerre, son amitié avec Winston Churchill et le respect qu'il impose à Staline plaidant en sa faveur. Très peu connu en France, un pays qu'il aimait pourtant, le maréchal Mannerheim est cependant l'un des plus brillants officiers du vingtième siècle, fidèle serviteur de la Sainte Russie puis de la Finlande libre.

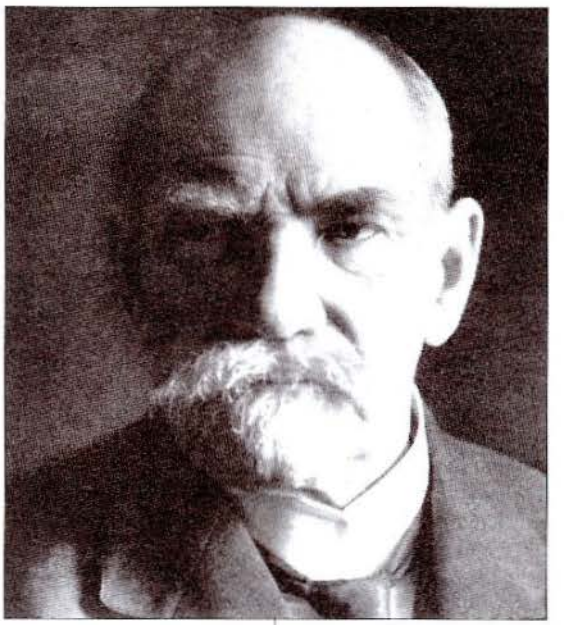
Un enfant rebelle dans une famille rebelle

La famille Mannerheim est d'origine suédoise. Elle fait partie de ces familles nobiliaires qui, après l'union de la Suède et de la Finlande en 1155 sous Erik le Saint, ont obtenu des titres au fur et à mesure que la Suède absorbait la Finlande. Au XVIIe siècle, l'élite finlandaise est totalement suédoise : le centralisme royal étouffe le particularisme finnois. Finlandais et Suédois ne sont pas de la même ethnie : si les premiers sont des Oughriens, au même titre que les Estoniens et les Hongrois ; les seconds sont des germains scandinaves, comme les Danois et les Norvégiens.

Ci-dessus : le maréchal Carl Mannerheim durant la Seconde Guerre mondiale. Grand militaire et fin stratège, ce meneur d'hommes a su galvaniser ses troupes lorsque la Finlande était menacée. Bien qu'adversaires, Staline respectait beaucoup celui qui causa de lourdes pertes à l'armée Rouge.

Les Mannerheim se sont installés en Finlande en 1783, sous la conduite de l'arrière-grand-père du maréchal, Carl-Erik, âgé de 24 ans. Ce dernier participera à la conjuration d'Anjala en juin 1788 destinée à renverser le souverain suédois Gustav III et à libérer la Finlande (1) avec l'appui de la tsarine Catherine II. Finlandais avant tout, Mannerheim se met donc au service des Russes, et en 1808, le tsar Alexandre lui donne son aval pour appuyer la conquête de la Finlande par la Russie en 1809. Les Mannerheim deviennent des proches de la famille impériale, Carl-Erik épousant Vendla Sofia von Willebrand, la fille d'un général. Leur fils, Carl, épouse à son tour Eva von Schantz, fille d'un lieutenant-colonel. Le père du maréchal, Carl-Robert, devient gentilhomme à la Chambre du Tsar en 1876 et épouse

(1) 113 officiers y participeront, tous seront condamnés à mort mais seul le colonel Hestsko sera exécuté.



Ci-contre : le front en mars 1918. Tout le sud, la région utile du pays est occupée par des troupes russes et par les milices ouvrières organisées par le parti social-démocrate, grand perdant des élections d'octobre 1917.
Ci-dessus : le président P. E. Svinhufvud proclama l'indépendance de la Finlande le 4 décembre 1917. Elle fut reconnue par l'Allemagne et la Russie en janvier.

Héléna von Julin, fille de banquier (2). La sœur du maréchal, Marguerite, épouse le général Gripenberg et lui-même épouse en 1891 la fille du général Arapov, dont il divorce en 1919.

La Finlande étant devenue un grand-duché uni par la personne du Tsar à la Russie, elle possède une petite armée forte d'un régiment de dragons, huit bataillons d'infanterie et un de carabiniers de la Garde, ainsi qu'une école de Cadets à Hamina. C'est dans cet établissement qu'entre en 1881 le jeune Carl-Gustav Emil, âgé alors de 14 ans (il est né le 4 juin 1867 au domaine de Louhisaari). Élève rebelle, il est renvoyé à Pâques 1886 pour s'être octroyé lui-même une permission de sortie... Il intègre alors la prestigieuse école de cavalerie de Nicolas à Saint-Petersbourg, dépendante du premier régiment de cavalerie de la Garde. Préparant seul son concours, il est admis et sort en 1889 dans les premiers de la promotion. A noter que son fameux renvoi de 1886 était le deuxième, puisqu'en 1879, il avait déjà été renvoyé de son collège pour indiscipline.

Mais les Mannerheim sont des rebelles dans l'âme : le frère de Carl-Gustav Emil, prénommé également Carl, réside en Finlande où il travaille dans le milieu financier. Il a épousé mademoiselle Ehrnrooth, dont la famille possède le reste des actions de la banque Pohjoismaiden Osake Pankki et en est devenu le patron.

Mannerheim : un rebelle parmi des serfs

Opposant au Tsar dès 1889, il retourne en Suède en 1903 et y meurt en 1915. Ceci gêne l'avancement de son frère, qui, lui, reste fidèle au Tsar se sentant Russe et non Finlandais. La rébellion du général Mannerheim se manifestera en d'autres lieux et d'une autre façon.

L'ascension de Mannerheim

La cour impériale de Saint-Petersbourg fait et défait les carrières en Russie : pour espérer réussir, il faut disposer d'un soutien au plus haut niveau et non de simples compétences. C'est la faiblesse mortelle du régime tsariste : la primauté de l'intrigue sur le strict talent. L'état-major regorge d'incapables dont le seul talent est de plaire à son altesse : les amiraux Alexiev et Rodjestvenski en sont de parfaites illustrations.

C'est une constante de l'histoire de la Russie : ce parfum d'intrigues, de complots et de révolutions de palais. Aucune monarchie au monde ne peut se vanter d'avoir eu autant de souverains assassinés, de parricides, d'infanticides... Du premier grand-duc de Kiev, Igor II, assassiné en 945 à Nicolas II, massacré par les bolcheviques, pas moins de vingt-deux régnants ont été tués ou déposés. Intrigues et favoritisme persistent sous le régime communiste, créant une continuité dans le changement à tel point que Staline est surnommé « le Tsar Rouge » : incapables en hauts postes (Lyssenko, Krassine, Kres-

(2) Son père est actionnaire de la Pohjoismaiden Osake Pankki, deuxième banque de Finlande.

tinski, Tchitcherine, Loutovinov, Boudienny, Meretskov), intrigues et révolutions de palais (1917, 1927, 1936, 1953, 1956, 1967...).

Mannerheim a de bonnes armes pour percer dans la société : cornette du 15e régiment de cavalerie en 1889 (stationné à Kalisz, Pologne), il devient en 1890 instructeur à l'école des chevaliers-gardes à Saint-Petersbourg. En 1895, il est l'un des quatre officiers formant la haie d'honneur du Tsar Nicolas II à la cathédrale d'Uspenski. Il partage cet honneur avec un autre jeune officier qui, bien que fils de serfs, devient son ami : le futur général Anton Dénikine. Grand Écuyer de la Cour, il devient capitaine de l'escadron modèle de l'école des officiers de cavalerie en 1903.

La guerre contre le Japon éclate et Mannerheim, promu lieutenant-colonel, dirige le 52e régiment de cavalerie (stationné à Nezjin), rattaché au Corps d'Armée Sibérien. Il y remporte l'une des rares victoires russes en février 1905 : il sauve son armée en repoussant un mouvement tournant de la cavalerie nipponne. On le fait colonel. Cette victoire locale n'empêche pas l'humiliation de la Russie par le Japon. Pire, le régime tsariste est déstabilisé. Les émeutes de 1905 changent le destin de Mannerheim.

Ce dernier souhaite revoir les siens en Finlande. Le trajet dure 31 jours dans un pays livré à l'anarchie. Mannerheim déteste les révolutions et apprend que son rang d'officier et de noble lui vaut d'être une cible privilégiée pour les contestataires qu'il assimile à des malotrus. Cette fois, la monarchie est sauvée grâce à la cavalerie. En 1906, Mannerheim visite l'Asie Centrale et explore en deux ans les territoires allant de Tachkent à Pékin. En 1910, il est promu major-général (général de brigade), on lui confie le 13e régiment de Uhlans de la Garde (stationné à Varsovie) puis il devient aide de camp du Tsar en 1911.

La Russie entre en 1914 dans une nouvelle guerre. Elle n'est pas plus prête à un conflit armé qu'en 1904. Mannerheim commande une brigade de cavalerie à Lublin et montre rapidement l'étendue de ses aptitudes guerrières. Sous les ordres du prince Toumanov, il bat les Autrichiens le 17 août 1914 et le 29, commande une division de cavalerie. Lors de la bataille d'Opole-Lubelskie, en septembre 1914, il bat une nouvelle fois les Autrichiens puis affronte le 1er corps allemand, sauvant la 5e division de cavalerie du massacre. En février 1915, ses succès lui valent le commandement de la 12e division de cavalerie en Ukraine.

Ecarté par le nouveau gouvernement russe de tout commandement, le général Mannerheim arrive en Finlande en décembre 1917 pour se mettre aux ordres du gouvernement finlandais. Son énergie et son autorité font impression, ses brillants états de service au sein de l'armée russe sont un gage de réussite.
En janvier, Lénine a donné son appui aux milices ouvrières finlandaises. L'armée bolchevique se range à leurs côtés contre les « blancs ». Ci-dessous : un chef « rouge » finlandais. Progressivement, les sociodémocrates seront écartés des postes de commandement au profit des bolcheviques les plus déterminés. Ils tenteront de mettre à profit leur supériorité pour obtenir la victoire.

La Russie s'effondre sous les coups de boutoir des Germano-Autrichiens. En juin, Mannerheim sauve deux corps d'armée (le XI et le XXIII) mais en vain : la Pologne est occupée par les puissances centrales. En septembre 1915, il prend le commandement du 2e corps de cavalerie alors que la Russie lance avec Broussilov l'offensive de la dernière chance. La Russie, isolée de ses alliées, seule face à une Autriche qui n'a plus à combattre en Serbie et contient l'Italie, lance une attaque majeure en Volhynie et en Galicie.

L'offensive russe sauve l'Italie et condamne la Russie, tout comme la bataille de Tannenberg avait sauvé la France mais cassé le moral impérial (3). La Roumanie entre en guerre aux côtés de la Russie. C'est une chance inespérée pour les puissances centrales ! L'unité de Mannerheim rallie Focsani et se met aux ordres du général roumain Avarescu, de la Deuxième Armée, en devenant le groupe Wrancza. Deux mois plus tard, la Roumanie est écrasée, l'unité dissoute et Mannerheim se retrouve sans commandement à Kichinev... Minée de l'intérieur, la Russie s'effondre : le 14 mars 1917, le tsar abdique et la république est proclamée.

La guerre d'indépendance

En mai 1917, Mannerheim reçoit les galons de lieutenant-général (général de corps d'armée) et le commandement du 6e corps de cavalerie, mais en septembre 1917, Alexandre Kerensky l'écarte de l'armée à cause de ses opinions monarchistes. Mannerheim retourne en Finlande en proie à la rébellion. Elle a un gouvernement depuis le 24 novembre et est dirigée par Pehr-Evin Svinhufvud, ancien président du Sénat déporté par les Russes. Le 6 décembre 1917, la Finlande proclame son indépendance et le 31, la Russie la reconnaît. Le 15 jan-

(3) En août 1914, deux armées russes, l'élite de l'armée tsariste, seront anéanties par les Allemands à Tannenberg, en Prusse Orientale.

vier 1918, la guerre civile éclate dans le nouvel Etat entre les Rouges et les Blancs, transposition à Helsinki des événements de novembre en Russie. Présent dans la capitale, Mannerheim se rend rapidement à Vaasa, « capitale » des Blancs finlandais et est immédiatement nommé chef de l'armée contre-révolutionnaire. Commandé par Ali Aaltonen, un incapable doublé d'un alcoolique, les Rouges alignent 30 000 hommes et les unités russes présentes : le 42e corps à Viborg et 8 000 marins. Au total, les bolcheviques ont 70 000 hommes et l'appui de Lénine et Staline.

Mannerheim va soulever l'Ostrobothnie du Sud, une région peuplée de rudes paysans qui se sont toujours battus pour leur terre et qui ne croient pas aux lendemains qui chantent. Mannerheim va trouver ses « chouans ». La Carélie se soulève, Helsinki et Viborg, villes ouvrières, sont évacuées par les sympathisants des Blancs. Le 26 janvier, la Russie bolchevique attaque la Finlande libre.

Six mille Russes sont stationnés en Ostrobothnie : le 28 janvier, Mannerheim et ses hommes attaquent en pleine nuit et font cinq mille prisonniers, prenant 8 000 fusils, 34 mitrailleuses et 41 pièces d'artillerie. Mannerheim espère libérer la Finlande le 15 mai au plus tard. Au lieu de foncer sur Helsinki, il prend le soin d'attaquer l'Ostrobothnie du Nord, occupée par trois mille Russes. Trois cents Blancs les écrasent à Liminka le 28 janvier. Le 6 février, tout le nord de la Finlande est libéré, la frontière suédoise atteinte et désormais, Mannerheim peut se retourner contre la capitale où les communistes ont écarté les modérés le 25 janvier. Les Blancs alignent désormais 25 000 hommes : les anciens officiers ont été réincorporés, la conscription instaurée le 18 février (4). Les Rouges contrôlent 75% de l'industrie et 83% des ouvriers, mais les Blancs disposent d'un meilleur encadrement.

Les victoires succèdent aux victoires : à un contre huit, les Blancs enlèvent Haapamäki et le lendemain, stoppent les Rouges à Vilppula à un contre cinq ! La stratégie de Mannerheim est la plus adaptée à cette guerre civile : les opérations de partisans. Contrôler les voies de communications, isoler les villes par la prise des campagnes et effectuer un regroupement final pour faire tomber les villes. Cette stratégie sera reprise plus tard par Mao-Tsé-Toung dans des conditions similaires.

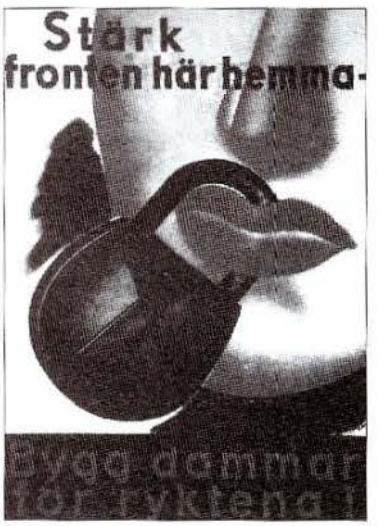
Grâce à l'action énergique de Mannerheim, l'armée de libération devient une force de neuf divisions d'infanterie à la fin de la guerre.

(4) Celle-ci sera un échec relatif : elle ne rassemblera que six régiments de chasseurs et neuf escadrons de cavalerie.

Il bénéficie également de la nullité de l'état-major communiste : le colonel Michel Svetchnikov est incompétent et on voit même un illettré à la tête d'une division. De la guerre de 1905, Mannerheim a retenu l'importance primordiale du réseau de chemin de fer lors d'une guerre menée dans un pays où les possibilités de ravitaillement sont faibles. Une à une, les offensives frontales et massives des Rouges échouent : la bataille décisive de Vilppula, du 21 au 25 février, voit les 25 000 hommes du sous-lieutenant Stoblov être écrasés par 700 partisans de Mannerheim. Le 2 mars, les communistes sont étrillés à Rautu et le 6 mars au lac Valkjärvi. Les Rouges sont concentrés en Carélie et au sud. Sacrifiant la première, Mannerheim se tourne vers le second. Le 12 mars, il lance une offensive générale contre Tampere, la deuxième ville du pays. Son objectif est clair : libérer le pays avant l'arrivée des Allemands, annoncée la veille par le chef du gouvernement, Svinhufvud.

Le jour du Jeudi Saint (28 mars), le chef des Rouges, Hugo Salmela, est tué au combat. Tampere tombe le 6 avril, les Rouges perdant treize mille hommes. Quand les Allemands débarquent, le 3 avril, la guerre est déjà gagnée. Mannerheim se tourne maintenant contre la Carélie où, malgré des succès initiaux, l'offensive communiste a échoué le 5 avril.

A droite : le colonel russe Svetchnikov chef de « l'armée de la Finlande occidentale ». Il organisa sans grand succès une offensive des troupes russes contre les « blancs ». A gauche : départ pour le front d'une unité de Tornio. Le succès de Mannerheim a reposé sur la mobilisation des paysans qui, habitués à la dure vie finlandaise, ont su opposer une énergie indomptable aux forces urbaines rassemblées par les bolcheviques.



Ci-dessus : les derniers combats de la guerre d'indépendance. L'objectif principal était de couper les communications entre les Rouges et la Russie. En quelques semaines, tout est fini et le 16 mai 1918, les troupes blanches défilent victorieuses à Helsinki. Mais le pouvoir soviétique reste l'adversaire potentiel. A droite : affiche de la guerre russo-finlandaise incitant à la discrétion.

Le 11 avril, les Blancs passent à l'attaque : Viborg est libérée le 29 avril par les Finlandais et le 2 mai, les débris des forces soviétistes (5) capitulent. Le rôle des Allemands se limite à la libération d'Helsinki le 22 avril. Le 16 mai, les troupes finlandaises victorieuses défilent dans la capitale.

L'ingratitude des politiciens

Mannerheim, favorable à la France et nostalgique du tsar, déplaît aux Allemands : le ministre des Affaires étrangères Renvalet et le chef des monarchistes Briennfeld intriguent contre lui. Le 22 mai, le général Mannerheim démissionne de ses fonctions de chef d'état-major. La « Garde Blanche » est dissoute et le pays passe sous contrôle allemand. Mannerheim refuse toute entente avec l'Allemagne : fierté d'ancien officier du Tsar. Comme il ne peut empêcher la Baltique de devenir un lac allemand, il se retire des affaires.

Le 11 décembre 1918, le Sénat, fidèle à Mannerheim, le nomme régent du pays : Mannerheim devient le premier chef d'État de la Finlande libérée. Le pays a été durement frappé par la guerre civile : 9 000 morts, dont 1 500 civils massacrés par les communistes, auxquels il faut ajouter 9 500 prisonniers rouges morts en détention, sur un total de 80 000 détenus. Aussitôt, Mannerheim porte les opérations militaires en Carélie soviétique afin de créer une grande Finlande qui engloberait la péninsule de Kola. Mais il ne peut forcer la décision.

(5) Ne pas confondre soviétiste, partisan des Soviets et « soviétique », citoyen de l'Union soviétique.

Mannerheim devient le régent de la Finlande

Le 17 juillet 1919, la Finlande devient une république. Mannerheim est battu à cause d'un scrutin indirect. Les députés socialistes, majoritaires dans le pays, réussissent à empêcher Mannerheim d'accéder à la présidence d'un pays qui lui doit sa liberté, lui préférant Kaarlo Stahlberg. Bien que le nouveau chef d'État lui ait proposé le poste de chef d'état-major le 10 août, Mannerheim refuse et se contente du titre, honorifique, de président de la garde civique (le Skyddskar) et de la présidence de la Croix-Rouge finlandaise.

La montée des périls

Le 16 février 1931, le vieux Svinhufvud devient président de la Finlande. Il nomme aussitôt Mannerheim chef d'état-major de l'armée finlandaise. Ce dernier trouve une armée en ruine. Il va s'empresser de la redresser : le 30 juin 1932, il réorganise totalement l'armée : tout Finlandais âgé de 17 à 60 ans est désormais mobilisable, y compris les objecteurs de conscience (service en unité médicale) et les déjenus (travaux de défense).

Mannerheim veut effacer les traces de la guerre civile. Nommé maréchal en 1933, il pardonne aux socialistes : « Nous n'avons plus besoin de savoir où chacun se trouvait il y a quinze ans ». Mais il est toujours vigilant : en juillet 1934, il déclare que la Finlande est menacée : l'Union soviétique est explicitement visée.

Lentement, il va préparer la Finlande à une guerre qu'il sent inévitable. Les cadres de l'armée sont rajeunis, les réservistes entraînés et trois régiments antiaériens constitués.

Sacrifiant la marine, Mannerheim veut privilégier l'aviation : pensant qu'une flotte finlandaise n'aurait aucune chance face à la marine russe, il compte sur les bombardiers en piqués pour l'anéantir. L'avenir lui donnera raison : le croiseur *Kirov* sera avarié et deux destroyers soviétiques coulés. Le bombardement tactique et l'aviation de chasse seront également privilégiés.

En 1937, l'armée finlandaise organise des grandes manœuvres, les premières depuis 1928 sur le thème suivant : invasion de la Finlande par l'Est. Les enseignements tirés de ces manœuvres allaient pouvoir être exploités lors d'une guerre future. Le maréchal savait que, tôt ou tard,

Ci-contre : soldat russe mort de froid.
Ci-dessous : le maréchal Semyon Timoshenko qui joue un rôle clef dans la conception de l'attaque soviétique de février à mars 1940 qui obtient des résultats appréciables contre les Finlandais.
En dépit de leur courage, les soldats rouges sont desservis par un encadrement peu motivé et répugnant aux actions rapides et à la prise d'initiative. De nombreuses unités, isolées en territoire finlandais, sont encerclées, morcelées et finalement détruites une à une par des forces finlandaises motivées et mordantes, connaissant bien le terrain.

l'Union soviétique agresserait la Finlande. Ancien sujet du tsar, il connaît suffisamment Staline pour savoir de quoi il est capable.

Les atouts de la Finlande résident en sa particularité géographique : on ne l'appelle pas pour rien « le pays aux milles lacs ». Dans le sud du pays, leur position rend fort étroites les voies de passage : quelques unités idéalement placées peuvent tenir en échec des forces beaucoup plus nombreuses. Quant au nord, le manque de voies praticables rend délicat le ravitaillement d'un assaillant, spécialement quand il s'agit de blindés, massivement utilisés selon la doctrine militaire soviétique préconisée par Toukhatchevski. La guerre d'Hiver va donner raison à Mannerheim.

De sombres nuages s'amoncellent au-dessus de la Finlande : le 19 mai 1938, la flotte russe de la Baltique teste les réactions finlandaises. En janvier 1939, l'Union soviétique lance les préparatifs de l'invasion, sous la houlette de Meretskov. Un bataillon d'Osnaz (6) vient d'être amené à la frontière sous le commandement du sinistre colonel Vaoupchas (7). De plus, le réseau routier et ferroviaire est intensifié, facilitant l'acheminement des troupes. Enfin, un gouvernement fantoche est constitué par Kuusinen, numéro deux du GRU, futur membre du Politburo et dont la femme, Aïna, croupit au goulag. Le 16 octobre, la Finlande mobilise. Le 26 novembre, à Manilla, l'Union soviétique ouvre le feu sur ses propres troupes pour faire croire à une agression finlandaise. Quatre jours plus tard, l'Union soviétique envahit la Finlande.

Les Soviétiques tirent sur leurs propres troupes

(6) Unités spéciales du NKVD, assimilables aux *Einsatzkommandos* du IIIe Reich.
(7) Criminel de guerre communiste en Pologne, il fut responsable des grands chantiers du goulag, chef des services secrets des staliniens espagnols de 1936 à 1939.

La guerre d'hiver

Sous le commandement de Mannerheim, les douze divisions finlandaises résistent à vingt-huit divisions d'infanterie et onze brigades blindées soviétiques. Selon Meretskov, la Finlande tiendra trois jours. Une semaine plus tard, la Finlande ne déplore que cent soixante-dix morts et l'armée soviétique reste clouée sur la ligne Mannerheim, créée en 1938 sous l'impulsion de celui-ci. Le 6 décembre, l'armée Rouge utilise l'arme chimique mais ses offensives des 15 et 18 décembre échouent. La première victoire finlandaise est remportée à Loimola : deux bataillons détruits.

En un mois, l'armée finlandaise va anéantir sept divisions soviétiques dont quatre lors de la bataille de Kollaa, remportée le 26 décembre par le général Hägglund. Les troupes russes sont attaquées par les « patrouilles de la mort », les officiers et commissaires politiques soviétiques sont abattus par les tireurs d'élite, les dépôts sabotés, etc. Les tactiques nées des manœuvres de 1937 se révèlent mortellement effi-

(8) A titre de comparaison, elle sera de 200 pièces au kilomètre à Stalingrad.

caces. Le 1er février 1940, l'Union soviétique, qui a amené de nombreux renforts, contre-attaque massivement : la concentration d'artillerie atteint en certains endroits 400 pièces au kilomètre carré (8). Les Finlandais anéantissent la 34e brigade blindée au lac Ladoga, ce sera leur dernière victoire. La ligne Mannerheim craque de toute part.

Les Allemands se trompent sur l'armée Rouge

Le gel permet aux Soviétiques de tourner les défenses par le golfe de Finlande gelé. Le 12 mars, la 23e division de réserve finlandaise se débande et Viborg tombe. Le lendemain, le président Kyösti Kallio signait l'armistice en murmurant : « Que se dessèche cette main qui a été forcée de signer un pareil papier. » Il sera exaucé en août, sa main étant paralysée par une crise d'hémiplégie.

La Finlande a infligé de lourdes pertes à l'armée soviétique : 200 000 morts, 1 600 chars détruits, 800 avions abattus pour la perte de 25 000 Finlandais. Elle perd Petsamo, Salla, la Carélie Orientale, l'isthme de Carélie, Viborg et l'île d'Hangö. La ligne Mannerheim est désormais en territoire soviétique. Avec la nomination au ministère de la Défense de son plus proche ami, le général Walden, le maréchal Mannerheim devient l'homme fort de la Finlande.

Il réorganise une nouvelle fois l'armée, qui est forte désormais de seize divisions et même d'un bataillon blindé, composé de chars russes capturés. L'aviation, forte de 108 appareils en novembre 1939, passe à 222 appareils en juin 1941 et le nombre des pièces antiaériennes de 192 à 700. Une nouvelle ligne Mannerheim est créée, mais elle ne bénéficie plus de la protection de la forêt. En tout cas, comme le déclarait le maréchal, la première conséquence de la guerre d'Hiver a été de persuader l'Allemagne de la faiblesse de l'armée Rouge.

Le paradoxe finlandais

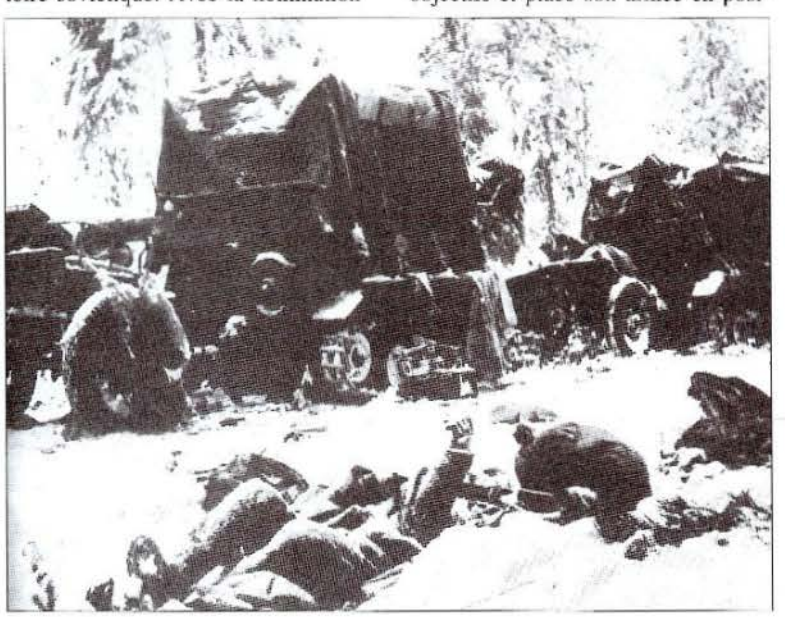
Le 22 juin 1941, quand les forces armées de l'Axe entrent en Russie, la Finlande est la seule démocratie qui se soit rangée aux côtés de Hitler. Celle-ci n'entrera en guerre que le 25 juin, après une agression commise par la 8e brigade de fusiliers soviétique stationnée à Hangö. Le 10 juillet, Mannerheim donne l'ordre de lancer une offensive générale sur les positions russes au lac Ladoga. Le 23 juillet, la frontière de 1939 est atteinte. L'armée finlandaise décide alors de libérer la Carélie soviétique : le 7 septembre, le Svir, fleuve séparant Carélie et Russie, est atteint. Le 4 décembre, Hangö est libérée : la Finlande a atteint ses objectifs et place son armée en position défensive. En novembre 1941, Mannerheim crée de nouvelles lignes de fortifications : la ligne VT entre Vammelsuu et Taïpale, une autre sur la Svir et une troisième dans l'isthme de Maaselka. Le 1er janvier 1942, la 52e armée russe attaque les positions finlandaises et est étrillée. Ce sera la dernière offensive russe avant 1944.

Mannerheim multiplie les fortifications : la ligne VTK est créée en 1943 (Viborg-Kuparssari-Taïpale), puis la ligne U à Uuksu et la ligne PSS (Pisi-Saarimäki-Sammatus).

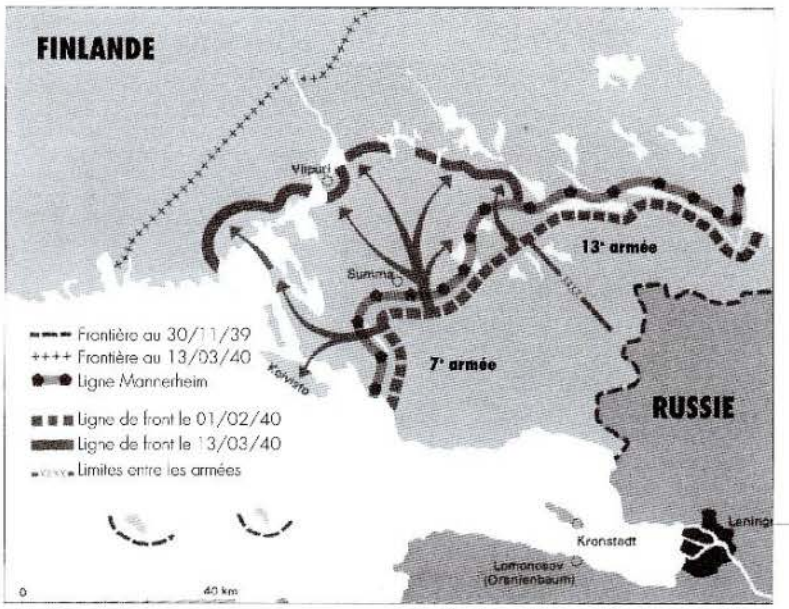
Le 9 juin 1944, après avoir dégagé Leningrad, les troupes soviétiques se lancent à l'offensive contre la Finlande : 450 000 hommes, 10 000 canons et plus de 1 200 avions se ruent sur les lignes de défense. Alors que la première ligne de défense finlandaise devait tenir quatre jours, elle ne résiste que quelques heures. La ligne VT est percée et Mannerheim donne l'ordre de se replier sur la ligne VTK. Le 20 juin, Viborg tombe. L'armée finlandaise résiste vaillamment. Elle bat les Soviétiques à Lemetti le 17 juillet et détruit deux divisions rouges le 9 août à Raapana.

Le respect de Staline

Le 1er août, le président Risto Ryti, très proche de l'Allemagne, démissionne. Mannerheim est élu chef de l'État le 5 août et demande à l'ancien ambassadeur à Moscou, Hacksell, de former un gouvernement. Le 19 septembre, la Finlande signe la paix avec l'Union soviétique, sans avoir été vaincue militairement, mais au prix de 55 000 morts. La Finlande perd 42 934 km² : les territoires déjà perdus en 1940 plus le port de Petsamo. Le 15 septembre, Mannerheim déclare la guerre à l'Allemagne, les combats durant jusqu'au 26 avril 1945, ravageant la Laponie finlandaise.



Les forces blindées soviétiques se sont heurtées à de vigoureux obstacles le long de la ligne Mannerheim qui ont arrêté leur avance. Quant aux colonnes lancées à l'attaque dans le nord et l'est du pays, elles ont été isolées de leurs arrières et morcelées par des attaques de flanc. Incapables de manœuvrer dans des paysages dominés par une forêt dense, les chars se sont révélés d'une faible utilité. Le matériel capturé par les Finlandais leur a permis d'organiser des unités blindés propres qui ont marqué de nombreux points contre les Soviétiques au cours des combats ultérieurs.



Ci-dessus : soldats finlandais et russes face à face après l'armistice. Ci-contre : plan des offensives soviétiques dans l'isthme de Carélie du 1er février au 13 mars 1940. Les Russes n'ont jamais accepté que Leningrad soit aussi proche de la frontière finlandaise.

Mannerheim est le seul dirigeant de l'Axe qui reste en place. Régime démocratique, protégé par la Grande-Bretagne, la Finlande se retrouve du bon côté du rideau de fer. Le 13 septembre 1945, un tribunal d'exception à la botte des Soviétiques condamne à la prison l'ancien président Ryti et la plupart des dirigeants sociaux-démocrates, mais Mannerheim, que Staline respecte, n'est même pas inquiété. Miné par la maladie, il démissionne le 5 mars 1946, se retire en Suisse, et meurt le 27 janvier 1951.

Un grand chef militaire

Le maréchal-baron Carl-Gustav von Mannerheim marqua de manière profonde l'histoire de la Finlande et fut probablement l'un des plus grands hommes du vingtième siècle. Homme politique, militaire, diplomate, il prit fait et cause pour son pays et son peuple qu'il sauva à plusieurs reprises de la Russie. Sa tâche n'était pas aisée : la Finlande est un petit pays, sous-peuplé, placé à la charnière des zones d'influences russes et allemandes, avec les risques que cela comportait. Un adage finlandais ne dit-il pas : « Laisser le Russe entrer dans le pays est, pour le Finlandais, la même chose que laisser le feu se répandre. Ouvrir la porte aux Allemands aura été jusque là pour lui la même chose que d'appeler les pompiers. » Louvoyer entre une Russie dont il connaissait la puissance et une Allemagne dont l'élite intellectuelle de la Finlande était proche, telle fut la tâche à laquelle il s'attela durant ses deux périodes de responsabilités avec la rigueur qui le caractérisait.

Mannerheim, ce n'était pas seulement un grand chef militaire, son titre de gloire le plus connu. Bien sûr, avec la petite Finlande, il tint en échec à quatre reprises la puissante armée de la Russie soviétique ; bien sûr, il fut le seul officier russe à remporter une victoire lors de la guerre contre le Japon et l'un des rares victorieux lors de la Première Guerre mondiale ; mais ce n'était pas seulement ses seuls succès. A la différence de nombreux militaires qui, profitant de leur gloire acquise sur les champs de batailles de la Grande Guerre, se lancèrent dans l'arène politique, le maréchal Mannerheim réussit également dans ce domaine. Sur le terrain diplomatique, il sauvera la Finlande d'une satellisation par l'Union soviétique tout comme il réussit à l'arracher à une trop pesante alliance avec l'Allemagne et, sur le terrain politique, il préserva les libertés en Finlande.

C'est le personnage dans toute sa force et ses qualités, ses défauts également. Car Mannerheim était un aristocrate, fier de sa naissance et volontiers cassant avec ceux qui ne respectaient pas le protocole. Il était conscient des limites de la démocratie et avait une certaine tendance à l'autocratie. Il fit partie de son époque, de ces hommes de l'entre-deux-guerres dépositaires d'une certaine tradition royale et impériale qui se firent broyer par les deux courants révolutionnaires fasciste et communiste.

Son départ en 1946 révèle la fin d'une époque et d'une race d'hommes dont le dernier tenant en Europe fut le général Francisco Franco. Pour ses faits d'armes, il fut adulé ou haï, les socialistes ne lui pardonnant pas son intransigeance vis-à-vis des vaincus de 1918. Mais même ses plus farouches adversaires ont reconnu l'unicité de cet homme qui de sa jeunesse dans les Hussards garda toujours cette fougue et ce mépris de la mort. Lors des moments difficiles, cette force de caractère ne le quitta jamais.

Mannerheim fut heureux dans la guerre comme dans la paix

La Finlande lui doit beaucoup, c'est lui qui l'a fait naître et le poids qu'il occupa dans le pays, même en exil, nous donna cette impression que de 1917 à 1946, Mannerheim était la Finlande et la Finlande était Mannerheim, à tel point que les deux pouvaient être confondus. ■

COURRIER DES LECTEURS

Confidences très correctes

En France, le mensonge n'est réprimé qu'à la barre du tribunal, s'il constitue un faux témoignage.

Dans la presse, ou au micro, le mensonge est pratiquement libre, tant qu'on n'introduit pas une action en justice contre lui.

On peut donc écrire ou dire impunément que le gouvernement de Vichy était illégitime. Et, pour comble, le juriste René Cassin a été mis au Panthéon pour avoir étayé ce mensonge par des arguments juridiques.

Dans le cadre de la République, il fallait réunir les Chambres en Congrès à Versailles, et en obtenir un vote favorable, pour changer la Constitution. Députés et sénateurs ne furent pas pris au dépourvu. On les réunit séparément le 9 juillet 1940, pour qu'ils puissent examiner le texte proposé par le président de la République française Albert Lebrun et par le président du Conseil Philippe Pétain. La réunion se fit à Vichy, où le gouvernement s'était transporté car Versailles était occupée.

Le texte présenté avait la chaude approbation de Jules Jeanneney, président du Sénat, et celle de beaucoup d'autres républicains.

Il fut approuvé, à la Chambre, par 395 voix contre 3 et au Sénat, par 229 voix contre 1.

Le lendemain 10 juillet, réunis en Congrès, les parlementaires approuvaient la nouvelle Constitution par 569 voix pour, 80 voix contre et 17 abstentions.

Aucun des opposants n'était monté à la tribune pour justifier son vote devant les parlementaires. Dans le désastre de la France, il aurait manqué d'arguments. C'est là ce que certains démocrates osent appeler un gouvernement illégitime !

A gauche : caricature de Saint George, parue dans *Gringoire* le 12 septembre 1940. Elle symbolise la fin du vieil ordre parlementaire de la IIIe République. Sur les marches du palais Bourbon, le maréchal balaye la maçonnerie, les scandales, la violence politique, l'affaire Dreyfus et le communisme. A droite : le maréchal Pétain fut probablement la dernière incarnation politique de la France traditionnelle issue de l'ancien régime, alliant le sobre et le goupillon.

La liste de ceux qui votèrent « pour » porte le nom de Régis, sans indication de prénom, ironie des choses, alors que dans la famille on ne l'appelait que Marcel ! Nous avions le même oncle, qui repose à Béziers avec la sœur de mon père. Le cousin Marcel, qui était mon aîné de vingt ans, repose au cimetière Saint-Lazare de Montpellier. On me pardonnera de remplir mon devoir de mémoire. Marcel Régis était venu à la politique par la lecture de Karl Marx, ce qu'on appelait alors la lecture « d'ouvrages avancés ». C'était en Algérie, et le décret Crémieux avait transformé les Juifs maghrébins en citoyens français, au grand mécontentement des Arabes et des Kabyles. Puis vint l'affaire Dreyfus. La population juive, contestée, avait besoin de défenseurs. Elle les trouva chez les francs-maçons, animés par un idéal égalitaire et aussi chez les protestants, rapprochés des Juifs par la pratique de la Bible, et aussi parce qu'ils se sentaient, comme eux, minoritaires.

Marcel n'était pas protestant (un de ses fils devint prêtre). Mais il se fit initier dans une loge dont il devint le Vénérable. En même temps, il fut, jusqu'à la guerre de 1940, à Alger, le président de la LICA. Entre ses mains, cette ligue contre l'antisémitisme ne fut jamais agressive, contrairement à la LICRA qui la remplaça en 1946, contre le racisme et l'antisémitisme, et, apparemment contre les Français, accusés, par un travestissement de l'histoire, d'incarner le racisme et l'antisémitisme. Ce qu'on voyait dans les regards de ses membres, à Alger, avant la guerre, c'était de l'amour, de l'estime, de la reconnaissance. On a peine à l'imaginer aujourd'hui.

S'étant porté candidat à la députation, Marcel fut élu député socialiste d'Alger, porté par la vague de 1936.

J'étais sergent à Mantes-Gassicourt, dans ma troisième année de service, pendant la « drôle de guerre », quand, un jour, on vint me chercher pour me conduire vers un groupe de généraux et un civil qui débarquaient d'un car. Le civil était le cousin Marcel, président de la commission de l'Armement à la Chambre...

Il m'invita à aller le voir au palais Bourbon, ce que je fis après avoir obtenu une permission. Il me fit visiter le palais en détail. Marcel me dit que tous les généraux étaient à sa dévotion. Je crois que ce fait, que je suis heureux de rapporter, est le meilleur hommage que l'armée pouvait rendre à son action patriotique.

Notre armement avait une longue pente à remonter. Le pacifisme du président du Conseil Léon Blum, puis l'aide qu'il avait apportée au *Frente Popular* afin de combattre le fascisme, avaient épuisé notre armée. Lors de la déclaration de guerre (par l'Angleterre), nous n'avions plus assez de couvertures, et nous demandions aux mobilisés d'apporter la leur, qu'on leur rachetait. Le reste était à l'avenant.

L'esprit vindicatif de 1936 pour plus de loisirs continuait à faire des vagues dans les usines et dans l'armée.

Les communistes, devenus les alliés des Allemands depuis le 23 août 1939, date du pacte germano-soviétique, organisaient partout des sabotages.

Mon auxiliaire le plus proche et le plus efficace dans l'armée était un Juif alsacien qui dirigeait une filiale d'une banque Rothschild. Je savais, par lui, que des émissaires avaient averti le gouvernement des Etats-Unis du fait que l'industrie allemande était en train de surpasser l'industrie américaine.

On comprend donc l'attitude équivoque de Roosevelt. A nos appels au secours, il répondit par la loi *Cash and Carry*. Payer d'abord en or, et emportez les armes que vous voulez à vos risques et périls. Il fallut le renversement d'alliance des Soviets, et la certitude que l'Allemagne serait anéantie pour que Roosevelt se décidât à entrer dans la guerre. L'épisode de Pearl Harbor y contribua aussi beaucoup. En réclamant une

unconditional surrender, il poussait les Allemands à se battre jusqu'à l'anéantissement de l'Europe. C'était le prélude du GATT.

Je reviens à cet ami, soldat de première classe efficace, et directeur de banque à Paris. La force du métier était telle, chez lui, qu'après tous les bombardements, quand les Allemands approchaient, et que nous nous demandions ce que nous allions pouvoir faire, il dit : « Il faut acheter des marks ! ».

Au mois d'août, on nous démobilisa, grâce à l'armistice. Il n'acheta pas des marks, mais une bicyclette qui lui permit de rejoindre ses patrons à Londres. Pour ma part, rentrant à Alger *via* Marseille, j'y rencontrai un camarade d'école juif qui avait laissé ses chaussettes à Paris, et qui fut heureux de partager avec moi ma réserve de chaussettes militaires.

En ce temps, antérieur à la création de la LICRA sur les ruines de la LICA, les Juifs intelligents pensaient que les intérêts de leur communauté coïncidaient avec ceux de la France, et les Français naïfs pensaient de même.

Quant à ceux qui pensent encore qu'il ne fallait pas demander l'armistice, c'est qu'ils n'avaient rien vu, n'étant pas encore nés, ou étant trop petits, ou trop loin, ou peu curieux.

En un mois, notre armée avait eu plus de 100 000 morts et deux millions de prisonniers. Notre détachement avait perdu vingt-cinq hommes à Mantes, et devait en perdre autant à Poitiers au cours de la retraite. Une marée humaine couvrait les routes autour de Paris sur des dizaines de kilomètres, à la merci des mitraillages. Que pouvait-on faire ?

Un ambitieux général à titre temporaire, se voyant exclut du gouvernement de salut public qu'une république affolée essayait de constituer, choisit de s'enfuir à Londres dans l'avion du général Spears. Il fut aussitôt destitué par le pouvoir républicain.

Le vrai miracle du gaullisme, ce fut d'avoir fait passer cette fuite pour un acte de patriotisme. Mon parrain et cousin Raoul Francastel vit la chose de cette façon, car, occupé à construire un pipe-line en Syrie, il n'avait pas vu le désastre de près. Aviateur de 14-18, citoyen d'Honneur de Verdun, ce fut à De Gaulle qu'il se rallia, ne mettant fin à son allégeance qu'au moment de la trahison algérienne, beaucoup plus tard, trop tard.

Mais ceux qui restaient en métropole avaient d'autres préoccupations. Un tribut d'un milliard par jour à payer, remettre l'économie en marche, assurer la survie de la population.

Comme au temps de Cincinatus, il fallait pour cela une discipline militaire incompatible avec le laxisme et les gabegies de la république.

Voulant ignorer cette nécessité, on fit aux sauveteurs le procès d'avoir instauré une dictature, et ce fut sanglant.

Beaucoup plus tard, fin 1947, j'allais voir Mme Régis mère pour lui faire part d'une bonne nouvelle me concernant. Nous parlâmes aussi de son fils, et je lui dis ma satisfaction qu'il ait voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain qui avait sauvé tout ce qui pouvait l'être. Elle me répondit : « Eh bien ! J'ai vu un ami de mon fils qui m'a dit que jamais il ne le lui pardonnerait ! ».

Il était facile de deviner que c'était le vieux militant socialiste Daniel Mayer, qui dès 1944 avait fait exclure de la vie politique tous ceux qui avaient émis un vote favorable le 10 juillet 1940 à Vichy. Insatisfait, il revenait sur la question lors d'une réunion de l'ex-LICA le 31 janvier 1950 : « Il y eut beaucoup de crânes tondus, mais pas assez de têtes coupées ! ».

Président d'honneur de la ligue des droits de l'homme, il révéla la conception qu'il avait de ces droits en refusant au maréchal Pétain le droit de mourir dans sa famille : « Le vieux est bien où il est, qu'il y crève ! ».

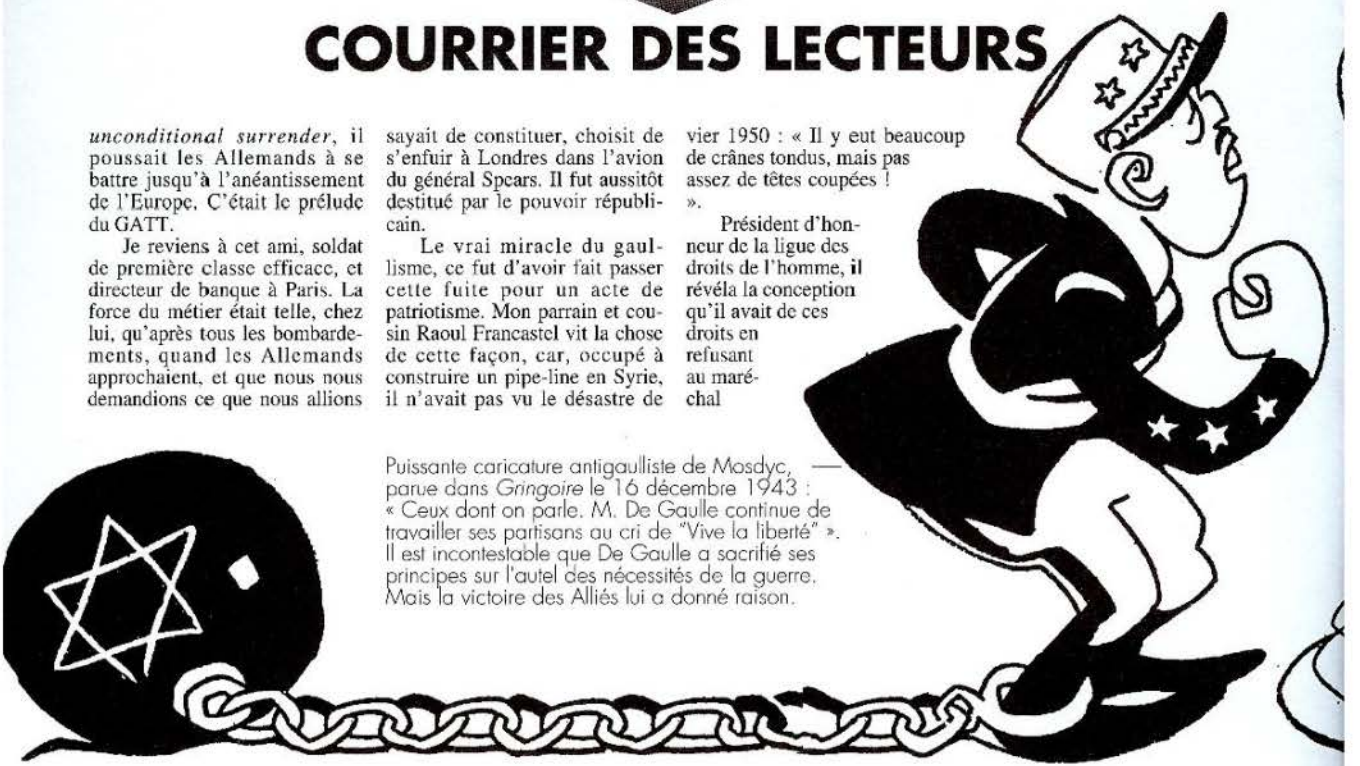
Satan attendait un autre vieux le 29 décembre 1996, qui, après 1944, avait été député de Paris et président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, et de la commission d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Ce dernier point explique le contenu des manuels mis entre les mains de nos enfants. Il fut aussi président du Conseil constitutionnel, de 1983 à 1986, poste qu'il passa à Robert Badinter.

Mais j'ai promis des confidences, et je m'écarte. Pour l'édification de ceux de nos ecclésiastiques qui poussent l'esprit de contrition jusqu'à s'humilier pour des péchés qu'ils imputent aux autres, je dois étendre mes confidences à ma belle famille. Autrefois, les deux familles ne faisaient pas partie de l'humanité, car elles étaient composées uniquement de goyim.

Quelques années avant la guerre, une cousine germaine qui était pourvue d'une dot, intéressa un jeune dentiste qui cherchait des capitaux pour installer un cabinet à Paris. Le mariage eut lieu à l'église et à la synagogue. C'est au mariage de sa nièce que mon beau-père, qui se découvrait à l'église, apprit qu'il devait se couvrir à la synagogue. Le marié était très méritant, et le mariage fut heureux. Les deux enfants furent appelés Françoise et François, signes évidents de la volonté d'intégration de notre nouveau cousin. Mais lorsque les Allemands occupèrent Paris, il fut interné à Drancy, car il était d'origine polonaise. La Pologne avait été envahie et dépecée en 1939. Ses ressortissants étaient des ennemis pour les Allemands. Ils pouvaient les interner d'après les accords internationaux. Le camp de Drancy était géré par les Juifs eux-mêmes, c'est-à-dire que tous les kapos étaient juifs. Naturellement, ils furent tous blanchis en 1944 par les « tribunaux de la Libération ».

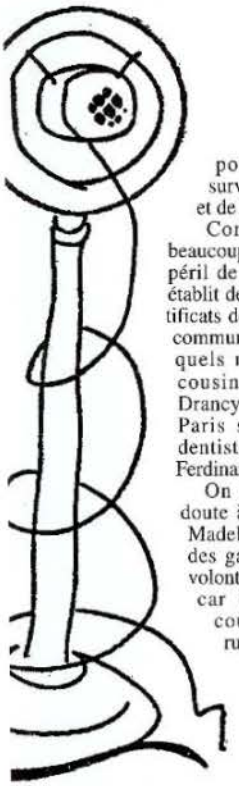
Le secours vint d'un propagandiste du maréchal Pétain, le père Gaillard. Il y avait à Alger des commissions d'armistice, une allemande et une italienne. C'était tout ce que la population algérienne, en dehors de quelques milliers de soldats rescapés, avait pu voir du désastre de 1940. Mais les difficultés économiques s'étaient abattues sur ce pays qui n'avait aucune industrie hormis celle de la France. Les restrictions alimentaires imposaient une stricte discipline, qui était mal acceptée. La propagande anglaise faisait le reste. J'en eus la révélation quand, un jour, alors que Rommel triomphait, un ouvrier arabe me dit : « Les Anglais ! Capables ! ».

Le père Gaillard était donc venu faire des conférences partout, pour expliquer à la population dans quelles difficultés le gouvernement devait se débattre



Puissante caricature antigaulliste de Mosdyc, parue dans *Gringoire* le 16 décembre 1943 : « Ceux dont on parle. M. De Gaulle continue de travailler ses partisans au cri de "Vive la liberté" ». Il est incontestable que De Gaulle a sacrifié ses principes sur l'autel des nécessités de la guerre. Mais la victoire des Alliés lui a donné raison.

COURRIER DES LECTEURS



pour assurer la survie des Français et de la France.

Comme le firent beaucoup de prêtres, au péril de leur liberté, il établit de vrais-faux certificats de baptême et de communion grâce auxquels notre nouveau cousin put sortir de Drancy et reprendre à Paris son métier de dentiste, place Saint-Ferdinand.

On conseilla sans doute à notre cousine Madeleine de donner des gages de bonnes volontés à l'occupant, car elle se mit à coudre des fourrures pour le front de l'Est.

C'était le genre de collaboration forcée que les Français, prisonniers sur leur sol, durent pratiquer pendant quatre longues années, pour survivre.

Notre cousine ne fut pas plus inquiétée que ne le furent les kapos du camp de Drancy.

Mais tout le monde n'eut pas la même chance. On parla, à la tribune de la Chambre, de cent treize mille morts. Dans les prisons de la « Libération », on torturа. On connaît le sort tragique de Louis Renault, torturé toutes les nuits jusqu'à sa mort, coupable d'avoir assuré la survie de ses ouvriers en leur donnant du travail.

« Vous avez vendu des tanks aux Allemands !

– Vous auriez voulu que je leur en fasse cadeau ? ».

Sa mort facilita la nationalisation de l'entreprise.

Quand notre famille échappée d'Algérie arriva en Gironde en juin 1962, elle eut pour voisin un éclopé qui se traînait avec une béquille et une canne. C'était un ancien entrepreneur en maçonnerie, qui avait dû travailler comme les autres à la construction du mur de l'Atlantique. On le lui avait fait payer, en 1944, par des traitements inhumains, dont il gardait encore les traces dix-huit ans plus tard.

Le résultat de ces belles actions de Soviétiques devenus patriotes fut que la France fut le dernier pays d'Europe à relever ses ruines. On avait tué tous ceux qui étaient capables de travailler proprement, et il fallait attendre une nouvelle génération de patrons.

Un cousin qui avait acheté une briqueterie devait garder pendant des années son stock de trois millions de briques, et revendre l'entreprise.

En 1949, en régime gaullo-communiste, la population avait encore des cartes de rationnement pour toutes les denrées alimentaires de base, et aussi pour l'essence. Il n'était pas facile d'avoir un bon d'essence en dehors de la stricte allocation. J'en fis l'expérience.

M. S.

Vous avez été nombreux à nous écrire pour donner votre avis suite à l'appel lancé lors du dernier numéro de l'Autre histoire *concernant la citation de Mouammar Kadhafi* : « Chaque peuple a droit à un pays. Mais que je sache, être juif n'est pas une nationalité, c'est une religion. » *Voici quelques extraits des lettres que nous avons reçues.*

Débat sur la question juive

Il semble que, pour un tel sujet de débat, le mot « sentiments » soit inadéquat. Mieux valent les faits ou, si impossible, les textes relatant la « réalité objective des faits du moment », avec toutes les réserves que l'on peut faire quant à eux évidemment. D'autant plus qu'il ne s'agit pas, ici, d'antisémitisme en général, ni d'antijudaïsme en particulier.

Si le texte biblique dit « Ancien Testament » n'est pas le reflet d'une réalité historique objective, non seulement les non-Juifs peuvent le négliger, mais encore les Juifs eux-mêmes peuvent « ne pas y croire » ; et, en Israël même, lors de nos séjours (1961-1977-1978) nous y avons rencontré d'anciens « brûleurs de diplômes » d'éducation marxiste et complètement athés.

Dans ces conditions, il serait logique, honnête, moral de le dire et le proclamer afin de rétablir la vérité et de ne pas induire les gens, Juifs et Gentils, en erreur.

Si le texte biblique dit « Ancien Testament » est le reflet exact d'une réalité objective s'étant déroulée aux époques indiquées (bien imprécisément) par les textes, alors nous plongeons dans un monde d'horreur manipulé par d'infâmes racistes pratiquant l'épuration ethnique avant la lettre.

Voulant posséder la terre, soi-disant promise par un dieu que l'on ne voit jamais, par l'entremise d'un Moïse hypothétique et qu'il faut néanmoins conquérir par les armes, les Hébreux, devenus Juifs depuis l'épisode du Sinaï, massacrèrent jusqu'au dernier tous les peuples proto-Celtes (Thuscolydiens) qui se trouvèrent sur leur passage. Un génocide renouvelé, généralisé. Et ces massacres ont eu un caractère sacrificiel parce que « Deo juvante ».

Une question se pose alors, reprise par l'hebdomadaire *le Point*, numéro 1118, pp. 70-71 dans un article non signé sous le titre « Ne jamais oublier Auschwitz » :

– Qu'est-ce qu'un crime contre l'humanité ?

– C'est lorsque des hommes exterminent d'autres hommes, non pour ce qu'ils font mais pour ce qu'ils sont. Et, quand on extermine de cette façon, il faut exterminer absolument. Hommes, femmes, enfants, mémoire.

C'est pourquoi les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles ; autrement dit, il n'y a jamais prescription, c'est-à-dire pardon, quelle que soit l'époque où a été commis le crime de génocide. L'exemple le plus proche de nous est celui du tribunal militaire international de Nuremberg (le vainqueur criminel jugeant le criminel vaincu) dont les condamnations furent rétroactives. Quant à la dernière phrase, lapidaire, de l'article anonyme cité : « Hommes, femmes, enfants, mémoire », elle a le mérite d'aller jusqu'au bout et jusqu'au fond du sujet (plus le procès Papon, cinquante-trois ans plus tard).

En effet, si l'on admet la réalité historique du texte biblique, on s'aperçoit que la simple énumération des peuples attaqués, vaincus, anéantis par extermination jusqu'au dernier, n'a jamais donné lieu à une étude sérieuse, peut-être pas exhaustive, mais qui eût eu le mérite de faire savoir au *vulgum pecus*, outre l'existence de peuples à la civilisation fort avancée et policée, qu'avant les Arabes il y eut les Hébreux, qu'avant les Hébreux il y eut les proto-Celtes thuscolydiens porteurs des premiers principes civilisateurs de l'humanité.

Il en résulte que les musulmans, les chrétiens, les Israélites n'ont, historiquement, aucun droit de propriété sur l'actuelle terre de Palestine (qui porte encore le nom de ses premiers occupants), et que « Jérusalem trois fois sainte » pour les trois religions monothéistes, ne l'est en réalité que pour un seul peuple qui, aujourd'hui, a disparu, anéanti, sauvagement exterminé en une horrible et ignoble shoah.

Au milieu des constructions qui annoncent déjà les tours de l'après-guerre, le sinistre camp de Drancy, gare de triage pour tous les Juifs résidant en France et partant pour la déportation vers l'Est. On ne compte pas les drames vécus par des familles juives, victimes de la volonté allemande de se procurer de la main d'œuvre à bon compte sans aucun souci humanitaire.

COURRIER DES LECTEURS

Aujourd'hui, la « mémoire » de ces martyrs ayant été volontairement effacée, bien des gens rappellent dramatiquement et en toutes occasions leur propre génocide. Ils oublient qu'il existe une loi cosmique, impitoyable parce que non humaine, qui est celle de la rétribution, dévoyée en « choc en retour » par les magiciens et autres sorciers, et réhabilitée par les sages de l'hindouisme en « loi du karma ».

« Les vaincus assassinent bestialement alors que les vainqueurs exécutent humainement. Cela est aussi ancien que le monde et les balances sont à jamais faussées » (Jean Mabire).

D. L.

Musiciens juifs, gravure d'un ouvrage populaire yiddish.

La question juive

Il est d'une extrême importance de préciser les notions concernant ce mystérieux problème. Il est certain que les Juifs n'appartiennent à aucune nationalité. Ils n'appartiennent à aucune race parce que les races n'existent pas. Ce vague concept peut s'utiliser à la rigueur pour les races blanche, noire, jaune et rouge.

En réalité, il n'existe que les ethnies qui sont le résultat de l'adaptation hormonale à un environnement fixe pendant au moins huit à dix siècles. Vous comprendrez que ce n'est nullement le cas des Juifs qui n'ont jamais séjourné pendant mille ans dans un lieu géographique fixe.

Or ils ne peuvent en aucun cas constituer une ethnie, ni même un peuple. Le concept « Juif » ne peut se référer qu'exclusivement à une religion. En réalité, cette religion est fort peu suivie par une grande majorité qui n'en a retenu que le droit à l'usure envers les Goyim, prescrit par leurs écrits religieux et la pratique de la circoncision qui, effectivement, leur donne un particularisme déterminé par l'impact psycho-hormonal de cette pratique pendant la première puberté, c'est-à-dire pendant les vingt et un jours qui suivent le huitième jour après la naissance. Cette pratique confère des possibilités spéculatives hors pair, mais ne favorise pas la génitale interne, autrement appelée interstitielle, qui est l'organe du sens moral et de l'esprit de synthèse. Cette pratique est la cause du martyre juif à travers les siècles et de performances scientifiques et financières considérables et sans contrôle moral.

Tout cela sera facile à comprendre quand l'homme aura compris l'antériorité fonctionnelle du système hormonal sur le système nerveux et l'être en général, l'existence de la première puberté au premier mois de naissance, et le fait que la génitale interne soit atrophiée chez les déments, ce que nous savons depuis quarante ans mais qui n'a attiré l'attention de personne, hormis quelques endocrinologistes et philosophes.

Roger Dommergue Polacco Lévis de Ménasce
Chateauroux

Bruges et les Juifs

Je porte peu d'intérêt aux conflits du Proche-Orient, laissant aux différents fils de Sem régler leurs comptes entre eux comme ils l'entendent. Il est certain qu'être juif ne constitue pas une nationalité. Mais si nous admettons qu'une nation est constituée par un groupe d'individus, à l'échelon d'un peuple, qui manifestent le désir de vivre ensemble, de se donner des structures et une forme de pouvoir dans le but de créer un Etat, alors il est indiscutable que les Israéliens sont, eux une nation.

Et les Juifs de la diaspora en sont ainsi exclus, ce qui n'empêche nullement qu'ils puissent avoir avec l'Etat en question des relations suivies et qui prendront la forme que les deux parties contractantes voudront bien leur donner.

R. M.
Brugge

Le peuple juif

Etre juif, c'est appartenir à un peuple ou à une ethnie (comme vous voudrez).

Il est vrai que ce peuple a cette particularité d'avoir une religion et un dieu pour lui tout seul. Cette façon de dissimuler leur particularisme ethnique sans le voile de la religion favorise évidemment la diaspora des Juifs.

Cependant comme à notre époque d'athéisme et de matérialisme scientiste une ethnie ne peut pas compter uniquement sur une religion pour affirmer son unité, il arrive aussi aux Juifs de se revendiquer comme peuple. C'est selon les besoins de la cause. Lorsque André Glucksmann écrit dans *Libération* : « l'Europe sera juive ou ne sera pas. », je ne pense pas qu'il veuille dire qu'il n'y aura plus qu'une religion en Europe : la juive.

Il entend plutôt proclamer l'annexion de l'Europe par le peuple juif, ou bien sa phrase n'a aucun sens.

C. G.
St Germain en Laye

l'antichambre d'Auschwitz

Au moment où la thèse exterminationniste est tellement battue en brèche que ses tenants en sont réduits à renforcer encore leur répression, je me demande pourquoi vous éprouvez le besoin de publier un texte aussi exterminationniste.

Le fin du fin de ce morceau c'est que son auteur ne trouve aucun document pour illustrer son propos qu'une photo qui prouve... exactement le contraire de ce qu'il veut prouver, comme il le reconnaît lui-même. Mais il la publie quand même en vous invitant à prendre le contre-pied de ce qu'elle démontre. Ça se passe de commentaire. Mais peut-être avez-vous publié ce texte accompagné de cette photo et de sa légende pour tourner en ridicule ce pauvre homme.

Et puisqu'il est question d'enfants, si on parlait un peu de ces enfants de Dresde, de Hambourg transformés en torches vivantes par les bombes au phosphore des Anglo-Américains. Ceux-là ne devaient pas avoir le sourire qu'ont les enfants de la photo. N'y aurait-il au monde que des enfants juifs ?

C. G.
St Germain en Laye

Un de nos lecteurs résidant à Eupen nous adresse cet extrait du Moniteur officiel *du royaume de Belgique.*

La Belgique s'attaque au révisionnisme

Chambre des Représentants de Belgique, session ordinaire 1996-1997, 28 avril 1997. Enquête parlementaire visant à élaborer une politique en vue de lutter contre les pratiques illégales des sectes et le danger qu'elles représentent pour la société et pour les personnes, particulièrement les mineurs d'âge. Rapport fait au nom de la commission d'enquête par MM. Duquesne et Willems. Partie II.

I.5. Il existe, toutefois, une tendance récente à restituer à l'Etat-législateur un certain pou-

voir d'imposer comme vraie l'existence de certains faits intéressants l'ensemble de la population. L'exemple le plus flagrant est fourni par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale (Moniteur belge du 30 mars 1995 p. 7996 ; voir le commentaire au J.T. du 4 mai 1996, pp. 333 à 337 et l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 12 juillet 1996, J.T. 1997, p. 95 et suivantes).

I.6. Cette incrimination a été créée par un vote quasi unanime du Parlement pour :

- assurer le respect dû à la mémoire de plus de cinq millions de victimes juives ;
- combattre toute forme de réhabilitation d'un système politique radicalement incompatible avec les principes du régime démocratique ;
- cesser d'être la plaque tournante de la diffusion des thèses révisionnistes, interdites dans les pays voisins.

I.7. Ces justifications cachent un échec. La démarche scientifique entreprise depuis plusieurs siècles pour remplacer les dogmes par des vérités démontrées, grâce au libre examen, n'a pas réussi. Il n'y a pas de consensus possible pour dire ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas. Tout redevient une question de croyance, de confiance dans la parole d'autrui ou d'injonction autoritaire.

I.8. Dans cet esprit, un bon nombre de personnes entendues comme témoins par la commission d'enquête ont invité la Chambre des Représentants à affirmer comme vraies, les pratiques sectaires qu'ils reprochaient à certains groupements. Il faut, à leurs yeux, tout mettre en œuvre pour informer la population du danger que représente individuellement chacun d'entre eux. Cette proposition fait état de l'exemple donné par le Parlement européen et l'Assemblée nationale française.

I.9. D'autres témoins ont été d'un avis contraire, estimant que ces groupements sont en constante évolution. Il n'est pas possible de suivre leur mutation individuelle (voir en ce sens les dépositions du ministre de la Justice).

I.10. Le choix à opérer entre ces deux positions a été déterminé par l'étude du régime constitutionnel que la Belgique a donné en 1830 au droit d'association. Ce régime est plus libéral que celui de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et que celui d'un grand nombre d'autres Etats, membres du Conseil de l'Europe.

Les charniers de Staline, dessin de Soupault, paru dans *Je suis partout*, le 30 avril 1943.

Certes, le chiffre de 15 000 avancé par De Gaulle et l'IHTP est trop faible, de même que les 20 000 retenus par Bourdrel : la Dordogne, la Haute Vienne, la Haute Garonne, etc. en ont eu bien plus que les deux à trois cents qu'on leur attribue officiellement. La fourchette, à mon avis, doit se situer entre 30 et 40 000 (chiffre de R. Aron), ce qui est bien suffisant.

Si l'on se veut révisionniste, il faut l'être dans tous les domaines. De même, Fersan avance des chiffres totalement invérifiables en ce qui concerne les marxismes asiatiques : en Chine, au Vietnam, en Corée du Nord, on ne peut faire que des estimations (comme Courtois) assez vagues tant que l'on n'a pas accès aux archives.

Il ne faut pas mettre dans le même panier les victimes froidement exécutées, mortes dans les goulags et par famines avec les victimes de guerre où les responsabilités sont toujours difficiles à établir.

Courtois fait un peu cela quand il attribue 25 millions de morts au nazisme. Il met sur le même plan des exécutions volontaires, type Nuit des Longs Couteaux, les morts dans les camps et les exécutions d'otages en Russie et ailleurs lors de la lutte contre les partisans, inévitables dans un tel contexte.

En Algérie, nous ne nous sommes pas gênés pour en faire autant, de même que les Américains au Viêt-nam : dans ce dernier cas, c'est un acte normal de guerre puisque les populations civiles sont plus ou moins impliquées.

P. D.
Nantes

A propos de l'article de Henri de Fersan

Je voudrais faire quelques remarques sur le dernier numéro de *l'Autre histoire*. A propos de l'article de H. de Fersan sur *le Livre noir du communisme*, je pense qu'il a tort d'avoir trop appuyé sur la comparaison nazisme-communisme. Sur le plan historique, la comparaison n'est guère pertinente, ne serait-ce que parce que dès 1936 le nazisme s'est trouvé dans une situation virtuelle de guerre.

Le tableau des victimes, p. 8 est aberrant. Il mélange tout là-dedans et aboutit à un chiffre de 282 millions qui ne correspond à rien. Ce n'est pas parce que les exterminationnistes ont donné des chiffres extravagants qu'il faut en faire autant.

Je prends deux exemples : pourquoi 200 000 en Algérie ? Les communistes n'ont joué pratiquement aucun rôle dans la guerre d'Algérie, ni avant ni après. Au début, ils ont même été contre. Ensuite, ils ont essayé de prendre le train en marche en constituant des maquis que le FLN a, soit détruits, soit balancés aux troupes françaises.

De même, 150 000 exécutions sommaires en France à la Libération. J'ai cru longtemps aux 105 000. Puis à la réflexion, je me suis dit que ce n'était pas possible : ça représentait une moyenne de 1 000 par département. Or, d'après Bourdrel, dans le seul département où il y a eu un recensement exact de fait, l'Ardèche, on arrive à 600 ! Mais à l'inverse, pour d'autres, comme la plupart de ceux au nord de la Loire (à l'exception de la Bretagne), cela se chiffre à quelques unités.

Les relations germano-slaves

Je partage votre point de vue sauf sur les relations germano-slaves. En effet, de Charlemagne à Hitler, les Allemands ont constamment agressé les Slaves occidentaux, Tchèques et Polonais avant tout, et ont commis des crimes abominables. L'ensemble de ces crimes contre les Slaves occidentaux, mais aussi méridionaux (Slovènes) sont des milliards de fois plus graves que ceux commis contre les Juifs sémites dont on nous casse les tympans. Il faut dire en plus, qu'en grande partie ils ont été commis par l'Eglise catholique qui n'a jamais demandé pardon, ni regretté ses crimes alors qu'elle s'aplatit devant les Juifs, les Noirs, les Arabes, etc.

J. V.
Lyon

Les affrontements entre Germains et Slaves découlent logiquement de l'expansion naturelle de deux groupes humains différents et antagonistes. Les Juifs se sont souvent trouvés pris entre le marteau germain et l'enclume slave. Avec les souffrances des Allemands de 1944 à 1947, on peut considérer que les comptes sont soldés. Quant à la responsabilité de l'église catholique, il faut savoir raison garder. N'oublions pas que de nombreux slaves sont catholiques.

COURRIER DES LECTEURS

Réponse à la « mise en demeure »

Ce que vous appelez dédaigneusement le sauvetage d'une sous-espèce humaine est à mes yeux le salut de la race blanche indo-européenne.

Notre race n'est pas seulement une sous-espèce mais aussi une volonté, donc une réalité éminemment spirituelle. Si cette volonté est perdue ou latente le but est de l'éveiller. C'est ainsi qu'une « sous-espèce » devient une cause. On ne peut pas trahir une « sous-espèce » mais on peut trahir une cause. Quant à « votre vision globale du destin des différents hommes », je vous répondrai que cette phraséologie n'est que trop courante de nos jours et l'on sait les ténébreux desseins qu'elle sert et la puissance qui se cache derrière.

Un peuple fort se soucie de son destin et pas de celui des autres hommes. C'est ainsi qu'il reste libre et fort. Si les peuples européens doivent avoir une vision globale d'autre chose que leur destin particulier, c'est une vision de l'Europe qui constitue leur unité (je ne parle pas de l'Europe de Maastricht). Si vous n'avez pas d'idéologie, à quoi ça sert de publier *l'Autre histoire* et pour qui écrivez-vous ? Pour les lecteurs de *Historia* ? Pensez-vous que vos lecteurs s'abonnent par amour de l'histoire impartiale, insipide et aseptique. Une histoire insipide sans cause, qui n'illustre rien, n'est qu'un jeu de cuistres. Le rôle de l'historien est de mettre un peuple en possession de son âme, de ses héros et de rappeler les grands exemples.

C. G.
St Germain en Laye

En tout premier lieu, nulle puissance ne se cache derrière la rédaction de l'Autre histoire. *Notre petit groupe tente de faire passer une certaine idée des rapports entre les peuples de races différentes tout en cherchant à sortir de la langue de bois. Nos efforts semblent insuffisants puisque vous nous accusez de pratiquer une phraséologie mondialiste. Je vous rappelle que nous sommes pourtant les seuls à proposer de temps à autre des articles sur les questions raciales afin d'informer nos lecteurs sur les derniers travaux publiés dans les universités américaines. Pour tenter de mieux vous répondre, je précise que pour nous le terme* race *ne s'applique pas à une réalité biologique. Nous lui préférons le terme* sous-espèce. *Il n'est plus possible de se projeter dans l'avenir en ignorant les autres groupes humains. Plaider pour une Europe européenne conduit à se soucier du développement économique et humain des pays qui sont proches de nous. Sinon, c'est eux qui vont se soucier de nous. C'est d'ailleurs bien commencé.*

Otto Skorzeny a fait des émules

Cet officier allemand a joué indirectement un rôle dans ma vie parfois aventureuse. J'avais crû comprendre qu'il avait enlevé Mussolini à bord d'un *Fieseler Stortch* («Cigogne ») dans des conditions acrobatiques. Or, ce type d'avion, rebaptisé par nous *Morane 500*, assemblé à l'identique mais la toile des ailes étant remplacée par de la tôle alu, plus lourde, était utilisé par nous durant la guerre d'Algérie. Et en 1958, l'un d'eux était abattu dans le djebel au sud de Saïda au cours d'une mission de couverture d'une opération menée par la Légion. Venu rapidement avec mon *Bell* sur les lieux, je constatai que l'appareil était intact, sauf le réservoir d'huile percé par balle. L'ordre était d'incendier l'appareil. Mais aussitôt, l'idée diabolique s'installa dans mon esprit : pourquoi ne pas faire comme Skorzeny ?

Je fis venir un mécanicien et un réservoir de la base la plus proche par un hélicoptère lourd. L'avion fut vite réparé. Mais comment décoller de cette pente mal orientée montante vers le vent ? Tant pis, je tenterais un décollage court dans le sens de la pente, vent dans le dos ce qui est contraire aux règles les plus élémentaires mais il n'y avait pas d'autres solutions. Grâce aux légionnaires, sur lesquels on peut toujours compter dans les coups durs, le terrain fut vite débarrassé de ses buissons, un petit fossé comblé, le tout balisé de quelques branchettes car la piste avait la largeur du train. L'avion fut vite allégé de tout ce qui n'était pas indispensable pour voler (radio, siège arrière, parachutes, etc.).

Un coup d'œil sur la plaquette alu écrite en allemand rivetée sur la paroi et oubliant les consignes françaises, autrement timorées, je mis pleins volets (et les volets d'un *Fieseler*, ça se voit), pleins gaz sur freins et à Dieu vat ! Succès total mais d'extrême justesse. Avec un petit bouquet d'épineux accroché à la roue gauche, je suis revenu survoler les légionnaires qui agitaient leurs képis et par la même occasion les fellaga en déroute et je suis rentré faire un échange d'engins volants à Nazereg près de mon PCA. Ce fut une belle journée. (A. B., indicatif « Raisin vert »).

D. S.

Il faut savoir oublier

A 81 ans passés, mon examen de conscience me laisse fort désemparé. J'ai l'impression d'avoir toute ma vie fait des choix passionnels qui se révèlent aujourd'hui mauvais.

La réalité c'est qu'aucune vérité ne reste définitive. Il est normal qu'on en ait des regrets mais ils sont inutiles. Aussi faut-il savoir oublier.

A l'école communale, on nous inculquait la grandeur et la puissance de la France par – entre autres – :

- Les valeureux soldats de l'Empire partant à la conquête de l'Europe pour défendre le « droit des peuples » et diffuser nos « Lumières ».
- Les Croisés allant convertir ou détruire « l'infidèle ».
- Les bienfaits des « conquêtes coloniales » destinées à convertir et civiliser « les sauvages », etc.

Tout ceci justifia ma vocation d'officier saint cyrien « gardien de l'Empire ». Or les « dossiers de l'histoire » – publiés récemment par *Minute* – démontrent que dès l'exposition coloniale de 1930, économistes et responsables politiques savaient que la France et la vieille Europe n'avaient plus les moyens de détenir ces colonies. Pourquoi alors tant de sacrifices pour défendre l'Indochine et l'Algérie ?

Ci-dessus : l'auteur de cette lettre en St Cyrien.

En 1940, j'ai suivi Pétain et lui suis resté fidèle. Pourtant, dès l'invasion de l'Union soviétique en juin 1941, il était évident que l'Allemagne ne pouvait plus gagner la guerre. Je fus partisan de l'Algérie française. Folie. Que ferions-nous de trente millions de français-musulmans alors que trois millions nous sont déjà insupportables en métropole ?

Certes, je ne ferai point de repentance mais je crois qu'il faut savoir tourner la page. Malgré cette insupportable tentative de réécriture de l'histoire imposant le silence à ceux qui ont les preuves de la supercherie. Le procès Papon est naturellement le plus triste exemple de ce qu'il fallait éviter.

Mes choix passés mirent du temps à se révéler mauvais ou sans issue, ce qui les excuse en partie. Par contre ma dernière erreur n'est plus excusable. Comment ai-je pu continuer à soutenir activement un parti qui depuis quatre ou cinq ans – même sur la Côte d'Azur – reste condamné à l'échec en raison des maladresses verbales de son chef, de ses rodomontades et de ses prétentions frisant parfois la paranoïa. Pourtant le succès du maire actuel de Nice ouvrait la voie. La victoire des idées doit primer les susceptibilités personnelles – aussi justifiées soient-elles. Après une longue vie de militantisme je ne renie point mes idéaux mais je refuse le sectarisme et prône la tolérance.

R. P.
Golfe-Juan